

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 91.

N° 7

JUILLET 1904

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

AUTRICHE-HONGRIE — ITALIE

Déclaration du 31 décembre 1903 prorogeant le traité de commerce et de navigation conclu le 6 décembre 1891 (1).

Les négociations actuellement pendantes entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie pour un nouvel accord commercial, n'ayant pas encore abouti à une entente, et vu l'échéance imminente du traité de commerce et de navigation du 6 décembre 1891, à la suite de la dénonciation qui en a été faite par l'Autriche-Hongrie, les Hautes Parties contractantes ont reconnu l'utilité, dans l'intérêt des relations politiques et commerciales entre leurs pays, de maintenir provisoirement au delà du 1^{er} janvier prochain, un traitement conventionnel, et en même temps de poursuivre les négociations dans des conditions normales. A cette fin, elles sont tombées d'accord sur les dispositions suivantes :

Pendant la durée du présent arrangement, le traité de commerce et de navigation entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie du 6 décembre 1891, ainsi que le cartel de douane, les articles additionnels, le protocole final et autres annexes signées le même jour, resteront en vigueur, à l'exception de la disposition contenue au paragraphe 5, III, dudit protocole final (2).

Pour faciliter la solution des affaires en cours, les vins italiens seront

(1) *Annales du Commerce extérieur*, 1904, Pays étrangers en général *Leg. com.*, n° 192.

(2) La disposition dont il s'agit était ainsi conçue : Dans le cas où, pendant la durée du traité, un droit de 5 fr. 77 ou moindre serait établi, à l'entrée des vins, en Italie, ce droit sera appliqué à tous les vins provenant de l'Autriche-Hongrie ; et l'Autriche-Hongrie, dans ce cas, s'engage à accorder *ipso facto*, aux vins italiens, les faveurs spéciales mentionnées au n° 5, III, en ce qui concerne le tarif B (droits à l'entrée en Autriche-Hongrie) du protocole final du traité de commerce et de navigation du 27 décembre 1878. Le droit sera, dans ce cas, de 3 fl. 20 kr. les 100 kilog. et devrait s'appliquer aux vins importés en Autriche-Hongrie, soit par voie de terre soit par mer, en fûts et futailles.

admis au droit d'entrée de 3 fl. 20 kr. les 100 kilogrammes bruts, aux conditions et modalités actuelles, jusqu'au 31 janvier, pourvu qu'ils soient partis des ports italiens avant le 1^{er} janvier 1904, avec ou sans contrat, ou bien que l'engagement sous lequel ils sont exportés, ayant une date antérieure au 1^{er} janvier 1904, soit certifié par l'autorité italienne et que le certificat y relatif soit présenté au simple visa des autorités consulaires austro-hongroises, jusqu'au 20 janvier 1904.

Les vins d'Autriche-Hongrie qui se trouveront dans une situation analogue jouiront, jusqu'au 31 janvier 1904, du droit d'entrée de 5,77 lire l'hectolitre.

A partir du 1^{er} janvier 1904, les autres vins de l'Italie, ainsi que ceux d'Autriche-Hongrie, seront traités réciproquement selon le principe de la nation la plus favorisée.

Le présent arrangement provisoire entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1904 et restera exécutoire jusqu'à un nouvel accord, mais au plus tard jusqu'au 30 septembre 1904.

En foi de quoi, la présente Déclaration a été dressée et signée en double exemplaire.

Fait à Rome, le 31 décembre 1903.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Signé : TITTONI.

L'Ambassadeur de S. M. I. et R. A.,

Signé : M. PASETTI.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Déclaration en date de ce jour, les Hautes Parties contractantes sont convenues que le vin Marsala pourra entrer en Autriche-Hongrie au droit de 3 fl. 20 les 100 kilogrammes jusqu'au 31 janvier 1904, et jusqu'à concurrence de 2.000 quintaux bruts (sauf déduction de l'excédent de 1903), sous les modalités à établir d'un commun accord dans les prochains jours.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,

Signé : TITTONI.

L'Ambassadeur de S. M. I. et R. A.,

Signé : M. PASETTI.

AUTRICHE-HONGRIE — ROUMANIE

Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs suivie d'un protocole final.

(27/14 juin 1901) (1)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême etc., et Roi Apostolique de Hongrie, et Sa Majesté le Roi de Roumanie, ayant jugé à propos

(1) Les ratifications ont été échangées à Bucharest, le 26/13 avril 1902. V^o *Wiener Zeitung*, 1902, n^o 140.

de conclure une Convention sur l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont nommé dans ce but, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

M. le Marquis Jean Pallavicini, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Roumanie, et Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Démètre A. Sturdza, Président du Conseil des Ministres, Son Ministre Secrétaire d'État au Département des affaires étrangères et ad intérim à la Guerre, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, à la seule exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une des Parties contractantes pour un des actes punissables mentionnés à l'article II ci-après, et qui se trouveront sur le territoire de l'autre Partie.

L'extradition n'aura lieu qu'en cas de poursuite ou de condamnation pour une action punissable, commise hors du territoire de l'État auquel l'extradition est demandée, et qui d'après la législation de l'État requérant et de l'État requis peut entraîner une peine d'un an d'emprisonnement ou une peine plus grave.

Lorsque l'action punissable, motivant la demande d'extradition, aura été commise dans un État tiers, l'extradition aura lieu, si les législations de l'État requérant et de l'État requis autorisent la poursuite de faits de ce genre, même lorsqu'ils ont été commis à l'étranger et qu'il n'y ait lieu de traduire le criminel, selon les lois de l'État requis, devant les tribunaux de ce dernier, ni de le livrer au Gouvernement de l'État où l'action punissable a été commise, selon les traités conclus entre cet État et l'État requis.

ARTICLE II

L'extradition sera accordée pour les actes punissables suivants :

1° L'homicide, l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement.

2° Les menaces contre les personnes ou contre les propriétés, si les menaces ont été faites avec ordre ou sous condition.

3° Les coups portés et les blessures faites volontairement quand il en est résulté une maladie paraissant incurable ou une incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation de l'usage absolu d'un membre ou d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner.

4° L'avortement.

5° L'administration coupable, même sans intention de donner la mort,

de poison ou d'autres substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé.

6° L'enlèvement, le recel, la suppression, la substitution ou la supposition d'enfant.

7° L'exposition ou le délaissement d'enfant.

8° L'enlèvement de mineurs.

9° Le viol.

10° L'attentat à la pudeur commis sur une personne avec ou sans violence.

11° L'attentat aux mœurs, en excitant, pour satisfaire les passions d'autrui, à la débauche ou à la corruption de mineurs de l'un ou de l'autre sexe ; de même l'attentat aux mœurs, commis pour satisfaire ses propres passions, en excitant à la débauche de mineurs de l'un ou de l'autre sexe, lorsque celui qui se rend coupable de cet attentat est le père ou la mère, le tuteur ou l'instituteur ou toute autre personne chargée de la surveillance de la personne débauchée.

12° Les attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers.

13° La bigamie.

14° La contrefaçon ou falsification de documents publics ou privés, de dépêches télégraphiques, et l'usage de ces documents ; la destruction, détérioration ou suppression d'un document avec intention de porter préjudice à une tierce personne ; l'abus de blanc-seing.

15° La fausse-monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée ; la contrefaçon ou falsification de billets de banque, d'obligations ou d'autres titres et valeurs, émis par l'État ou, avec l'autorisation de l'État, par des corporations, des sociétés ou des particuliers ; l'émission ou mise en circulation de ces billets de banque, obligations ou autres titres et valeurs contrefaits ou falsifiés.

16° La contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons et marques de l'État ou destinés à un service public, l'usage de pareils sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, ainsi que l'usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques de l'État ou destinés à un service public.

17° Le faux témoignage en justice, la fausse déclaration de la part d'experts ou d'interprètes, la subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes. La dénonciation calomnieuse.

18° Le faux serment, l'excitation au faux serment.

19° Le détournement et la concussion de la part de fonctionnaires publics.

20° La corruption de fonctionnaires publics, de juges et de jurés.

21° L'incendie. L'emploi criminel de matières explosibles.

22° Le vol et la rapine (vol avec violence).

23° L'extorsion.

24° L'escroquerie, les tromperies et la fraude.

25° Les soustractions frauduleuses, les détournements et l'abus de confiance.

26° La banqueroute frauduleuse et les fraudes commises dans les faillites.

27° Les actes attentatoires à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer.

28° La destruction ou la détérioration de chemins de fer, de leur matériel d'exploitation, de machines à vapeur et de télégraphes et téléphones, destinés à l'utilité publique.

29° Les actes propres à amener une inondation, s'il en résulte un danger pour la vie de personnes ou pour la propriété d'autrui.

30° La destruction ou la dégradation de tombeaux, de monuments, d'objets d'art, la destruction ou dégradation de livres et de registres publics, de documents ou d'autres objets, destinés à l'utilité publique.

31° La destruction ou la détérioration volontaire, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, de chaussées ou d'autres constructions appartenant à autrui.

32° La destruction ou la détérioration de denrées ou autres propriétés mobilières. Le mélange aux denrées de matières pouvant donner la mort ou altérer la santé, la détention de pareilles denrées dans des magasins ou entrepôts afin de les débiter ou de les distribuer; le débit, la vente ou la distribution de pareilles denrées, en cachant leur caractère nuisible.

33° La destruction ou la détérioration d'instruments d'agriculture, la destruction ou l'empoisonnement de bestiaux ou autres animaux.

34° Les actions causant l'échouement ou la perte de navires, la destruction ou la dégradation de navires ou de leur cargaison.

35° Le recèlement des objets obtenus à l'aide d'un vol, d'une soustraction frauduleuse, d'un détournement, d'une rapine (vol avec violence) ou d'une extorsion.

36° L'assistance prêtée pour la suppression des traces d'une action punissable ou pour l'évasion d'un criminel.

L'extradition sera accordée de même dans le cas de tentative et de participation, lorsqu'ils sont prévus par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

ARTICLE III

L'extradition ne sera pas accordée pour des délits politiques.

L'extradé ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition ni pour aucun fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas considéré comme délit politique ni fait connexe à un semblable délit, l'attentat contre la personne d'un chef d'Etat ou contre les membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de

meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement ou de tentative ou de complicité dans une de ces actions punissables.

ARTICLE IV

La demande d'extradition devra toujours être faite par voie diplomatique.

ARTICLE V

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement, soit d'un acte de mise en accusation, soit d'un mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'amener, soit de tout autre acte judiciaire ayant la même force que ces mandats et qui indiquera la nature et la gravité du fait incriminé ainsi que sa dénomination et le texte de la loi pénale, en vigueur dans le pays requérant, qui est applicable à l'infraction dont il s'agit et qui contient la peine qu'elle entraîne.

Lorsqu'il s'agit de délits contre la propriété, il sera indiqué toujours le montant du dommage réel ou de celui que le malfaiteur a voulu causer.

Ces pièces seront expédiées en original ou en copie légalisée par le Tribunal ou par toute autre autorité compétente du pays requérant ; elles seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé ou d'autres données pouvant servir à vérifier son identité. Dans le cas où il y aura doute sur la question de savoir si l'infraction, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, des explications seront demandées au Gouvernement requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies sont de nature à écarter ces doutes. Il est entendu que, pour prévenir l'éventualité d'une évasion, le Gouvernement requis ordonnera, aussitôt qu'il aura reçu les documents désignés ci-dessus, l'arrestation de l'accusé, tout en se réservant la décision sur la demande d'extradition. Dans le cas où des explications auraient été demandées relativement à l'extradition, l'individu arrêté pourra être élargi, si les explications n'ont pas été données au Gouvernement requis dans le délai d'un moi à partir du jour où la demande en sera parvenue au Gouvernement requérant.

ARTICLE VI

L'arrestation provisoire aura lieu non seulement sur la production d'un des documents mentionnés à l'article V, mais en cas d'urgence, sur tout avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'amener, à la condition toutefois que cet avis sera donné par voie diplomatique au Ministère des affaires étrangères du pays requis.

En cas d'extrême urgence, l'arrestation provisoire aura également lieu sur la demande d'une autorité de l'une des Parties contractantes adressée directement à une autorité de l'autre Partie.

ARTICLE VII

L'étranger arrêté aux termes du second alinéa de l'article VI sera mis

en liberté si, dans le délai de huit jours à partir de la date de l'arrestation, avis n'est donné de l'existence d'un mandat d'arrêt ou d'amener émané d'une autorité judiciaire. Dans tous les cas, la mise en liberté de l'individu arrêté aux termes de l'article VI aura lieu si, dans le délai d'un mois, à partir du jour de l'arrestation, le Gouvernement requis n'a reçu communication par voie diplomatique d'un des documents mentionnés à l'article V.

ARTICLE VIII

Les objets, dans la possession desquels l'inculpé se trouve par suite de l'action punissable, ou ceux qui ont été saisis sur lui, les moyens et instruments ayant servi à commettre l'acte coupable, ainsi que tout autre pièce à conviction, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au Gouvernement réclamant l'extradition, même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra également tous les objets de la même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels devront être rendus aux ayants droit sans frais après la conclusion du procès.

L'État auquel la remise de ces objets aura été demandée, peut les retenir provisoirement, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle.

ARTICLE IX

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'État requis pour quelque autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, et en cas de condamnation jusqu'à ce qu'il ait subi la peine ou qu'il en ait obtenu la remise.

Néanmoins, si d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription ou d'autres dommages importants de la poursuite pouvaient résulter de ce délai, sa remise temporaire sera accordée à moins de considérations spéciales qui s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans le dit pays sera terminée.

Dans le cas où l'individu réclamé serait empêché par l'extradition de remplir les obligations contractées par lui envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à ces derniers à faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

ARTICLE X

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée, ni extradé à un pays tiers pour un acte punissable quelconque antérieur à l'extradition et non prévu par la présente Convention, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un et l'autre cas, la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir

été jugé et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié, ou qu'il n'y soit retourné par la suite.

Il ne pourra non plus être poursuivi ni puni du chef d'un acte punissable prévu par la Convention, antérieur à l'extradition, mais autre que celui qui a motivé l'extradition sans le consentement du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés à l'article V de la présente Convention. Le consentement de ce Gouvernement sera de même requis pour permettre l'extradition de l'inculpé à un pays tiers. Toutefois ce consentement ne sera pas nécessaire, lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine, ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré ou qu'il y sera retourné par la suite.

ARTICLE XI

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si l'individu dont l'extradition est demandée a déjà été condamné ou poursuivi et mis hors de cause dans le pays requis pour l'infraction qui a motivé la demande, pourvu qu'il n'y ait lieu, d'après la législation de l'État requis, de recommencer la procédure criminelle.

2° Si d'après les lois du pays requis, la prescription de la poursuite ou de la peine est acquise par rapport aux faits imputés, avant que l'arrestation de l'inculpé ou son assignation à l'interrogatoire ait eu lieu.

3° Si d'après la législation de l'État requis, l'infraction qui a motivé la demande en extradition, ne peut être poursuivie que sur la plainte ou la proposition de la partie lésée, à moins qu'il ne soit vérifié que la partie lésée a demandé la poursuite.

De même l'extradition n'aura pas lieu aussi longtemps que l'individu réclamé est poursuivi pour la même infraction dans le pays auquel l'extradition est demandée.

ARTICLE XII

Si l'individu dont l'extradition est demandée par l'une des Parties contractantes, est réclamé également par un ou plusieurs autres Gouvernements en raison d'autres infractions, il sera livré au Gouvernement sur le territoire duquel a été commise l'infraction la plus grave et en cas de gravité égale au Gouvernement dont la demande est parvenue la première au Gouvernement requis.

ARTICLE XIII

Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et une tierce Puissance, le transport de cet individu à travers son territoire sera accordé par l'autre Partie pourvu que l'individu en question ne lui appartienne par sa nationalité et, bien entendu, à la condition que l'action donnant lieu à l'extradition soit comprise dans les articles I et II de la présente Convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles III et XI.

Pour que, conformément au présent article, le transport d'un criminel

soit accordé, il suffira que la demande en soit faite par voie diplomatique avec production en original ou en copie authentique d'un des actes de procédure mentionnés à l'article V.

Le transit aura lieu, quant à l'escorte, avec le concours d'agents du pays qui a autorisé le transport sur son territoire.

Sera de même accordé dans les conditions énoncées le transport — aller et retour — par le territoire de l'une des Parties contractantes d'un malfaiteur détenu dans un pays tiers, que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi.

ARTICLE XIV

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin était jugée nécessaire ou désirable, le Gouvernement de l'État sur le territoire duquel se trouve ce dernier, l'engagera à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet de la part des autorités de l'autre État.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin seront toujours supportés par l'État requérant et l'invitation qui sera envoyée à cet effet par voie diplomatique, indiquera la somme qui sera allouée au témoin à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'État requis pourra, sauf remboursement de l'État requérant, faire au témoin sur la somme intégrale.

Cette avance lui sera faite aussitôt qu'il aura déclaré vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans les pays de l'une des Parties contractantes, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figura comme témoin.

ARTICLE XV

Lorsque, dans une cause pénale non politique pendant auprès des tribunaux de l'une des Parties contractantes, la confrontation de l'inculpé avec des individus détenus dans le territoire de l'autre Partie, ou la production de pièces à conviction ou d'actes judiciaires est jugée nécessaire, la demande en sera faite par voie diplomatique et il y sera donné suite en tant que des considérations spéciales ne s'y opposent. Les détenus et les pièces seront toutefois restitués aussitôt que possible.

ARTICLE XVI

Lorsque, dans une affaire pénale non politique, une des Parties contractantes jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant sur le territoire de l'autre Partie contractante, ou tout autre acte d'instruction, une commission rogatoire rédigée conformément aux lois du pays requérant, sera envoyée à cet effet par voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays sur le territoire duquel l'audition des témoins où l'acte d'instruction devra avoir lieu.

ARTICLE XVII

Si l'une des Parties contractantes juge nécessaire qu'un acte de la procédure pénale soit communiqué à une personne qui se trouve sur le territoire de l'autre Partie, cette communication se fera par la voie diplomatique à l'autorité compétente de l'État requis, laquelle renverra par la même voie, le document constatant la remise ou fera connaître les motifs qui s'y opposent. Les jugements de condamnation rendus par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre des ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. L'État requis n'assume aucune responsabilité du fait de la notification d'actes judiciaires.

ARTICLE XVIII

Les Parties contractantes renoncent réciproquement à toute réclamation ayant pour objet le remboursement des frais occasionnés sur leurs territoires respectifs, par la détention et le transport de l'inculpé ou des individus livrés provisoirement pour être confrontés, par la remise des objets indiqués aux articles VIII, XV et XVI, par l'audition de témoins ou par d'autres actes d'instruction ou bien par la communication d'actes judiciaires et de sentences.

Les frais du transport et de l'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée, demeurent à la charge du Gouvernement requérant.

Seront de même à la charge du Gouvernement requérant, les frais du transit à travers le territoire de l'autre Partie contractante d'un individu dont l'extradition ou la remise temporaire aurait été accordée au Gouvernement requérant par une tierce Puissance.

De même les frais de la remise temporaire mentionnée à l'article IX seront supportés par l'État requérant.

L'État requérant remboursera de même les indemnités accordées aux experts dont l'intervention aura été jugée nécessaire dans une cause pénale.

ARTICLE XIX

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement tous les arrêts prononcés par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les sujets de l'autre pour des actes punissables ayant entraîné une condamnation de plus de trois mois de prison. Cette communication aura lieu moyennant l'envoi par voie diplomatique, d'un extrait du jugement devenu définitif. Communication sera donnée par l'État qui aura obtenu l'extradition d'un malfaiteur du résultat définitif des poursuites criminelles.

ARTICLE XX

Les pièces mentionnées à l'article V seront munies gratuitement d'une traduction allemande ou française, si elles ne sont pas rédigées dans la langue du tribunal requis.

Les lettres rogatoires en matière pénale et leurs annexes ainsi que les

actes à communiquer en vertu de l'article XVII et rédigés dans une langue autre que celle du tribunal requis, seront accompagnés : pour l'Autriche d'une traduction allemande ou française, pour la Hongrie d'une traduction hongroise ou française ; pour la Roumanie d'une traduction roumaine ou française ; ces traductions seront également expédiées sans frais.

Les réponses aux commissions rogatoires et les pièces dressées en exécution des commissions rogatoires, ainsi que les actes à transmettre en vertu de l'article XV et les extraits qui doivent être communiqués conformément à l'article XIX, ne sont pourvus d'une traduction qu'à la demande de l'État requérant, et contre remboursement de frais de traduction.

Seront exempts de légalisation les actes expédiés en matière pénale par les autorités judiciaires des Parties contractantes. Ces actes seront revêtus du sceau de l'autorité judiciaire qui les a délivrés.

ARTICLE XXI

La présente Convention sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant dix ans à partir de ce jour.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

ARTICLE XXII

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 27/14 juin 1901.

(L. S.) : D. STURDZA.

(L. S.) : PALLAVICINI.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la conclusion de la Convention d'extradition en date d'aujourd'hui, les Plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur la déclaration suivante :

1° Dans les relations entre les Royaumes et Pays représentés au Reichsrath autrichien et la Roumanie, le terme « homicide » mentionné à l'article II, numéro 1, de la présente Convention ne s'applique qu'à l'homicide volontaire, tandis que dans les relations entre les Pays de la Couronne hongroise et la Roumanie, ce terme embrasse tant l'homicide volontaire que l'homicide par imprudence.

2° Si l'extradition d'un individu est réclamée à la Roumanie pour un crime frappé de la peine capitale, et s'il n'est pas exclu que l'extradé pourrait être exécuté à mort du chef de ce crime, le Gouvernement Royal roumain sera libre de ne pas accorder l'extradition.

Le présent Protocole aura la même force et la même durée que la Convention d'extradition conclue aujourd'hui.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 27/14 juin 1901.

(L. S.): D. STURDZA, m. p.

(L. S.): PALLAVICINI, m. p.

BELGIQUE — FRANCE

Déclaration prorogeant la Convention télégraphique conclue le 27 février 1891, entre la Belgique et la France.

(2 mars 1904) (1)

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Belges et le Gouvernement de la République Française, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la Belgique et la France et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la Convention télégraphique internationale, signée le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. La Convention télégraphique entre la Belgique et la France, signée à Paris, le 27 février 1891, est et demeure prorogée tant que l'un des deux Gouvernements contractants n'aura pas fait connaître, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les soussignés, savoir : M. A. Leghait, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près le Président de la République Française, et M. Th. Delcassé, Député, Ministre des Affaires Étrangères de la République Française, etc., etc., dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 2 mars 1904.

(L. S.): A. LEGHAIT.

(L. S.): DELCASSÉ.

BELGIQUE — FRANCE — PAYS-BAS

Prorogation de la Convention télégraphique conclue entre la Belgique, la France et les Pays-Bas, le 27 décembre 1890.

(26 mars 1904) (1)

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays Bas, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la France et les Pays-Bas et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de

(1) *Moniteur Belge*, 18 juin 1904.

la Convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg,

Sont convenus de ce qui suit :

Article unique. La Convention télégraphique entre la Belgique, la France et les Pays-Bas, signée à Paris, le 27 décembre 1890, est et demeure prorogée tant que l'un des Gouvernements contractants n'aura pas fait connaître, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les soussignés, savoir : M. A. Leghait, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges près le Président de la République Française ; M. Th. Delcassé, Député, Ministre des Affaires étrangères de la République Française et M. le Chevalier de Stuers, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas près le Président de la République Française, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration, qu'ils ont revêtue de leur cachet.

Fait à Paris, en triple exemplaire, le 26 mars 1904.

(L. S.) A. LEGHAIT.

(L. S.) DELCASSÉ.

(L. S.) A. DE STUERS.

BELGIQUE — PAYS-BAS — LUXEMBOURG

Prorogation de la Convention télégraphique entre la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg, au sujet des correspondances télégraphiques échangées par la voie belge entre les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg.

(31 mars 1904) (1)

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges, le Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, désirant faciliter les relations télégraphiques entre les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la Convention télégraphique internationale, signée le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg,

Sont convenus de ce qui suit :

Article unique. Est prorogée et restera en vigueur sans modification jusqu'à la première revision du Règlement de service international arrêté à Londres en 1903, la Convention télégraphique signée à La Haye, le 17 décembre 1890, à Luxembourg, le 19 décembre 1890, et à Bruxelles, le 20 décembre 1890, entre la Belgique, les Pays-Bas et le Grand-Duché

(1) *Moniteur belge*, 18 juin 1904.

de Luxembourg, au sujet des correspondances télégraphiques échangées par la voie belge entre les Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg.

En foi de quoi, les soussignés, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi des Belges, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Charge d'Affaires du Gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu du sceau de leurs armes.

Fait en triple expédition, à Bruxelles, le 31 mars 1904.

(L. S.) DE FAVEREAU.

(L. S.) VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

(L. S.) LE COMTE D'ANSEMBOURG.

BELGIQUE — ALLEMAGNE

Prorogation de la Convention télégraphique entre la Belgique et l'Allemagne.

(28 avril 1904) (1)

Le Gouvernement Royal de Belgique et le Gouvernement Impérial d'Allemagne, désirant faciliter les relations télégraphiques entre la Belgique et l'Allemagne et usant de la faculté qui leur est accordée par l'article 17 de la Convention télégraphique internationale signée, le 22 juillet 1875, à Saint-Petersbourg,

Sont convenus de ce qui suit :

Article unique. Les dispositions de la Convention télégraphique conclue, le 15 septembre 1890, entre les deux pays, resteront en vigueur pendant une nouvelle période correspondant à la durée du Règlement de service (revision de Londres 1903) annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu du sceau de leurs armes.

Die Königlich Belgische und die Kaiserlich Deutsche Regierung haben in der Absicht, den Telegraphenverkehr zwischen Belgien und Deutschland zu erleichtern, in Ausübung der ihnen nach Artikel 17 der am 22. Juli 1875 in St-Petersburg unterzeichneten internationalen Telegraphen-Konvention zustehenden Befugnis,

Folgendes vereinbart :

Einziger Artikel. Die Bestimmungen der am 15. September 1890 zwischen den beiden Ländern abgeschlossenen Telegraphen-Konvention sollen während eines neuen Zeitabschnitts in Kraft bleiben, der der Dauer des der internationalen Telegraphen-Konvention von St-Petersburg beigefügten Dienstreglements (Londoner Revision 1903) entspricht.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten, die hierzu gehörig ermächtigt sind, den gegenwärtigen Akt vollzogen und ihn mit ihrem Insiegel versehen.

(1) *Moniteur belge*, 18 juin 1904.

Fait en double expédition à Berlin, le 28 avril 1904.

(L. S.) Comte L. D'URSEL.

Certifié par le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères,
Baron LAMBERMONT

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Berlin, den 28. April 1904.

(L. S.) FRHR. VON RICHTHOFEN.

ITALIE — MONTENEGRO

Accord portant prorogation de la Convention commerciale provisoire du 22 décembre 1903.

(10/11 juin 1904) (1)

LE MINISTRE D'ITALIE A CETTIGNE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU MONTENEGRO.

Cettigne, le 10 juin/28 mai 1904.

Monsieur le Ministre,

En me référant à nos récents pourparlers, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que je suis chargé officiellement par mon Gouvernement de proposer au Gouvernement princier une prolongation de six mois, c'est-à-dire jusqu'au 9/22 décembre de l'année courante (1904), de l'accord provisoire de commerce actuellement en vigueur entre les deux pays, à savoir :

Pendant un délai de six mois et pour avoir le temps matériel nécessaire à la conclusion d'un nouveau traité de commerce entre l'Italie et le Mon-

(1) Décret portant exécution dudit accord en date du 30 juin 1904. (*Raccolta ufficiale*, n° 283 ; *Gacetta ufficiale*, n° 152).

Le texte italien dudit décret est conçu ainsi que suit :

Vittorio Emanuele III per grazia di Dio e per volontà della Nazione Re d'Italia ;
Sentito il Consiglio dei Ministri ;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri ;
Abbiamo decretato e decretiamo :

ART. 1

Piena ed intera esecuzione è data alla dichiarazione scambiata a Cettigne il 10 e 11 giugno 1904 per prorogare l'accordo commerciale provvisorio fra l'Italia e il Montenegro del 22 dicembre 1903.

ART. 2

Il presente Nostro decreto sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserito nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 30 giugno 1904.

VITTORIO EMMANUELE

GIOLLITTI,
TITTONI.

ténégro, l'Italie appliquera le régime conventionnel italien actuel en faveur du Monténégro et le Monténégro appliquera aux produits d'origine italienne son nouveau tarif minimum monténégrin, avec clause du traitement de la nation la plus favorisée en faveur de l'Italie.

Cette prolongation est faite avec la clause du renouvellement tacite de six en six mois, sauf dénonciation de la part d'une des Hautes Parties contractantes, un mois avant l'échéance.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me donner acte de cette communication et me faire savoir si le Gouvernement princier adhère à cette proposition.

Veillez agréer, etc,

CUSANI.

Le Ministre des Affaires étrangères du Monténégro, au Ministre d'Italie à Cettigne.

Cettigne, le 29 mai/11 juin 1904.

Monsieur le Ministre,

En me référant à l'entretien que nous avons eu dernièrement et en réponse à la note que Vous avez bien voulu m'adresser en date du 10 juin a. c., j'ai l'honneur de Vous informer que le Gouvernement princier, tout désireux de garder et cultiver les meilleures et les plus amicales relations qui l'unissent au Gouvernement royal, adhère volontiers à la prolongation pour six mois (c'est-à-dire jusqu'au 9/22 décembre de l'année courante (1904), de l'accord provisoire de commerce actuellement en vigueur entre les deux pays. Il adhère à cette prolongation avec la clause du renouvellement tacite de six en six mois, tant que l'une ou l'autre des Parties adhérentes ne l'aura dénoncée. La dénonciation devra avoir lieu un mois avant l'échéance.

Veillez agréer, etc.

V. G. VOUCOVITCH.

ITALIE — MONACO

Déclaration concernant la communication réciproque des actes intéressant l'état civil des ressortissants des deux pays.

(31 mars 1901) (1)

DÉCLARATION.

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie et le Gouvernement de

(1) *Gazzetta Ufficiale Del Regno d'Italia*, 1901, n° 112 ; *Raccolta Ufficiale*, n° 152. Le texte du décret promulguant ledit accord est ainsi conçu :

Vittorio Emanuele III, per grazia di Dio e per volontà della Nazione Re d'Italia
Visto l'articolo V dello Statuto fondamentale del Regno ;
Sentito il consiglio dei Ministri ;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, désirant assurer la communication réciproque des actes intéressant l'état civil de leurs ressortissants respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1. — Les deux Gouvernements contractants s'engagent à se remettre réciproquement, aux époques déterminées et sans frais, des expéditions, en extraits, dûment légalisées, des actes de naissance, des actes de reconnaissance d'enfants naturels, lorsque ces actes auront été reçus par un officier de l'état civil, des actes de mariage et des actes de décès dressés sur leur territoire et concernant des ressortissants de l'autre État.

Art. 2. — La transmission des actes de décès s'étendra, en outre, aux personnes mortes dans la Principauté de Monaco et qui étaient nées, ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux Autorités locales, leur domicile en Italie.

Il en sera de même pour les actes de décès des personnes mortes en Italie qui seraient nées ou qui avaient, d'après les renseignements fournis aux Autorités locales, leur domicile dans la Principauté de Monaco.

Art. 3. — Les officiers de l'état civil dans la Principauté de Monaco et en Italie se donneront mutuellement avis, par la voie diplomatique, des reconnaissances et légitimations d'enfants naturels inscrites dans les actes de mariage.

Art. 4. — Tous les trois mois, les expéditions des dits actes, dressés pendant le trimestre précédent, seront remises par le Gouvernement monégasque au Représentant de Sa Majesté le Roi d'Italie à Monaco; et par le Gouvernement Royal, à la Légation de Monaco à Rome.

Art. 5. — Il est expressément entendu que la délivrance ou l'acceptation des expéditions des dits actes ne préjugera pas les questions de nationalité.

Les actes de l'état civil demandés de part et d'autre à la requête de particuliers non pourvus de certificat d'indigence, resteront soumis au paiement des droits exigibles dans chacun des deux pays.

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri et del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Grazia et Giustizia;

Abbiamo decretato e decretiamo;

Articolo unico

Piena ed intera esecuzione è data alla Dichiarazione firmata a Roma il 31 marzo 1901 dal Governo d'Italia e dal Governo del Principato di Monaco, per lo scambio degli atti di stato civile.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 aprile 1901.

VITTORIO EMMANUELE

PRINETTI.

F. COCCO-ORTU.

Visto. Il Guardasigilli : COCCO-ORTU.

Art. 6. — La présente Déclaration sortira ses effets à dater du 1^{er} juillet 1901.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente déclaration qu'ils ont revêtue du sceau de leurs armes.

Fait à Rome, en double original, le 31 mars 1901.

Le Ministre des Affaires Etrangères de S. M. le Roi d'Italie

(L. S.) PRINETTI.

L'Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco

(L. S.) DUGUÉ DE MAC CHARTY.

**CAP DE BONNE-ESPÉRANCE — NATAL — COLONIE
DU FLEUVE ORANGE — TRANSVAAL — RHODESIA
DU SUD.**

Convention d'Union Douanière.

(Entrée en vigueur le 15 août 1903)

Traduction ⁽¹⁾

Son Excellence le Gouverneur de la colonie du Cap de Bonne-Espérance, Son Excellence le Gouverneur de la colonie du Natal, Son Excellence le Gouverneur de la colonie du Fleuve Orange et du Transvaal, et Son Honneur l'Administrateur de la Rhodesia du Sud, sont convenus, aux noms de leurs Gouvernements respectifs, des articles suivants :

ART. 1^{er}. — La Convention d'Union douanière instituée en 1898 entre la colonie du Cap, la République de l'Etat libre d'Orange et la colonie du Natal, sera remplacée par la présente Convention ; de plus,

a). Le remplacement de ladite Convention n'affectera pas la validité des protocoles additionnels à cette Convention par lesquels le Basutoland et le Protectorat du Bechuanaland étaient admis dans l'Union douanière ; ces protocoles, pour référence et pour certitude, sont joints comme annexe A et B à la présente Convention, et, à l'exception de l'article 4 de chacun d'eux, qui est tombé en désuétude, ils doivent être considérés comme incorporés à la présente Convention, et comme se référant à elle et non à l'ancienne.

b). Toutes les fois que dans une de ces annexes est requis le consentement réciproque ou l'assentiment collectif, le consentement ou l'assentiment des Gouvernements de la colonie du Cap, du Natal, de la colonie du Fleuve Orange, du Transvaal et de la Rhodesia du Sud seront considérés comme nécessaires.

(1) *Annales du Commerce extérieur*, 1904, 1, 2 et 3 fasc. Pays étrangers en général. *Leg. com.*, n° 194. — Texte original anglais dans *The Transvaal Government Gazette*, 11 juillet 1903 (N° 206) ; il sera donné dans la suite dans les *Archives Diplomatiques*.

- c). La Convention de 1898, instituée comme il a été dit ci-dessus, ainsi que ses dites annexes, continuera à avoir force de loi entre les Parties contractantes et à produire ses effets jusqu'à une date qui sera fixée par entente entre les parties adhérant à la présente Convention, après signature de cette dernière ; la date en question sera approuvée par Son Excellence le haut Commissaire, au nom du Basutoland et du protectorat du Bechuanaland ci-dessus mentionnés, après qu'elle aura été ratifiée et approuvée par les assemblées législatives de chacune desdites colonies et du territoire de la Rhodesia du Sud.
- d). Tous les comptes et autres questions qui naîtront entre les Parties ayant adhéré à l'ancienne Convention seront, malgré son remplacement par la présente, réglés et tranchés d'après l'ancienne Convention et les annexes à cette Convention.

ART. 2. — Les droits de douane sur les marchandises importées en un lieu quelconque de l'Union seront les suivants, à l'exclusion de tous autres et sous réserve des dispositions des articles subséquents de la présente Convention. Le Gouvernement de chaque colonie ou territoire prélèvera ces droits, dans son domaine de juridiction, sur toutes les marchandises importées de régions extérieures aux limites de l'Union.

Tarif de l'union douanière (1)

CLASSE I

DROITS SPÉCIAUX

(Voir l'article 3 a et 20 de la Convention)

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS			
		ÉTRANGÈRES		FRANÇAISES	
		Bases	Droits	Bases	Droits
			l. s. d.		fr. c.
1	Ale, bière et cidre, de force quelconque, au-dessus de 3 p. 100 d'esprit de preuve.....	Gallon impérial	0 1 6	Hectolitr.	41 26
	NOTE. Ces produits sont soumis, en outre, à droit de 10 p. 100 <i>ad valorem</i> .				
2	Acide acétique.....	Idem.	0 3 0	Idem.	82 53

(1) Monnaies, poids et mesures employés dans le présent tarif :

Monnaies...	Livre sterling (20 shillings).....	fr.	25
	Shilling (12 deniers ou pence).....		1,25
	Denier ou penny.....		0,1052
Poids.....	Livre (avoir-du-poids)....	(kilogr.).	0,45360
	Quintal (112 livres).....		50,80238
	Once (Troy) [480 grains].....		0,031103496
Capacité....	Gallon impérial (4 quarts)...	(litres).	4,34346
Longueur...	Pied (12 pouces).....	(mètre).	0,304794

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS			
		ÉTRANGÈRES		FRANÇAISES	
		Bases	Droits	Bases	Droits
			l. s. d.		fr. c.
3	Animaux :				
	a. Bétail à cornes, pour boucherie..	Tête.	1 10 0	Tête.	37 50
	b. Bêtes ovines, pour boucherie.....	Idem.	0 5 0	Idem.	6 25
	(Voir l'article 13 de la Convention.)				
4	Perles connues sous le nom de <i>Kaffir beads</i>	Livre.	0 0 6	Kilogr.	1 38
5	Explosifs de toute sorte pour mines, autres que les explosifs pour armes à feu ; coton-poudre non destiné à des usages industriels.....	Idem.	0 0 1 1/2	Idem.	0 34
	(Voir l'article 17 de la Convention.)				
6	Beurre, <i>butterine</i> , margarine, <i>ghee</i> et autres succédanés du beurre	Idem.	0 0 2	Idem.	0 46
7	Chicorée et succédanés du café et de la chicorée	Idem.	0 0 2	Idem.	0 46
8	Café :				
	a. vert.....	Idem.	0 0 3/4	Idem.	0 17
	b. grillé, moulu ou mélangé.....	Idem.	0 0 2	Idem.	0 46
9	Cacao et chocolat non sucrés.....	Idem.	0 0 1	Idem.	0 23
10	Cacao au lait, chocolat au lait, café au lait.....	Idem.	0 0 1	Idem.	0 23
11	Lait ou crème, condensé, desséché ou conservé.....	Idem.	0 0 1/2	Idem.	0 11
12	Houille.....	Tonne de 2.000 liv.	0 3 0	Tonne.	44 13
13	Coke et briquettes	Idem.	0 2 0	Idem.	29 42
14	Confiserie, y compris le cacao et le chocolat sucré, le miel, les gelées et confitures (<i>jams, gelies, preserves</i>), le gingembre ou le <i>chow-chow</i> sucré ou conservé, et tous les autres articles composés, faits ou conservés avec du sucre, mais à l'exception des préparations purement médicinales qui rentrent dans les articles de pharmacie	Idem.	0 0 2	Idem.	0 46
15	Céréales et graines telles que orge, maïs, millet, avoine, seigle, blé, fèves et pois :				
	a. en grains.....				
	b. écrasés, décortiqués, broyés, écosés, maltés, perlés, fendus ou autrement préparés, sauf les avoines qui ne sont pas en grains et le son.	100 livres	0 1 0	100 kilog.	2 76
	c. Farine de froment (<i>wheaten flour, wehaten meal</i>), y compris la recoupe.....	Idem.	0 2 0	Idem.	5 52
	(Voir la liste des articles exempts et l'article 15 de la Convention.)				

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS			
		ÉTRANGÈRES		FRANÇAISES	
		Bases	Droits	Bases	Droits
			l. s. d.		fr. c.
16	Dattes.....	Livre.	0 0 1/2	Kilogr.	0 11
17	Poisson salé, séché, saumuré, conservé, pressé ou fumé, ne provenant pas de pêcheries sud-africaines.....	Idem.	0 0 1	Idem.	0 23
18	Fourrage : paille, foin, luzerne, paille d'avoine et autres fourrages non autrement désignés, à l'exception du son.....	100 livres	0 1 0	109 kilogr.	2 76
19	Fruits conservés de toute espèce, en bouteilles, en boîtes ou autrement conservés y compris la pâte et l'écorce confite.....	Livre.	0 0 2	Kilogr.	0 46
20	Fruits secs de toute sorte, y compris les amandes et les noix.....	Idem.	0 0 2	Idem.	0 46
21	Poudre à fusil et autres explosifs pour armes à feu.....	Idem.	0 0 6 +10p.100 ad valorem	Idem.	1 38 +10p.100 ad valorem
22	Fusils et canons de fusil, armes à feu :				
	a. simples	Canon.	1 0 0 +10p.100 ad valorem	Canon.	25 00 +10p.100 ad valorem
	b. doubles ou autres.....	Idem.	0 15 0 +10p.100 ad valorem	Idem.	18 75 +10p.100 ad valorem
23	Viandes, y compris le saindoux, les graisses, les soupes ou autres substances analogues servant d'aliment, mais non compris les extraits et essences ni le suif..... (Voir l'article 18 de la Convention.)	Livre.	0 0 1	Kilogr.	0 23
24	Allumettes :				
	a. de bois :				
	1. en boîtes ou paquets ne contenant pas plus de 100 allumettes.....	Grosse de boîtes ou de paquets.	0 2 0	Grosse de boîtes ou de paquets.	2 50
	2. en boîtes ou paquets contenant plus de 100 allumettes, mais pas plus de 200.....	Idem.	0 4 0	Idem.	5 00
	3. pour chaque centaine d'allumettes en sus par boîte ou paquet.....	Idem.	0 2 0	Idem.	2 50

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS			
		ÉTRANGÈRES		FRANÇAISES	
		Bases	Droits	Bases	Droits
			l. s. d.		fr. c.
	Allumettes (<i>suite</i>) :				
	b. de cire (<i>fusees, vestas, wax matches</i>) et autres objets d'éclairage bre- vetés servant d'allumettes :				
	1. en boîtes ou paquets conte- nant 50 allumettes au maxi- mum.....	Grosse de boîtes ou de paquets.	0 2 0	Grosse de boîtes ou de paquets.	2 50
	2. en boîtes ou paquets conte- nant plus de 50, mais pas plus de 100 allumettes.....	<i>Idem.</i>	0 4 0	<i>Idem.</i>	5 00
	et pour chaque cinquantaine d'allumettes en sus par boîte ou paquet.....	Grosse de cinquan- taines.	0 2 0	<i>Idem.</i>	2 50
25	Oignons non conservés.....	Livre.	0 0 1/2	Kilog.	0 11
26	Saumure, sauces, <i>chutneys</i> , poivre de Guinée et autres condiments.....	<i>Idem.</i>	0 0 2 0 5 0	<i>Idem.</i>	0 46 6 25
27	Pistolets et revolvers.....	Pièce.	+10 p. 100 <i>ad valorem</i>	Pièce.	+10 p. 100 <i>ad valorem</i>
28	Savon, à l'exception des savons de toi- lette et des poudres et extraits de savon..... (Voir l'article 18 de la Convention.)	Livre.	0 0 1/2	Kilogr.	0 11
29	Épices et safran.....	<i>Idem.</i>	0 0 2	<i>Idem.</i>	0 46
30	Spiritueux :				
	a. parfumés.....	Gallon impérial.	1 0 0	Hectolitr.	550 24
	b. liqueurs et cordiaux de force su- périeure à 3 p. 100 d'esprit de preuve.....	<i>Idem.</i>	0 15 0	<i>Idem.</i>	412 68
	c. d'autre espèce, de force supérieure à 3 p. 100, mais ne dépassant pas la force de preuve à l'hydromètre de Sykes, et en proportion pour toute force supérieure.....	<i>Idem.</i>	0 15 0	<i>Idem.</i>	412 68
	NOTE. Toutes ces catégories de spi- ritueux sont soumises, en outre, à un droit de 10 p. 100 <i>ad valorem</i> . (Voir l'article 17 de la Convention.)				
31	Sucre :				
	a. non raffiné, <i>golden syrup</i> , mé- lasses, saccharine (<i>saccharum</i>) et sirop couvert (<i>treacle</i>).....	100 livres	0 3 6	100 kilog.	9 66
	b. raffiné..... (Voir l'article 5 de la Convention.)	<i>Idem.</i>	0 5 0	<i>Idem.</i>	13 80
32	Thé.....	Livre.	0 0 4	Kilogr.	0 92

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITES			
		ÉTRANGÈRES		FRANÇAISES	
		Bases	Droits	Bases	Droits
			l s. d.		fr. c.
33	Tabac :				
	a. Cigares et <i>cigarillos</i>	Livre.	{ 0 6 0 +10p.100 <i>ad valorem</i> }	Kilogr.	{ 16 56 +10p.100 <i>ad valorem</i> }
	b. <i>Goorak</i> ou <i>goorakco</i> , mélange Hoo- kah et toutes imitations ou succé- danés.....	<i>Idem.</i>	0 6 0	<i>Idem.</i>	16 56
	c. Tabac à priser	<i>Idem.</i>	0 4 0	<i>Idem.</i>	11 04
	d. Cigarettes.....	<i>Idem.</i>	{ 0 4 0 +10p.100 <i>ad valorem</i> }	<i>Idem.</i>	{ 11 04 +10p.100 <i>ad valorem</i> }
	e. Tabac manufacturé et coupé	<i>Idem.</i>	0 3 6	<i>Idem.</i>	9 66
	f. Tabac manufacturé mais non coupé	<i>Idem.</i>	0 3 0	<i>Idem.</i>	8 28
	g. Tabac non manufacturé mais écôté	<i>Idem.</i>	0 2 6	<i>Idem.</i>	6 90
	h. Tabac non manufacturé, non écôté	<i>Idem.</i>	0 2 0	<i>Idem.</i>	5 52
34	Vinaigre :				
	a. de force ordinaire, propre à être employé tel quel (sa neutralisation ne demandant pas plus de 40 grains de bicarbonate de potasse par once troy) :				
	1. en bouteilles ou autres réci- pients contenant un quart au maximum.....	Gallon.	0 1 0	Hectolitr.	27 51
	2. en récipients plus grand ou en masse (<i>in bulk</i>).....	<i>Idem.</i>	0 0 6	<i>Idem.</i>	13 75
	b. Exirâit concentré ou essence de force plus grande que celle indi- quée ci-dessus	<i>Idem.</i>	0 3 0	<i>Idem.</i>	82 53
35	Vin :				
	a. non mousseux, d'une force de 20 p. 100 d'esprit de preuve au maximum.....	<i>Idem.</i>	0 4 0	<i>Idem.</i>	110 04
	b. non mousseux, de force supérieure à 20 p. 100, mais non supérieure à 50 p. 100 d'esprit de preuve.....	<i>Idem.</i>	0 8 0	<i>Idem.</i>	220 08
	c. mousseux	<i>Idem.</i>	0 12 6	<i>Idem.</i>	343 87
	NOTE. Toutes catégories de vins sup- portent, en outre, un droit additionnel de 10 p. 100 <i>ad valorem</i> .				
	REMARQUE. Les vins contenant moins de 3 p. 100 d'esprit de preuve ne sont pas compris dans le numéro ci-dessus ; les vins contenant plus de 50 p. 100 d'esprit de preuve sont classés comme spiritueux.				

CLASSE II

DROITS DIVERS AD VALOREM

(Voir l'article 3 a et 20 de la Convention.)

NUMÉROS DU TARIF	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	BASES	DROITS		
			l.	s.	d.
36	Bicycles, tricycles et vélocipèdes, et leurs parties détachées.....	100 liv.st.	12	10	0
38	Couvertures, draps ou tapis de coton ou de laine, ou produits manufacturés en coton ou en laine servant habituellement de couvertures ou de tapis de coton ou de laine, isolés, en paires, ou en pièces ; habits (<i>coats, jackets</i>) et autres vêtements en <i>blanketing</i> ou en soie	<i>Idem.</i>	25	0	0
38	Bonbons, paquets à surprises, pétards et autres confiseries de fantaisie	<i>Idem.</i>	25	0	0
39	Cartes à jouer.....	<i>Idem.</i>	25	0	0
40	Voitures, charrettes, coches, wagons et autres véhicules à roues non autrement décrits, destinés au transport des personnes ou des marchandises, y compris les parties achevées de ces véhicules qui ne sont pas des parties métalliques de fabrication non usuelle à l'intérieur de l'Union, et qui sont cependant nécessaires pour la fabrication des véhicules à roue. (Le présent article ne s'applique pas aux chaises pour bains, voitures pour malades, <i>perambulators</i> , aux voitures (jouets), aux voitures de magasin (<i>store-trucks</i>), aux brouettes.).....	<i>Idem.</i>	12	10	0
41	Extraits et essences de toute sorte, employés comme assaisonnements ou comme parfums, y compris la saccharine.....	<i>Idem.</i>	25	0	0
42	Feux d'artifice de toute sorte.....	<i>Idem.</i>	25	0	0
43	Médicaments brevetés et spécialités médicales.....	<i>Idem.</i>	25	0	0
44	Automobiles, y compris leurs parties, ainsi que les motocycles, mais non compris les machines de traction ni les machines pour terrassements (<i>power lorries</i>).....	<i>Idem.</i>	5	0	0
45	Huiles essentielles ou parfumées.....	<i>Idem.</i>	25	0	0
46	Parfumerie, <i>cosmetics</i> , teintures, poudres et savons, autres préparations de toilette, poudres et extraits de savon.....	<i>Idem.</i>	25	0	0
47	Châles.....	<i>Idem.</i>	25	0	0

CLASSE III

DROIT DE 2 1/2 P. 100 AD VALOREM

(Voir les articles 3 b et 20 de la Convention)

48. Acides nitrique et sulfurique.
49. Amiante pour envelopper et composition pour chaudières.
50. Appareils de vérification.
51. Courroies (*bands and belting*) de toute sorte pour machines, tubes de chaudières, étamine, soie de fabriques (*mill-silk*).
52. Toile et layette de batterie, gaze pour matoirs, tamis et cribles, destinés à servir avec des machines ou appareils quelconques.
53. Boulons, écrous et rivets.
54. Bouteilles et pots de verre commun ou d'argile, bouteilles servant ordinairement de récipients pour eaux gazeuses, vides.
55. Chaînes de halage.
56. Cheminées en métal (*mokeslacks*).
57. Bouchons et bondes, et liège non manufacturé.
58. Grues, élévateurs et chèvres.
59. Creusets, coupelles, fourneaux de coupellation, moules à lingots, cornues et fourneaux pour le grillage des minerais.
60. Cyanure de potassium.
61. Appareils de sauvetage en cas d'incendie, tuyaux de pompe et boîtes de tuyaux.
62. Tuyaux pour la vapeur, tuyaux d'aspiration, tuyaux montés (*armoured*) [non compris ceux de jardin], destinés à servir avec des machines ou appareils.
63. Machines non dénommées ailleurs, mues par les animaux, l'électricité, le gaz, la chaleur; machines hydrauliques, pneumatiques, machines à vapeur, à eau ou à vent, y compris les parties de rechange; appareils et aménagements en rapport avec les machines engendrant et accumulant l'électricité ou le gaz; câbles et fils électriques et poteaux les supportant, réverbères et leurs accessoires.
64. Seaux, tines, wagonnets et cuves pour mines, à roues ou non, pour transport sur rails ou sur fils métalliques.
65. Emballage (*packing and lagging*), pour appareils et machines et tuyautages.
66. Tubes, tuyaux et tuyautages de toute espèce, pour gaz, vapeur, drainages, égouts, irrigation, réservoirs, pompes, non compris les réservoirs souterrains ni les gouttières, robinets et cannelles.
67. Matériel de construction ou d'aménagement des voies ferrées, savoir: rails, traverses, attaches pour rails ou traverses, poutres, matériel en fer pour ponts, ponceaux (*culvert tops*), locomotives, tenders, wagonnets de ballast, wagons de marchandises, voitures, wagonnets (*trolleys*), réservoirs d'eau pour les machines, plaques tournantes, signaux permanents ou fixes, bascules.
68. Caoutchouc destiné à servir avec des machines ou appareils.
69. Réservoirs et cuves destinés à servir dans les mines.
70. Télégraphes et téléphones: matériaux et instruments destinés à servir dans la construction et l'exploitation de lignes télégraphiques ou téléphoniques.

- 71. Appareils de traction et wagons pour terrassements (*lorries*).
- 72. Matériel pour construction et aménagement de tramways, savoir : rails, traverses, attaches pour rails et traverses, poutres en fer, solives, ouvrages en fer pour la construction des ponts, ponceaux, voitures, wagons, réservoirs d'eau, plaques tournantes.
- 73. Fil de fer et réseaux de fer pour clôtures ; *dropper*, grilles, claies, poteaux (*posts, standards*), extenseurs, crampons, montants, fers à crochets et autres matériaux et attaches en métal habituellement employés pour clôtures agricoles ou de chemin de fer ; *baling wire*.
- 74. Câbles métalliques.

CLASSE IV.

ARTICLES EXEMPTS.

- 75. Instruments et machines agricoles, appareils et outillages habituellement et principalement employés dans l'exploitation des fermes ; fils d'attache, fils pour les moissons.
- 76. Tous produits bruts de l'Afrique du Sud et animaux nés dans l'Afrique du Sud, importés par terre dans l'Union.
- 77. Tous animaux élevés et articles produits ou manufacturés dans l'Union, excepté :
 - a. Farine de blé fine ou grossière, y compris les recoupes, provenant d'un blé autre que celui de l'Afrique du Sud.
 - b. Spiritueux, bière ou explosifs, distillés ou fabriqués dans l'Union, au cas où un droit leur serait applicable d'après l'article 17 de la Convention.
- 78. Matériel d'ambulance importé par des associations et hôpitaux reconnus et établis, pour l'enseignement et la pratique des premiers soins à donner aux blessés.
- 79. Ancres et chaînes, câbles pour navires, remorqueurs et allèges.
- 80. Animaux vivants, à l'exception des bêtes bovines et ovines destinées à la boucherie (Voir l'article 13 de la Convention).
- 81. Armes, munitions, équipements et uniformes à l'usage des troupes régulières de terre et de mer et des volontaires des forces impériales ou coloniales de Sa Majesté.
- 82. Atlas, cartes marines, sphères et autres cartes.
- 83. Sacs pour farine, grains, engrais, produits, sucre, laine, charbon, minéraux, non compris les sacs en papier ; toiles de sacs en pièces.
- 84. Instruments de musique et pupitres qui sont réellement la propriété d'un Gouvernement faisant partie de l'Union ou d'un corps régulier de militaires ou volontaire, et non la propriété d'un particulier.
- 85. Os, plumes, ivoires, crins, sabots, cornes, écailles, peaux, dents, laine ou autres parties d'animaux, d'oiseaux, de poissons ou reptiles n'ayant pas subi d'autre travail, apprêt ou préparation que le séchage ou le nettoyage, à l'état brut et non manufacturé.
- 86. Articles pour relieurs, tels que carton, toile, cuir, papier marbré, peau, fil, ruban, vélin, *webbing*, fils de métal.

87. Livres et musique, imprimés, y compris journaux et périodiques, autres que les reproductions étrangères non autorisées des auteurs anglais ou sud-africains.
88. Borax, brome, litharge, bioxyde de manganèse, mercure.
89. Bouteilles et vases en verre commun ou en terre, remplis d'un produit soumis à un droit déterminé.
90. Boîtes vides en carton ou en bois, montées ou non pour emballage ; douves.
91. Cuivre et laiton et composition de métal en barres, lingots, plaques ou feuilles simples ou perforées, mais non autrement ouvrées.
92. Or et argent en lingot ou monnaies, bank-notes et papiers-monnaies.
93. Voitures, charrettes, chariots et autres véhicules sur roues fabriqués dans l'Afrique du Sud, importés par terre dans l'Union.
94. Décorations d'églises, autels, cloches, fonts baptismaux, lutrins, chaires, orgues, vases sacrés et ornements, vitraux, importés par une société religieuse ou pour lui être offerts.
95. Fibres de coco, veilleuses, coton, lin, fibres, bourre, chanvre et jute bruts et non manufacturés.
96. Coton-poudre, glycérine et nitrates pour usages industriels.
97. Coupes, médailles et autres récompenses importées comme présents ou comme prix pour examens, expositions (*exhibition, shows*) ou autres concours publics, en vue de récompenser le mérite artistique, la bravoure, la bonne conduite, l'humanité, l'industrie, les inventions, les travaux de fabrication, le savoir, la science, les services publics honorables ou méritoires. Ces articles, à leur importation ou au moment de leur expédition en douane, devront porter gravé ou marqué d'une façon indélébile le nom du donateur ou du récipiendaire, et l'occasion du présent ou le but pour lequel ils ont été offerts.
98. Uniformes et équipements consulaires, imprimés officiels pour consuls.
99. Poussière de liège, rognures de papier, sciure de bois, écorce et autres matières de déchet destinées à servir d'emballage et uniquement utilisables comme telles.
100. Diagrammes, dessins (dessins d'ouvrages), modèles et plans.
101. Diamants et autres brillants ou pierres précieuses, bruts.
102. Baies de teinture, gambier, mirobolan, sumac, vallonée et autres matières tinctoriales pour le cuir.
103. Gravures, lithographies, photographies et leurs agrandissements et reproductions.
104. Argile, *terra alba* et briques réfractaires.
105. Poisson frais et œufs de poissons, poisson séché, salé ou préparé, et huile de poisson non épurée provenant des pêcheries sud-africaines.
106. Fruits frais ou verts, y compris les noix de coco.
107. Séchoirs et évaporateurs pour fruits et autres produits.
108. Colle.
109. Guano et autres engrais animaux, minéraux ou végétaux, artificiels ou naturels.
110. Tissu de crin et ressorts pour meubles.
111. Glace.

112. Fer et acier, en cornières, en barres, à rainures, cercles, bâtons, plaques, feuilles ou pièces en T, unis, perforés ou galvanisés, bruts et non manufacturés, non compris les feuilles ondulées.
113. Chaloupes à vapeur, remorqueurs et allèges. Lorsque ces embarcations seront condamnées ou mises à terre pour être démontées, on percevra des droits sur la coque et les agrès d'après le tarif alors en vigueur.
114. Plomb en barres, tuyaux et feuilles ; acétate de plomb.
115. Cuir verni, émaillé, rouan, maroquin, peau de porc en pièces, cuir pour soupapes.
116. Canots, ceintures et bouées de sauvetage et autres appareils similaires importés par une société reconnue.
117. Métaux de toutes espèces, en barres, blocs, lingots et saumons pour la fonte, non dénommés ailleurs.
118. Peintures, tableaux, livres d'images et gravures.
119. Papier ordinaire pour l'impression des livres, brochures, journaux et affiches, et pour la lithographie.
120. Potasse et soude (carbonates et bicarbonates, potasse et soude caustiques, cristaux et silicate).
121. Encres d'imprimerie et à lithographier.
122. Machines et presses à imprimer, à lithographier, à couper, à plier, numérotter et perforer le papier ; blocs, formes, cadrats, plaques, rouleaux, pierres, caractères et autres articles uniquement employés pour la reliure et l'impression.
123. Approvisionnements publics, importés ou tirés d'entrepôt *bona fide* pour le seul et exclusif usage du Gouvernement de Sa Majesté britannique ou de tout autre Gouvernement faisant partie de l'Union, à la condition qu'il soit présenté aux douanes un certificat signé par un fonctionnaire des douanes et approuvé par le principal fonctionnaire des douanes, établissant que toute taxe perçue sur ces approvisionnements serait supportée directement par le Trésor ; à la condition, en outre, qu'aucune partie de ces approvisionnements, ayant servi ou non, ne sera achetée ni consommée par des personnes n'ayant pas le droit d'introduire en franchise les produits en question, sans que le fonctionnaire principal des douanes ait donné l'autorisation et que le fonctionnaire vendant ainsi les approvisionnements publics ou en disposant ait acquitté le montant des droits.
124. Rotins, canne et bambou bruts.
125. Résine et carbonate d'ammoniaque.
126. Bois pour selles.
127. Meubles et fournitures pour écoles publiques, c'est-à-dire meubles certifiés à l'usage d'une école par le surintendant général de l'instruction publique ou par un fonctionnaire qualifié d'une colonie ou territoire de l'Union.
128. Sculpture, y compris les moules et modèles.
129. Graines, bulbes, plants et tubercules pour plantations ou semis, en se conformant aux règlements que pourra prendre l'administration des douanes en ce qui concerne les espèces comestibles, pour garantir le Trésor contre leur passage dans la consommation usuelle.
130. Liquides et poudres pour le lavage des moutons, matériaux ne pouvant servir qu'à cet usage, cuves pour les baigner.

- 131. Tableaux d'histoire naturelle, pièces de musées publics.
- 132. Vaporisateurs, pulvérisateurs et appareils similaires pour détruire les insectes nuisibles et maladies des troupeaux, plantes et arbres.
- 133. Soufre, substances pour détruire les insectes nuisibles et les maladies des troupeaux, plantes ou arbres ; désinfectants.
- 134. Fil pour cordonniers, selliers et voiliers, fil à coudre.
- 135. Étain et zinc en barres, plaques ou feuilles unies ou perforées, non autrement ouvrées.
- 136. Tabac originaire du territoire sud-africain, importé par terre.
- 137. Vaccin, toxine et sérum.
- 138. Légumes frais ou verts, à l'exception des pommes de terre et des oignons.
- 139. Perforateurs et pompes à eau.
- 140. Cire, c'est-à-dire paraffine, stéarine et graisse stéarique servant habituellement à la fabrication des bougies.
- 141. Presses et pompes à vin.
- 142. Pâte de bois.
- 143. Presses à laine, à paille, à foin, à fourrage.

CLASSE V.

DROIT AD VALOREM DE 10. P. 100.

(Voir les articles 3 *a* et 20 de la Convention.)

- 144. Tous les articles, produits ou marchandises qui ne sont ni taxés ailleurs, ni dénommés dans la liste des articles exempts, et dont l'importation n'est pas interdite dans l'Union, sont soumis à un droit de 10 o/o *ad valorem*.

ART. 3. — Aux marchandises et articles de provenances ou de production anglaise ou manufacturés dans le Royaume-Uni et importés du Royaume-Uni dans l'Union pour y être consommés, il sera fait remise des droits de douane dans la mesure suivante :

a. Pour les marchandises et articles soumis à des droits de douane d'après les classes I, II et V, la remise sera de 25 p. 100 de tout droit *ad valorem* exigible sur ces articles, à l'exclusion de tout aucun autre droit ;

b. Pour les marchandises et articles soumis, d'après la classe III, à un droit *ad valorem* de 2 1/2 p. 100, la remise sera de la totalité de ce droit.

Les marchandises et articles manufacturés auxquels sera accordée la remise ci-dessus indiquées devront être *bona fide* des produits manufacturés du Royaume-Uni, et dans le cas où il s'élèvera une difficulté pour savoir si des marchandises ou articles ont droit à la remise en question, la décision du ministre ou du fonctionnaire d'ordre exécutif ayant la direction de l'administration douanière directement intéressée sera définitive.

ART. 4. — Une remise semblable à la remise prévue dans l'article précédent sera accordée de la même manière et suivant les mêmes dispositions aux marchandises et articles produits ou manufacturés dans toute colonie, tout protectorat ou toute possession britannique qui accordera réciproquement des privilèges équivalents aux colonies et territoires fai-

sant partie de l'Union douanière. Cette remise ne sera accordée, en ce qui concerne une colonie, un protectorat ou une possession particulière quelconque, qu'à partir d'une date à fixer d'un commun accord, date qui sera publiquement notifiée à la Convention par les parties.

ART. 5. — A partir de l'entrée en vigueur de la Convention signée à Bruxelles le 5 mars 1902, entre le Royaume-Uni et les autres puissances relativement à l'abolition des primes sur les sucres, un droit spécial additionnel équivalent à toute prime accordée à des sucres qui proviennent de pays n'ayant pas adhéré à ladite Convention, sera perçu sur ces sucres à leur importation dans l'Union. Au point de vue du présent article, le mot « sucre » comprendra les produits sucrés, tels que confitures, chocolats, biscuits, lait condensé et autres produits analogues, contenant en proportions notables du sucre artificiellement incorporé.

ART. 6. — Chacune des Parties contractantes de la présente Convention percevra, conformément aux dispositions des articles de cette convention, les droits de douane applicables à toutes les marchandises importées du dehors à l'intérieur de ses frontières, et destinées à passer de la colonie ou du territoire percevant les droits dans une autre partie de l'Union. Ces droits seront recouvrés pour le compte du gouvernement de la colonie ou du territoire où ces marchandises sont transportées pour y être consommées, et seront transmis à ce gouvernement sous déduction de 5 p. 100 des sommes perçues.

ART. 7. — L'importation des marchandises dont les droits de douane doivent être versés par un des co-signataires à un autre sera soumise à des règlements qui seront établis par accord réciproque.

ART. 8. — Les co-signataires auront le droit de faire transiter sur le territoire de chacun d'eux, et dans les conditions convenues, les marchandises destinées à la consommation en dehors de l'Union ; ce transit aura lieu soit en franchise, soit moyennant un droit garantissant les intérêts de la colonie ou du territoire chargé de l'expédition.

ART. 9. — Les comptes entre les membres de l'Union seront arrêtés à la fin de chaque mois, et les comptes ainsi arrêtés seront réglés dans le courant du mois suivant, sous réserve des rectifications qui paraîtront ultérieurement nécessaires.

ART. 10. — L'importation d'un article dans une des colonies ou territoire pourra être interdite par voie législative.

Les produits prohibés à l'importation dans une des colonies ou dans un territoire, pourront transiter dans le pays en question à destination d'un autre pays de l'Union dans lequel la prohibition n'existe pas, moyennant le paiement, le cas échéant, des droits grevant ces articles en vertu du présent accord.

ART. 11. — Nonobstant toute disposition contraire contenue dans la présente Convention, mais sous réserve des dispositions de l'article 10, lorsque des marchandises auront été importées d'un territoire extérieur à l'Union, et dûment entreposées dans une colonie ou un territoire appartenant à l'Union, conformément aux lois et règlements de douane en vigueur, il sera permis de retirer, sous caution, sans paiement de droits,

les marchandises en question, et de les déposer à nouveau dans des entrepôts régulièrement institués, en se conformant aux lois de douane en vigueur dans la colonie ou le territoire pour le retrait des marchandises en entrepôt, et aux règlements qui seront établis d'un commun accord sur la matière.

ART. 12. — Sauf en cas de droits payés en excédent ou par erreur, il ne sera pas fait de remboursement ni de remise de droits payés, ni accordé de prime ou d'exemption sur aucun article soumis à ces droits, par aucune des parties contractantes, excepté pour des raisons prévues par la présente Convention, ou suivant accord réciproque.

ART. 13. — La perception des droits de douane établis dans la classe I du tarif ci-dessus sur la viande fraîche réfrigérée ou congelée, et sur les animaux destinés à la boucherie, sera suspendue jusqu'au moment où la majorité des membres adhérant à la présente Convention sera d'accord pour supprimer cette suspension,

ART. 14. — Le territoire de la Rhodesia du Sud sera autorisé à accorder, sur toutes les marchandises et articles produits ou manufacturés dans une partie des possessions de Sa Majesté ou d'un protectorat anglais, une remise des droits de douane dus d'après le tarif ci-dessus, égale à la différence entre ces droits et les plus élevés que ledit territoire est autorisé à percevoir d'après la stipulation 47 de l'ordonnance de 1898 (*Southern Rhodesia Order in Council 1898*).

ART. 15. — Toute colonie ou territoire de l'Union pourra décider de suspendre en totalité ou en partie les droits de douane applicables d'après le tarif ci-dessus, lors de leur importation pour la consommation dans la colonie ou territoire, aux marchandises et articles indiqués dans la première partie de l'annexe C ; le territoire de la Rhodesia du Sud pourra, en outre, suspendre en totalité ou en partie les droits sur des marchandises ou articles compris dans la seconde partie de cette annexe C, sous réserve des dispositions suivantes :

a. Il devra être institué par disposition législative une prime payable, pendant la durée de la suspension des droits, par le gouvernement du territoire ou de la colonie dont il s'agit, sur les marchandises et articles similaires importés et dûment déclarés pour la consommation dans cette colonie ou ce territoire, en provenance d'un autre pays de l'Union, et obtenus ou manufacturés uniquement avec des produits de l'Union. Cette prime sera équivalente aux droits suspendus : elle sera reçue et payée conformément aux règlements qui seront arrêtés d'un commun accord par les parties directement intéressées.

b. En ce qui concerne le territoire de la Rhodesia du Sud, il ne sera pas payé de primes avant qu'il ne soit écoulé deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

ART. 16. — Toute colonie ou territoire qui accordera une réduction ou suspension des droits sur des articles quelconques en vertu de la présente Convention, aura à prélever et à recouvrer les droits réduits ou suspendus lors de l'exportation des articles en question pour consommation dans une autre partie de l'Union, et sera responsable de la perception du montant de ces droits.

ART. 17. — Toute colonie ou territoire appartenant à l'Union pourra, à un moment quelconque, percevoir un droit de douane sur l'ale, la bière, les spiritueux ou les explosifs produits ou manufacturés dans toute autre colonie ou territoire de l'Union. Ce droit ne devra pas être supérieur au droit d'excise éventuellement perçu par la colonie ou le territoire importateur sur la production ou la fabrication d'articles de même sorte à l'intérieur de ses propres frontières ; ces articles devront être soumis à des droits uniformes, de quelque partie de l'Union qu'ils soient importés.

Dans le cas où un droit d'excise est perçu sur un article dans une colonie ou territoire de l'Union, cet article pourra être transporté en entrepôt dans une autre colonie ou territoire de l'Union, conformément aux dispositions de l'article 11.

S'il existe dans une colonie ou un territoire de l'Union une interdiction de fabriquer des spiritueux pour la vente, cette colonie ou ce territoire aura le droit de percevoir, sur les spiritueux produits à l'intérieur de l'Union, un droit de douane qui ne pourra être supérieur au droit perçu sur les spiritueux analogues, produits à l'extérieur de l'Union.

ART. 18. — Toute colonie ou territoire appartenant à l'Union pourra, suivant des règlements appropriés, faire remise en totalité ou en partie, des droits sur les spiritueux dénaturés ou l'alcool importé dans des buts uniquement industriels ou scientifiques, sur le savon et les autres substances importées en vue du lavage des laines et servant exclusivement à cette industrie.

ART. 19. — Toute colonie ou territoire appartenant à l'Union pourra accorder soit la franchise totale, soit une réduction des droits sur les articles importés par les membres des forces régulières de Sa Majesté et pour leur usage, ainsi que sur les vins et spiritueux destinés à l'usage du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, de l'administrateur ou du commissaire résident de cette colonie ou de ce territoire.

ART. 20. — Pour l'évaluation du montant des droits de douane, quand il est perçu *ad valorem* sur les marchandises, et, en vue des déclarations et des serments qui pourront être exigés à un moment quelconque par des lois ou des règlements au sujet de ces droits de douane, la valeur courante de ces marchandises sera considérée comme étant égale à la véritable valeur courante des mêmes marchandises sur le marché ouvert du lieu où elles ont été achetées par l'importateur ou son agent, y compris le prix de l'emballage et des matières servant à emballer, mais non compris la commission de l'agent si elle ne dépasse pas 5 p. 100. En aucun cas, la véritable valeur courante, telle qu'elle est définie ci-dessus, ne pourra être inférieure au prix que la marchandise a coûté à l'importateur dans le lieu de l'achat.

ART. 21. — Partout où, dans un des articles de la présente Convention, il est question d'accord ou d'assentiment réciproque, cet accord ou assentiment sera interprété comme étant uniquement celui des gouvernements de la colonie du Cap, du Natal, de la colonie du fleuve Orange, du Transvaal et de la Rhodésie du Sud ; partout où il a été question de décision à la majorité, à propos de cet accord, cette majorité sera interprétée comme étant celle des gouvernements de ces colonies et territoires.

ART. 22. — Rien de ce qui est ici contenu ne sera interprété comme interdisant au Transvaal d'autoriser l'importation en franchise de marchandises et articles (à l'exception des spiritueux), produits ou manufacturés dans la province portugaise de Mozambique, ou dans l'Afrique centrale anglaise.

ART. 23. — Les dispositions de la présente Convention sortiront leur effet pendant une période de deux ans à partir de la date de son entrée en vigueur, et ensuite jusqu'à l'expiration de douze mois au moins à partir de la date où le gouvernement d'une des colonies ou territoires aura donné avis à tous les autres membres de la Convention, de son intention de sortir de l'Union. De plus, à moins de commun accord, la date à laquelle cette séparation produira ses effets sera le 30 juin qui suivra immédiatement la date d'expiration de la période précitée de douze mois, et dans le mois qui suivra la réception de l'avis donné par un gouvernement, tout autre gouvernement pourra semblablement donner avis de son intention de sortir de l'Union ; dans ce cas, son retrait produira ses effets en même temps que celui de la colonie ou du territoire qui aura fait connaître le premier sa résolution.

ART. 24. — Pendant la durée de l'Union, tout autre territoire, colonie ou Etat de l'Afrique centrale ou de l'Afrique du Sud, pourvu d'un gouvernement régulier, pourra demander à être admis dans l'Union, et si tous les membres de la Convention font connaître qu'ils consentent collectivement à l'admission, après accord réciproque sur les conditions et la date de cette admission, le territoire, colonie ou Etat en question sera admis dans l'Union, à la condition d'avoir établi la législation nécessaire à l'exécution des conditions auxquelles il aura été admis.

ART. 25. — Nul amendement et nulle addition à la présente Convention n'auront lieu sans le consentement unanime des Parties contractantes. Mais tout différend sur la véritable interprétation à donner à un des articles du tarif ci-dessus sera réglé par une décision de la majorité des gouvernements des Parties contractantes. Cependant, aucun gouvernement ne sera considéré comme obligé, par la présente disposition, à accepter une interprétation d'un article du tarif en question, si cette interprétation est inconciliable avec une décision judiciaire par laquelle il se trouverait lié.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE A

A LA CONVENTION D'UNION DOUANIÈRE

Cette Annexe est la reproduction du protocole d'admission du Basutoland dans l'Union douanière sud-africaine. Ce protocole a été signalé et sommairement analysé de la façon suivante, à la suite de la traduction de la convention douanière de 1898 : « L'Annexe A est relative à l'acception à l'Union du Basutoland aux conditions prévues pour le Cap, l'Etat libre d'Orange et le Bechuanaland britannique, à condition que les gouvernements du Cap et de l'Etat libre d'Orange donnent leur assentiment à l'exécution des clauses et qu'aucun amendement à l'article 11 de la Con-

vention ne sera apporté sans l'avis préalable du gouvernement du Basutoland ».

(Voir *Annales du Commerce extérieur*, 1899, 3^e fascicule. Pays étrangers en général, législ. comm. n° 158).

ANNEXE B

Cette annexe est la reproduction du protocole d'admission du Bechuanaland dans l'Union douanière, sommairement analysé également, ainsi qu'il suit, à la suite de la Convention douanière de 1898 (*Annales du Commerce extérieur*, 1899, 3^e fascicule. Pays étrangers en général, législ. comm. n° 158).

« L'Annexe B est relative à l'accession à l'Union douanière du protectorat du Bechuanaland, placé directement sous le contrôle administratif du Haut Commissaire. La teneur de cette annexe est semblable à celle du protocole relatif au Basutoland ».

ANNEXE C

A LA CONVENTION D'UNION DOUANIÈRE

(Voir l'article 15 de cette Convention).

I^{re} PARTIE

Céréales et graines indiquées au n° 15 du tarif, en *a*, *b* et *c*.

II^e PARTIE

Composés explosifs.

Beurre, *butterine*, margarine, *ghee* et autres succédanés du beurre.

Bougies.

Fromage.

Chicorée et succédanés du café et de la chicorée.

Café.

Lait ou crème, condensé, desséché ou conservé.

Poisson.

Fruits desséchés.

Fer galvanisé, ondulé.

Viandes.

Huiles non essentielles ni parfumées.

Oignons.

Epices.

Riz.

Sucre.

Thé.

Légumes comprimés ou autrement conservés.

Bois non manufacturé, y compris le bois aplani, langueté ou cannelé (*grooved*), planches unies non façonnées (*unshaped*).

MEXIQUE — NICARAGUA

**Traité d'Amitié et de Commerce conclu le 6 novembre 1900
et ratifié le 11 juillet 1903.**

Traduction ⁽¹⁾

Le Gouvernement du Mexique et le Gouvernement du Nicaragua, désireux de resserrer les relations cordiales actuellement existantes entre les deux Pays, ont décidé de conclure un traité d'amitié et de commerce, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

Don Maurice WOLHEIM, ancien Ministre du Mexique au Japon ;

Et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA :

Don Louis CORCA, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près le Gouvernement du Mexique ;

Lesquels, après avoir dûment vérifié leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont stipulé ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les citoyens respectifs des deux Hautes Parties contractantes seront entièrement assimilés aux Nationaux, en tout ce qui concerne l'exercice du Commerce et de l'Industrie, le payement des impôts et le droit d'acquérir et de disposer de toute espèce de biens mobiliers par achat, vente, donation, échange, testament ou succession *ab intestat*.

Pour tout le reste, ils seront assimilés aux sujets de la nation étrangère la plus favorisée.

ART. 2. — Les produits du sol et de l'industrie du Nicaragua, quelle qu'en soit la provenance, et les marchandises de toute origine provenant dudit Etat, seront admis au Mexique aux mêmes conditions que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée, sans être soumis à des droits autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la dénomination.

De même, les produits du sol et de l'industrie du Mexique, quelle qu'en soit la provenance, et les marchandises de toute origine provenant du Mexique, seront admis au Nicaragua aux mêmes conditions que les produits similaires de la nation étrangère la plus favorisée, sans être soumis à des droits autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la dénomination.

ART. 3. — Les deux Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne le transit, l'exportation, la navigation et toutes opérations relatives au sauvetage des navires.

ART. 4. — Aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation ne sera applicable au commerce réciproque des deux Pays qui ne soit également étendue aux autres nations, sauf pour raisons sanitaires, pour prévenir la propagation d'épizooties ou la destruction de récoltes, ou bien par suite d'événements de guerre.

ART. 5. — Il est convenu entre les deux Hautes Parties contractantes

(1) *Annales du Commerce extérieur* 1904. Pays étrangers en général *Leg. com.* n° 193.

que la limite de juridiction dans les eaux territoriales sur les côtes respectives s'étend à 20 kilomètres à compter de la laisse de basse mer ; cette clause n'est applicable qu'à la surveillance de la Douane, à l'exécution des ordonnances des douanes, des mesures tendant à prévenir la contrebande ; elle ne pourra jamais être invoquée dans toutes les autres questions de droit international maritime.

ART. 6. — Les citoyens respectifs des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre et dans les mêmes conditions, de la protection accordée aux nationaux ou aux citoyens de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne la propriété des marques de commerce et de fabrique.

De même, les citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes ayant des diplômes valables dans leur Pays, pourront exercer leur profession sur le territoire de l'autre dans les limites et conditions prévues par les lois du Pays.

ART. 7. — Les citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en matière de commerce, de navigation, d'industrie et d'impôts, des privilèges, exemptions et faveurs accordés actuellement ou à l'avenir à la nation la plus favorisée.

ART. 8. — Les citoyens de chacun des deux États jouiront respectivement dans l'autre d'une entière liberté de conscience et pourront exercer leur culte de la manière que leur permettront la constitution et les lois du pays.

ART. 9. — Les citoyens respectifs des deux Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la plus entière et constante protection pour leurs personnes, leurs domiciles et leurs biens.

Ils n'auront droit à aucune indemnité pour dommages causés, en temps d'insurrection ou de guerre civile, par les insurgés ou les tribus ou hordes sauvages soustraites à l'obéissance du Gouvernement, sauf dans le cas de négligence ou de manque de surveillance de la part des autorités ou de leurs agents.

ART. 10. — Les Hautes Parties contractantes conviennent d'accorder réciproquement à leurs agents diplomatiques et consulaires les mêmes droits, privilèges et immunités dont jouiraient, actuellement ou à l'avenir, et dans les mêmes circonstances, les agents diplomatiques et consulaires de même rang de la nation la plus favorisée.

ART. 11. — En cas de décès d'un citoyen de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, s'il ne se trouve pas, sur le lieu du décès, un héritier connu, présent ou représenté, ou un exécuteur testamentaire institué par le défunt, ou un tuteur, si les héritiers sont mineurs, les agents consulaires respectifs auront le droit de prendre, pour la conservation et l'administration de la succession, toutes mesures permises actuellement ou à l'avenir aux agents consulaires de la nation la plus favorisée.

ART. 12. — Toute difficulté relative à l'interprétation, à l'application ou à l'exécution du présent Traité, qui ne pourra être résolue à l'amiable, sera soumise à un tribunal d'arbitrage. Chacune des Hautes Parties con-

tractantes désignera un arbitre ; ces deux arbitres en nommeront un troisième. En cas de désaccord sur le choix de ce dernier, le troisième arbitre sera nommé par le Gouvernement d'un Tiers désigné par les deux Hautes Parties contractantes.

ART. 13. — Les Hautes Parties contractantes, animées du désir d'éviter tout ce qui pourrait troubler leurs relations amicales, conviennent que leurs représentants diplomatiques n'interviendront point officiellement, si ce n'est pour obtenir, s'il y a lieu, un arrangement amical, au sujet des réclamations ou plaintes des particuliers concernant des affaires qui sont du ressort de la justice civile ou pénale, et qui seront déjà soumises aux tribunaux du pays, à moins qu'il ne s'agisse de déni de justice, de retards en justice contraires à l'usage ou à la loi, ou de l'inexécution d'un jugement ayant l'autorité de chose jugée ou, enfin, de cas dans lesquels, après avoir épuisé les moyens légaux, il y a violation évidente des traités existant entre les deux Parties contractantes ou des règles du droit international tant public que privé, généralement reconnues par les nations civilisées.

ART. 14. — Le présent Traité entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration de six mois, à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Mexico, dans le plus bref délai possible, après l'accomplissement des formalités constitutionnelles en vigueur dans les deux Pays.

Fait en double original, à Mexico, le 6 novembre 1900.

(L. S.) M. WOLHEIM.

(L. S.) LOUIS F. CORCA.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

JAPON — RUSSIE

Correspondence regarding the negotiations between Japan and Russia (1903-1904). Presented to the Imperial Diet, March 1904.

N° 1. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, July 28th, 1903.

(Telegram.)

The Japanese Government have observed with close attention the development of affairs in Manchuria, and they view with grave concern the present situation there. So long as there were grounds for hope that Russia would carry out her engagement to China and her assurances to other Powers on the subject of the evacuation of Manchuria the Japanese Government maintained an attitude of watchful reserve. But the recent action of Russia in formulating new demands in Peking and in consolidating rather than relaxing her hold on Manchuria compels belief that she has abandoned the intention of retiring from Manchuria, while her increa-

Traduction (1)

Correspondance concernant les négociations entre le Japon et la Russie, 1903-1904. Présentée à la Diète Impériale du Japon en mars 1904.

N° 1. — Le baron Komura, ministre des Affaires étrangères, a M. Kurino, ministre du Japon à Saint-Petersbourg.

Tokio, 28 juillet 1903.

Le Gouvernement japonais a suivi avec une vive attention le développement des affaires en Mandchourie, et considère comme grave la situation actuelle de cette contrée. Aussi longtemps qu'il y avait des raisons d'espérer que la Russie exécuterait son engagement envers la Chine, et ses assurances données à d'autres puissances au sujet de l'évacuation de la Mandchourie, le Gouvernement japonais a conservé une attitude de réserve attentive. Mais l'action récente de la Russie, formulant de nouvelles demandes à Pékin, et consolidant plutôt que relâchant sa mainmise sur la Mandchourie, force à croire qu'elle a renoncé à l'intention de se retirer de

(1) *Mémorial Diplomatique*, 1904, p. 285 et suiv.

sed activity along the Korean frontier is such as to raise doubts regarding the limits of her ambition. The unrastrained permanent occupation of Manchuria by Russia would create a condition of things prejudicial to the security and interest of Japan. Such occupation would be destructive of the principle of equal opportunity and in impairment of the territorial integrity of China. But, what is of still more serious moment to the Japanese Government, Russia stationed on the flank of Korea would be a constant menace to the separate existence of that Empire, and in any event it would make Russia the dominant power in Korea. Korea is an important outpost in Japan's line of defence, and Japan consequently considers the independence of Korea absolutely essential to her own repose and safety. Japan possesses paramount political as well as commercial and industrial interests and influence in Korea, which, having regard to her own security, she cannot consent to surrender to, or share with, any other Power. The Japanese Government have given the matter their most serious consideration and have resolved to approach the Russian Government in a spirit of conciliation and frankness with a view to the conclusion of an understanding designed to compose questions which are at this time the cause of just and natural anxiety; and in the estimation of the Japanese Government, the moment is opportune for making the attempt to bring about the desired adjustment.

The Japanese Government, reposing confidence in your judgment and discretion, have decided to place these delicate negotiations in your hands.

Mandchourie ; tandis que son activité accrue le long de la frontière coréenne est de nature à faire naître des doutes sur les limites de son ambition. L'occupation permanente et illimitée de la Mandchourie par la Russie créerait une condition des affaires préjudiciable à la sécurité et aux intérêts du Japon. Cette occupation serait destructive du principe de l'égalité de traitement, et attentatoire à l'intégrité territoriale de la Chine. Mais, chose qui est d'une importance encore plus sérieuse pour le Gouvernement japonais : la Russie, établie sur le flanc de la Corée, serait une menace constante pour l'existence indépendante de cet empire et, en tout cas, deviendrait ainsi la puissance dominante en Corée. La Corée est un poste avancé important dans la ligne de défense du Japon, et le Japon, en conséquence, considère l'indépendance de la Corée comme absolument essentielle à sa propre tranquillité et à sa propre sécurité. Le Japon possède des intérêts et influences politiques, aussi bien que commerciaux et industriels en Corée, et eu égard à sa propre sécurité, ne peut consentir à les abandonner à une autre puissance, ou à les partager avec elle. Le Gouvernement a fait de cette affaire l'objet de son examen le plus attentif, et a résolu de s'adresser au Gouvernement russe dans un esprit de conciliation et de franchise, en vue de la conclusion d'une entente destinée à régler des questions actuellement causes d'une juste et naturelle inquiétude, et, dans l'opinion du Gouvernement japonais, le moment est opportun pour tenter d'amener l'arrangement désiré.

Le Gouvernement japonais, plein de confiance dans votre jugement et votre tact, a décidé de mettre en vos mains ces négociations délicates.

It is the wish of the Japanese Government to place their present invitation to the Russian Government entirely on an official footing, and you are accordingly instructed to open the question by presenting to Count Lamsdorff a Note Verbale to the following effect :

« The Imperial Japanese Government, believing that the Imperial Russian Government share with them the desire to remove from the relations of the two Empires every cause of future misunderstanding, would be glad to enter with the Imperial Russian Government upon examination of the condition of affairs in the Extreme East where their interests meet, with a view to a definition of their respective special interests in those regions. If, as is confidently hoped this suggestion meets approval in principle, the Imperial Japanese Government whill be prepared to present to the Imperial Russian Government their views as to the nature and scope of the proposed understanding. »

In presenting the foregoing note to Count Lamsdorff, you will be careful to make him understand that our purposes are entirely friendly, but that we attach great importance to the subject. You will present the note to Count Lamsdorff as soon as possible, and keep me fully informed regarding the steps taken by you under this instruction ; and immediately upon the receipt of an affirmative reply from the Russian Government, the substance of our proposals will be telegraphed to you.

C'est le désir du Gouvernement japonais de donner à la présente invitation, par lui adressée au Gouvernement russe, un caractère absolument officiel. Vous avez donc instruction d'ouvrir la question en présentant au comte Lamsdorff une Note verbale à l'effet suivant :

« Le Gouvernement impérial japonais, croyant que le Gouvernement impérial russe partage avec lui le désir d'écarter des relations entre les deux Empires toute cause de mésintelligence future, serait heureux d'aborder, avec le Gouvernement impérial russe, l'étude de la situation des affaires dans l'Extrême-Orient, où leurs intérêts se rencontrent, dans le but de définir leurs intérêts spéciaux respectifs dans ces régions. Si, comme on l'espère fermement, cette suggestion est approuvée en principe, le Gouvernement impérial japonais sera disposé à exposer au Gouvernement impérial russe, ses vues sur la nature et la portée de l'entente projetée. »

En présentant au comte Lamsdorff la note précédente, vous aurez souci de lui faire comprendre que nos intentions sont absolument amicales, mais que nous attachons une grande importance à ce sujet. Vous présenterez la note au comte Lamsdorff, aussitôt que possible, et me tiendrez complètement au courant des démarches par vous faites en vertu de la présente instruction ; et, immédiatement après réception d'une réponse affirmative du Gouvernement russe, la substance de nos propositions vous sera télégraphiée.

N° 2. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, July 31st, 1903. Received, August 2nd, 1903.

(Telegram.)

Your Excellency's telegram of the 28th instant was duly received. In accordance with the instructions contained therein, I saw Count Lamsdorff to-day and, before handing to His Excellency the Note Verbale, I stated substantially as follows :

The condition of affairs in the Far East is becoming more and more complicated, and unless something be done at present with the view of removing all causes of misunderstanding between Japan and Russia, the relations of the two countries will increase in difficulty, entailing nothing but disadvantages to both countries. Under the circumstances, the Imperial Government, fully animated by a spirit of frankness and conciliation, have decided to approach the Imperial Russian Government with a view to arrive at an understanding.

I then handed to him the Note Verbale, saying that I was so instructed. After he had seen it, I expressed my ardent hope that the Russian Government would share the above view in the same spirit. Count Lamsdorff said that he was perfectly satisfied with the decision of the Japanese Government, for, as he had said to me very often, an understanding between the two countries is not only desirable, but is the best policy ; should Russia and Japan enter into full understanding, no one would in future attempt to sow the seeds of discord between the two countries, So far as

N° 2. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 31 juillet 1903. Reçue le 2 août 1903.

Le télégramme de Votre Excellence du 28 courant a été dûment reçu. Conformément aux instructions y contenues, j'ai vu aujourd'hui le comte Lamsdorff, et, avant de remettre à Son Excellence la Note verbale, je lui ai déclaré, en substance, ce qui suit :

« La situation des affaires en Extrême-Orient devient de plus en plus compliquée, et, à moins qu'on ne fasse quelque chose, actuellement, pour écarter toutes causes de mésintelligence entre le Japon et la Russie, la difficulté des relations entre les deux pays s'accroîtra, pour ne causer que désavantages à l'un et à l'autre. Dans ces circonstances, le Gouvernement impérial, pleinement animé d'un esprit de franchise et de conciliation, a décidé de s'adresser au Gouvernement russe, pour arriver à une entente. »

Je lui ai remis ensuite la Note verbale en disant que j'avais des instructions à cet effet. Après qu'il en eut pris connaissance, j'exprimai mon ardent espoir que le Gouvernement russe partagerait, dans le même esprit, les vues ci-dessus exprimées. Le comte Lamsdorff dit qu'il était parfaitement satisfait de la décision du Gouvernement japonais, car, comme il me l'avait dit bien souvent, une entente entre les deux pays, non seulement est désirable, mais est la meilleure des politiques ; si la Russie et le Japon arrivaient à une entente complète, personne, dans l'avenir, ne tenterait de jeter des semences de discorde entre les deux pays. En tant qu'il était

he was concerned, he was, he said, in perfect accord with the view of the Japanese Government ; but he wished to see the Emperor on the subject before a definite answer was given. He expects to see the Emperor next Tuesday, and promised to give me an answer on the following day. He added that the Emperor would surely approve the matter.

N° 3. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, August 3rd, 1903.

(Telegram.)

In reference to my telegram of the 28th July, the Japanese Government, after giving most serious consideration to the condition of affairs in those centres where the interests of the two Powers meet, have decided to propose the following as the basis of an understanding between Japan and Russia.

“ 1° Mutual engagement to respect the independence and territorial integrity of the Chinese and Korean Empires and to maintain the principle of equal opportunity for the commerce and industry of all nations in those countries.

“ 2. Reciprocal recognition of Japan's preponderating interests in Corea and Russia's special interests in railway enterprises in Manchuria, and of the right of Japan to take in Corea and of Russia to take in Manchuria such measures as may be necessary for the protection of their res-

concerné, ajouta-t-il, il était en parfait accord avec l'idée du Gouvernement japonais ; mais il désirait voir l'Empereur à ce sujet, avant que fût donnée une réponse précise. Il s'attend à voir l'Empereur mardi prochain et a promis de me donner une réponse le lendemain. Il a ajouté que l'Empereur approuverait certainement l'affaire.

N° 3. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 3 août 1903.

En référence à mon télégramme du 28 juillet, le Gouvernement japonais, après avoir examiné de la façon la plus sérieuse l'état des affaires dans les centres où les intérêts des deux puissances se rencontrent, a décidé de proposer ce qui suit, comme base d'une entente entre le Japon et la Russie :

« 1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale des empires chinois et coréen et de maintenir le principe d'égalité de traitement, pour le commerce et l'industrie de toutes les nations, dans ces pays.

» 2. Reconnaissance réciproque des intérêts prépondérants du Japon en Corée et des intérêts spéciaux de la Russie dans des entreprises de chemins de fer en Mandchourie ; et du droit, pour le Japon, de prendre en Corée, et pour la Russie de prendre en Mandchourie, telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de leurs intérêts respectifs

pective interests as above defined, subject, however, to the provisions of Article I of this Agreement.

“ 3. Reciprocal undertaking on the part of Russia and Japan not to impede development of those industrial and commercial activities respectively of Japan in Corea and of Russia in Manchuria, which are not inconsistent with the stipulations of Article I of this Agreement.

“ Additional engagement on the part of Russia not to impede the eventual extension of the Korean railway into southern Manchuria so as to connect with the East China and Shand-hai-kwan-Newchwang lines.

“ 4. Reciprocal engagement that in case it is found necessary to send troops by Japan to Corea, or by Russia to Manchuria for the purpose either of protecting the interests mentioned in Article II of this Agreement, or of suppressing insurrection or disorder calculated to create international complications, the troops so sent are in no case to exceed the actual number required and are to be forthwith recalled as soon as their missions are accomplished.

“ 5. Recognition on the part of Russia of the exclusive right of Japan to give advice and assistance in the interest of reform and good government in Corea, including necessary military assistance.

“ 6. This Agreement to supplant all previous arrangements between Japan and Russia respecting Corea. ”

In handing the foregoing project to Count Lamsdorff, you will say that it is presented for the consideration of the Russian Government in the

définis comme ci-dessus, et soumis cependant aux stipulations de l'article 1^{er} du présent accord.

» 3. Engagement réciproque de la part de la Russie et du Japon de ne pas empêcher celles des activités industrielles et commerciales respectivement du Japon en Corée et de la Russie en Mandchourie, qui ne seront pas incompatibles avec les stipulations de l'article 1^{er} du présent accord.

» Engagement additionnel de la part de la Russie de ne pas empêcher l'extension éventuelle du chemin de fer de Corée dans la Mandchourie méridionale, de manière à le relier avec les lignes de la Chine orientale et de Shan-hai-Kwan-Newchwang.

» 4. Engagement réciproque, au cas où il serait jugé nécessaire par le Japon d'envoyer des troupes en Corée, ou par la Russie d'en envoyer en Mandchourie, dans le but, soit de protéger les intérêts mentionnés à l'article 2 du présent accord, ou de supprimer des insurrections ou des désordres de nature à créer des complications internationales, que les troupes ainsi envoyées n'excéderont en aucun cas le nombre effectivement nécessaire et seront ensuite retirées aussitôt que leur mission sera accomplie.

» 5. Reconnaissance, par la Russie, du droit exclusif du Japon de donner avis et assistance, dans l'intérêt des réformes et du bon gouvernement en Corée, y compris l'assistance militaire nécessaire.

» Le présent accord abrogera tous arrangements antérieurs entre le Japon et la Russie, au sujet de la Corée. »

En remettant le projet précédent au comte Lamsdorff, vous direz qu'il est présenté à l'examen du Gouvernement russe dans la ferme croyance

firm belief that it may be found to serve as a basis upon which to construct satisfactory arrangement between the two Governments, and you will assure Count Lamsdorff that any amendment or suggestion he may find it necessary to offer will receive the immediate and friendly consideration of the Japanese Government. It will not be necessary for you to say much in elucidation of the separate items of the project as they are very largely self-explanatory ; but you might point out that the project taken as a whole will be found to be but little more than the logical and essential development and extension of the principles already recognized by the two Governments, or of conditions embodied in the engagements which the project is designed to supplant.

The foregoing instruction is sent to you in anticipation that the answer to the Note Verbale presented by you will be favourable ; but you will not act on that instruction until you receive further instructions which will be given after you have communicated to me the answer to the Note Verbale.

N° 4. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, August 5th, 1903. Received, August 6th, 1903.

(Telegram.)

Count Lamsdorff says he is authorized by the Emperor to open negotiations with me on the subject of the Note Verbale.

qu'il pourra être trouvé bon pour servir de base sur laquelle on pourra construire un arrangement satisfaisant pour les deux Gouvernements, et vous assurerez au comte Lamsdorff que tout amendement ou suggestion qu'il pourrait croire nécessaire de présenter sera l'objet de l'examen immédiat et amical du Gouvernement japonais. Il ne sera pas nécessaire pour vous, de dire beaucoup de choses, en élucidation des différents articles du projet, attendu qu'ils s'expliquent très amplement par eux-mêmes ; mais vous pourriez exposer qu'on trouvera que le projet, pris dans son ensemble, ne sera guère plus que le développement et l'extension logiques et essentiels des principes déjà reconnus par les deux Gouvernements, ou des conditions incarnées dans les engagements que le projet est destiné à remplacer.

L'instruction qui précède vous est envoyée, dans l'anticipation que la réponse à la note verbale présentée par vous sera favorable ; mais vous n'agirez pas en vertu de cette instruction avant d'avoir reçu d'autres instructions, qui vous seront données après que vous m'aurez communiqué la réponse faite à la note verbale.

N° 4. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, le 5 août 1903. Reçue le 6 août 1903.

Le comte Lamsdorff dit qu'il est autorisé par l'Empereur à ouvrir des négociations avec moi, au sujet de la Note verbale.

N° 5. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, August 6th, 1903.

(Telegram.)

In reference to your telegrams dated the 31st ultimo and 5th instant, you will state to Count Lamsdorff that the Imperial Government fully appreciate the friendly spirit with which the Russian Government received the proposal of the Japanese Government to enter upon negotiations with regard to an understanding between the two countries, and then present at once the project to the Russian Government in accordance with instructions contained in my telegram of the 3rd instant.

N° 6. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, August 12th, 1903. Received, August 14th, 1903.

(Telegram.)

Count Lamsdorff, being now very much occupied, could not receive me until to-day, when I handed to His Excellency the proposed project in English in accordance with your instructions. I added that the longer the conclusion of an accord is postponed the more difficult will it become, as the condition of affairs in the Far East is now getting more and more complicated. I asked him to hasten the matter as much as possible. He said he would examine the project with care.

N° 5. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, le 6 août 1903.

En référence à votre télégramme daté des 31 juillet et 5 courant, vous déclarerez au comte Lamsdorff que le Gouvernement impérial apprécie pleinement l'esprit amical avec lequel le Gouvernement russe a accueilli la proposition du Gouvernement japonais, d'entrer en négociation, en vue d'une entente entre les deux pays ; puis vous présenterez immédiatement le projet au Gouvernement russe, conformément aux instructions contenues dans mon télégramme du 3 courant.

N° 6 — M. Kurino au Baron Komura.

Saint-Petersbourg, le 12 août 1903. Reçue le 14 août 1903.

Le comte Lamsdorff, étant actuellement très occupé, n'a pu me recevoir qu'aujourd'hui ; j'ai alors remis à S. E., conformément à vos instructions, le projet proposé, en anglais. J'ai ajouté que, plus la conclusion d'un accord serait ajournée, plus il deviendrait difficile, vu que la situation des affaires en Extrême-Orient devient actuellement de plus en plus compliquée. Je lui ai demandé de presser l'affaire autant que possible. Il a dit qu'il examinerait soigneusement le projet.

N° 7. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, August 24th, 1903. Received, August 25 th, 1903.

(Telegram.)

Count Lamsdorff received me yesterday by special arrangement, and I asked his views as well as the attitude of the Russian Government regarding our proposals, adding that the Japanese Government are now impatiently waiting for a reply. He said that he had studied the project seriously, but that the Emperor having been absent over a week on account of the manœuvres, he had been unable to take any steps in the matter ; but he asked my opinion about transferring the negotiations to Tokio as there were many details which would have to be referred to Admiral Alexieff. I said to him that the Japanese Government having confided the matter to me, I should prefer to proceed with it, but that I was willing to communicate his opinion to you.

He stated that he has already sent copy of our project to Port Arthur with the view of obtaining the opinion of Admiral Alexieff. After such conversation, he said the question of Japanese railway enterprise in Manchuria would be difficult, but upon all other points perhaps the Russian Government would be able to come to an understanding. I said that in order to arrive at a satisfactory understanding, mutual concessions as well as a spirit of conciliation are necessary and that the Japanese Government would be prepared to give favourable consideration if any suggestions should be made by Count Lamsdorff.

N° 7. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, le 24 août 1903. Reçue le 25 août 1903.

Le comte Lamsdorff m'a reçu hier par arrangement spécial ; je lui ai demandé ses vues sur l'attitude du Gouvernement russe à l'égard de nos propositions, en ajoutant que le Gouvernement japonais, maintenant, attendait impatiemment une réponse. Il m'a dit qu'il avait sérieusement étudié le projet, mais que, l'Empereur ayant été absent pendant plus d'une semaine à cause des manœuvres, il n'avait pu faire aucune démarche à ce sujet. Mais il m'a demandé mon opinion au sujet du transfert des négociations à Tokio, attendu qu'il y a beaucoup de détails au sujet desquels il devra être référé à l'amiral Alexieff. Je lui dis que, le Gouvernement japonais m'ayant confié l'affaire, j'aimerais mieux la poursuivre, mais que je consentais à vous communiquer son opinion.

Il a déclaré avoir déjà envoyé une copie de notre projet à Port-Arthur, en vue d'obtenir l'opinion de l'amiral Alexieff. Après cette conversation, il dit que la question d'une entreprise de chemins de fer japonaise en Mandchourie serait difficile, mais que, sur tous les autres points, peut-être le Gouvernement russe pourrait arriver à une entente. Je dis que, pour arriver à une entente satisfaisante, des concessions mutuelles ainsi qu'un esprit de conciliation étaient nécessaires, et que le Gouvernement japonais serait disposé à examiner favorablement toutes suggestions qui pourraient être faites par le comte Lamsdorff.

N° 8. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, August 26 th, 1903.

(Telegram.)

In reference to your telegram of the 24th instant, you will say to Count Lamsdorff that the Japanese Government would prefer to continue negotiations in St. Petersburg, believing that by so doing, the work will be greatly facilitated. You can add that there are no details to be considered in connection with pending negotiations, which require local knowledge, and that the Japanese Government, having placed the negotiation in your hand, would dislike to make any change. You will say to Count Lamsdorff that the Japanese Government are anxiously awaiting a definite reply from his Government to their proposals, and you will continue to use every endeavour to obtain from him such a reply as soon as possible.

N° 9. — **Mr. Kurino to Baron Komura.**

Petersburg, August 27th, 1903. Received, August 28th, 1903.

(Telegram.)

I saw Count Lamsdorff to-day on the subject of your telegram dated the 26th instant. He said he had audience of the Emperor last Tuesday, and was told that His Majesty desires very much the early conclusion of an *entente* satisfactory for both countries, and expressed his wish to con-

N° 8. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 26 août 1903.

En référence à votre télégramme du 24 courant, vous direz au comte Lamsdorff que le Gouvernement japonais préférerait continuer les négociations à Saint-Petersbourg, dans la croyance qu'en faisant ainsi, l'œuvre serait grandement facilitée. Vous pouvez ajouter qu'il n'y a pas à étudier, en connexion avec les négociations pendantes, des détails exigeant des connaissances locales, et que le Gouvernement japonais, ayant remis les négociations en votre main, n'aimerait pas à faire un changement. Vous direz au comte Lamsdorff que le Gouvernement japonais attend avec inquiétude une réponse définie du Gouvernement russe à ses propositions, et vous continuerez à faire tous vos efforts pour obtenir de lui cette réponse aussitôt que possible.

N° 9. — **M. Kurino au baron Komura.**

Saint-Petersbourg, le 27 août 1903. Reçue le 28 août 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff aujourd'hui, au sujet de votre télégramme en date du 26 courant. Il a dit avoir eu mardi dernier une audience de l'Empereur et que Sa Majesté lui a déclaré désirer très vivement la conclusion prochaine d'une entente satisfaisante pour les deux pays et a exprimé

duct the negotiations at Tokio so as to expedite the matter. Then Count Lamsdorff added that the Emperor is to leave here for the country next Monday, and then for foreign countries for some time, and at the same time the Ministers concerned would be absent from St. Petersburg. Consequently, negotiations in Tokio would be much the easier and quicker way of concluding the matter. I said, referring to my conversation with Count Lamsdorff of the 23rd instant, that the proposed understanding involved mostly questions of principles and politics rather than details, and consequently that the continuation of negotiations at St. Petersburg would be proper and at the same time the quickest way to arrive at a satisfactory understanding. He repeated what he had just said and insisted upon his proposition.

Under the circumstances, I think it hardly possible to change the course now proposed by Count Lamsdorff under authority of the Emperor. I also think that negotiations at Tokio would entail many disadvantageous consequences; and definite instruction for the further course is awaited.

N° 10. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, August 29th, 1903.

(Telegram.)

In reference to your telegram of the 27th instant, you will say to Count Lamsdorff that the Japanese Government still think that negotiation will

son désir de conduire les négociations à Tokio, de manière à activer l'affaire. Puis, le comte Lamsdorff a ajouté que l'Empereur partira lundi prochain d'ici pour la campagne, puis, pendant quelque temps, pour des pays étrangers, et que les ministres concernés seront en même temps absents de Saint-Petersbourg. En conséquence, des négociations à Tokio seraient un moyen bien plus facile et plus rapide de conclure l'affaire. Je dis, en me référant à ma conversation du 23 courant, avec le comte Lamsdorff, que l'entente proposée impliquait surtout des questions de principes et de politique, plutôt que des détails, et que, par suite, la continuation des négociations à Saint-Petersbourg serait adéquate et fournirait en même temps le moyen le plus rapide d'arriver à une entente satisfaisante. Il répéta ce qu'il venait de dire et insista sur sa proposition.

Dans ces circonstances, je ne crois guère possible de changer la marche actuellement proposée par le comte Lamsdorff par ordre de l'Empereur. Je crois aussi que des négociations à Tokio entraîneraient bien des conséquences désavantageuses; j'attends des instructions précises pour la suite à donner.

N° 10. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 29 août 1903.

En référence à votre télégramme du 27 courant, vous direz au comte Lamsdorff que le Gouvernement japonais croit toujours que la négociation

be facilitated if continued in St. Petersburg since the negotiations relate to principles and not details; and you will add that he and you having been duly authorized in the matter and the proposals of Japan having been presented to him, the Japanese Government had supposed that the seat of negotiation had been agreed to. You will accordingly urge upon Count Lamsdorff the desire of Japanese Government to continue the negotiations in St. Petersburg, and express a hope that his Government will reconsider the question. You will also say that the Japanese Government presume they are justified in assuming from the proposal to transfer negotiations to Tokio, that our proposals are in principle acceptable to the Russian Government as the basis of negotiations.

N° 11. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, August 31st, 1903. Received, September 2nd, 1903.

(Telegram.)

I saw Count Lamsdorff to-day and explained fully the purport of your telegram of the 29th instant. The substance of his reply is as follows:

He said that the negotiations relate to principles, but principles must be decided upon examination of local and practical questions. Accordingly the Russian Government desired to transfer the discussions to Tokio on account of the necessity of consultation with Admiral Alexieff, and also to ma-

sera facilitée si elle se continue à Saint-Pétersbourg, puisque les négociations se rapportent à des principes et non à des détails; et vous ajouterez que, lui et vous ayant été dûment autorisés en cette matière, et les propositions du Japon lui ayant été présentées, le Gouvernement japonais avait supposé que le siège de négociation avait été accepté. En conséquence, vous insisterez auprès du comte Lamsdorff sur le désir du Gouvernement japonais de continuer les négociations à Saint-Pétersbourg et vous exprimerez l'espérance que son Gouvernement examinera de nouveau la question. Vous direz aussi que le Gouvernement japonais présume être justifié à conclure, de la proposition de transfert des négociations à Tokio, que nos propositions sont acceptables en principe pour le Gouvernement russe, en tant que base de négociations.

N° 11. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, 31 août 1903. Reçue le 2 septembre 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff aujourd'hui et lui ai expliqué pleinement le contenu de votre télégramme du 29 courant. Sa réponse est, en substance, la suivante :

Il dit que les négociations se rapportent à des principes, mais il faut que les principes soient décidés d'après examen des questions locales et pratiques. En conséquence, le gouvernement russe désire transférer les négociations à Tokio, vu la nécessité de se consulter avec l'amiral

nifest a sense of deference to Japan as the proposal had been made by her and that the acceptance of the proposal at St. Petersburg does not signify that the seat of negotiations should be at the same place. He added that the proposal to transfer the negotiations to Tokio does not necessarily mean that our proposal are acceptable to the Russian Government, as bases for negotiations could not be determined without reference to practical questions concerning which Baron Rosen and Admiral Alexieff have much better knowledge than he himself.

I urged as my opinion that this being the most important question of high politics between our two countries, perhaps the Emperor had much to decide, and consequently it would be very convenient if the negotiations were conducted at St. Petersburg, and wished his serious reconsideration of the question of transfer as such reconsideration is much desired by the Japanese Government. I objected also to the suggestion of transfer on the ground that the question relates to principles as well as to the direction of international political concerns which may not be within the powers conferred upon Admiral Alexieff. If I remember rightly, I said, I understand that his authority is limited to mere questions of local administration. He said that on this question Admiral Alexieff would only be consulted and decide nothing, and added that he, Count Lamsdorff, is also desirous to settle the question as quickly as possible, and that is the reason why he suggested the transfer. The Russian Counter-Proposals are being prepared by persons having local knowledge, consequently the

Alexeieff et, aussi, pour marquer un sentiment de déférence envers le Japon, puisque c'est lui qui a fait la proposition; l'acceptation de la proposition à Saint-Petersbourg, ne signifie pas que le siège des négociations doit être au même endroit. Il ajoute que la proposition de transfert des négociations à Tokio ne signifie pas nécessairement que nos propositions sont acceptables pour le Gouvernement russe, attendu que des bases de négociations ne pouvaient être déterminées sans références aux questions pratiques que le baron Rosen et l'amiral Alexeieff connaissent bien mieux que lui-même.

J'exposai, comme mon opinion, que cette question étant la plus importante des questions de haute politique entre nos deux pays, l'Empereur avait peut-être beaucoup à décider et qu'en conséquence il serait très avantageux que les négociations fussent conduites à Saint-Petersbourg; j'exprimai mon désir d'un sérieux examen réitéré de la question du transfert, attendu que tel examen réitéré est vivement désiré par le Gouvernement japonais. J'objectai aussi à la suggestion de transfert pour cette raison : que la question se rapporte à des principes, aussi bien qu'à la direction d'affaires de politique internationale, qui pourraient ne pas être du domaine des pouvoirs conférés à l'amiral Alexieff.

Si je me souviens bien, j'ai dit que j'entendais que son autorité était limitée à de pures questions d'administration locale.

Il dit que, sur cette question, l'amiral Alexeieff serait seulement consulté et ne déciderait rien; et il ajouta que lui, comte Lamsdorff, désire aussi régler la question aussi vite que possible, et que c'est pour cette raison qu'il a suggéré le transfert. Les contre-propositions russes sont préparées par des personnes ayant des connaissances locales; conséquem-

transfer of negotiations to Tokio would expedite the matter. Should the negotiations be conducted at St. Petersburg, he would be obliged to attend to the matter personally with me; but this autumn he has to be long absent from the city on account of his attendance upon the Emperor. In case of his journey to Vienna and Rome, he may also visit a certain foreign country and would be liable to be frequently interrupted in the negotiations. But in case of negotiations at Tokio, he could direct them by telegraph, and telegrams from Tokio could always follow him wherever he might happen to be; besides, he said, as we know very well, the Russian way of conducting business here is not very expeditious. At the conclusion, he said he is to have audience of the Emperor to-day, and will explain to him the reasons why an early understanding between the two countries is desirable as mentioned by me; and he promised to repeat to His Majesty the special desire of the Japanese Government to conduct the negotiations at St. Petersburg; but he added that no change of view on the subject could be expected.

N° 12. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, September 2nd, 1903.

(Telegram.)

In reference to your telegram of the 31st ultimo, you will say to Count Lamsdorff that it being the acknowledged desire of both Powers to arrive

ment le transfert des négociations à Tokio hâterait l'affaire. Si les négociations étaient conduites à Saint-Petersbourg, il serait obligé de s'occuper personnellement de l'affaire avec moi; mais, cet automne, il devra être longtemps absent de la ville, pour accompagner l'Empereur. Dans le cas de son voyage à Vienne et à Rome, il pourrait visiter certain pays étranger et serait sujet à être fréquemment interrompu dans les négociations. Mais, dans le cas de négociations à Tokio, il les dirigerait par télégraphe, et des télégrammes de Tokio pourraient toujours le suivre partout où il pourrait se trouver; de plus, dit-il, comme nous le savons très bien, la façon dont les Russes conduisent les affaires ici n'est pas très expéditive. En concluant, il dit qu'il aurait aujourd'hui une audience de l'Empereur et qu'il lui expliquerait les raisons pour lesquelles une entente prompte entre les deux pays est désirable, comme je l'ai mentionné; et il promit de répéter à Sa Majesté le désir spécial du Gouvernement du Japon de conduire les négociations à Saint-Petersbourg; mais il ajouta qu'on ne pouvait espérer un changement de vues à ce sujet.

N° 12. — **Le baron M.K omura à Kurino.**

Tokio, 2 septembre 1903.

En référence à votre télégramme du 31 passé, vous direz au comte Lamsdorff que, le désir reconnu des deux puissances étant d'arriver à une en-

at an understanding as soon as possible, the Japanese Government fear that discussions would be greatly protracted if the negotiations were now to be transferred to Tokio without some accepted basis for negotiations; and you will add that the Japanese Government, having presented their proposals in concrete form to the Russian Government, believe that negotiations, wherever conducted, would be greatly facilitated if the Russian Government were primarily to announce whether such proposals can in principle be accepted as the basis for negotiations. The Japanese Government do not understand that the acceptance of those proposals as such basis would exclude amendments that might be regarded as necessary. On the contrary, such acceptance would merely fix a definite point of departure which is desirable in all negotiations and very important in the present case. You will use every endeavour to secure the desired announcement from the Russian Government.

N° 13. — Mr. Kurino to Baron Komura.

St. Petersburg, September 5th, 1903. Received, September 6th, 1903.

(Telegram.)

I saw Count Lamsdorff yesterday. With the view of preventing any misunderstanding about the sense of the instruction contained in your telegram of the 2nd instant and also with the view of impressing upon the

tente aussi vite que possible, le Gouvernement japonais craint que les discussions seraient grandement prolongées, si les négociations devaient être, maintenant, transférées à Tokio, sans quelque base acceptée pour les négociations; et vous ajouterez que le Gouvernement japonais, ayant présenté ses propositions sous forme concrète au Gouvernement russe, croit que des négociations, où qu'elles soient conduites, seraient grandement facilitées dans le cas où le Gouvernement russe annoncerait préalablement si telles propositions peuvent être, en principe, acceptées comme la base pour des négociations. Le Gouvernement japonais n'entend pas que l'acceptation de ces propositions, comme telle base, exclurait des amendements qui pourraient être considérés comme nécessaires. Au contraire, telle acceptation fixerait simplement un point de départ défini, qui est désirable dans toutes négociations, et très important dans le cas actuel. Vous ferez tous vos efforts pour obtenir du Gouvernement russe la déclaration désirée.

N° 13. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 5 septembre 1903. Reçue le 6 septembre 1903.

J'ai vu hier le comte Lamsdorff. En vue de prévenir tout malentendu au sujet du sens de l'instruction contenue dans votre télégramme du 2 courant, et aussi pour donner au Gouvernement russe l'impression du

Russian Government the feeling of importance placed by the Japanese Government on the matter, I prepared a Note Verbale which I handed to him. We then had a rather prolonged discussion on the question. The substance of his remarks is as follows:—

According to his experience of 40 years in the Foreign Office, negotiations of an international character had always been conducted on the proposals of one Power together with the reply of the other, and it was not usual to accept the proposition of one Power as the sole basis of negotiations. Baron Rosen had already been commanded by the Emperor to study seriously the proposition of the Japanese Government, and at the same time to prepare and elaborate Counter-Proposals in consultation with Admiral Alexieff, and, if the Japanese Government were willing to enter into negotiation, to commence immediately the *pourparlers* adopting the propositions of the Japanese Government and the Russian Counter-Proposals as the basis of negotiations. I said during the discussion that if the Russian Government were really animated by a desire to enter into a satisfactory arrangement with Japan, I should deem it highly necessary that the Russian Government should instruct their negotiators to adopt as the basis the Japanese proposals, or at least the essential principles thereof so as to facilitate the attainment of the object of the negotiation, for I am inclined to doubt if Admiral Alexieff is disposed to enter into negotiations with Japan in a spirit of conciliation which is of prime necessity in order to arrive at a satisfactory understanding. He said that when he received our project there were only two

sentiment d'importance attachée par le Gouvernement japonais à cette matière, j'ai préparé une Note verbale que je lui ai remise. Nous eûmes ensuite une conversation assez longue sur la question.

Voici la substance de ses observations :

Conformément à son expérience de 40 ans au ministère des affaires étrangères, les négociations d'un caractère international ont toujours été conduites sur les propositions d'une puissance ensemble avec la réponse de l'autre, et il n'était pas d'usage d'accepter la proposition d'une puissance comme base unique de négociations. Le baron de Rosen avait déjà reçu de l'Empereur l'ordre d'étudier sérieusement la proposition du Gouvernement japonais et, en même temps, de préparer et élaborer des contre-propositions d'accord avec l'amiral Alexieff, et, si le Gouvernement japonais désirait entrer en négociations, de commencer immédiatement les *pourparlers* en adoptant les propositions du Gouvernement japonais et les contre-propositions russes comme base de négociations. Je dis, pendant la discussion, que si le Gouvernement russe était réellement animé du désir d'entrer dans un arrangement satisfaisant avec le Japon, je croirais hautement nécessaire que le gouvernement russe donne à ses négociateurs instruction d'adopter comme base les propositions japonaises, ou du moins leurs principes essentiels, de manière à faciliter l'obtention de l'objet de la négociation, car j'incline à douter que l'amiral Alexieff soit disposé à entrer en négociations avec le Japon dans l'esprit de conciliation qui est de nécessité élémentaire pour arriver à une entente satisfaisante.

Il dit que lorsqu'il reçut notre projet il n'y avait que deux voies ouvertes à la Russie : soit de rejeter nos propositions, soit d'entrer en négociations

courses open for Russia to take, either to reject our proposals or to enter into negotiations on them. The Russian Government have adopted the latter course; this does not, however, signify acceptance of our project in its entirety or in principle; but having agreed to the proposition to enter into an *entente*, they have decided to examine the propositions and to prepare Counter-Proposals so that the two might be used as the basis of negotiations. Besides, he said that in our project there are certain clauses which could not be reconciled with Russian interests, and others which require modifications; and he could not say that the Russian Government accepted our proposals even in principle as basis, but only in conjunction with their Counter-Proposals.

Having exhausted every effort for the attainment of the desire of the Japanese Government, I am now fully convinced that it will not be possible to change the course proposed by Count Lamsdorff; and I think that there is no other way for Japan but to agree to his suggestion. Count Lamsdorff is to leave here on the 10th instant for Darmstadt to attend the Emperor of Russia.

N° 14. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, September 9th, 1903.

(Telegram.)

In reference to your telegram of the 5th instant, you are hereby instructed to inform Count Lamsdorff that the Japanese Government con-

à leur sujet. Le Gouvernement russe a adopté la dernière voie; cela ne signifie pas, cependant, acceptation de notre projet dans son intégrité, ou en principe; mais, ayant agréé la proposition d'entrer dans une entente, il a décidé d'examiner les propositions et de préparer des contre-propositions de sorte que les deux puissent servir de base aux négociations. En outre, il ajouta que, dans notre projet, il y avait certaines clauses qui ne pourraient être conciliées avec les intérêts russes et d'autres qui exigeraient des modifications; et il ne pouvait dire que le Gouvernement russe acceptât nos propositions comme base, même en principe, mais seulement en conjonction avec ses contre-propositions.

Après avoir épuisé tous les efforts pour arriver à ce que désire le Gouvernement japonais, je suis maintenant pleinement convaincu qu'il ne sera pas possible de modifier la ligne de conduite proposée par le comte Lamsdorff; et je pense qu'il n'y a pas pour le Japon d'autre voie que d'accepter sa suggestion. Le comte Lamsdorff partira d'ici le 10 courant pour Darmstadt, afin de se rendre auprès de l'empereur de Russie.

N° 14. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 9 septembre 1903.

En référence à votre télégramme du 5 courant, vous recevez, par la présente, instruction d'informer le comte Lamsdorff que le Gouvernement

sent to transfer negotiations to Tokio, and you will add that the Japanese Government trust that instructions to the Russian Minister at Tokio are of such a character as to enable him to present the Russian Counter-Proposals without delay and to proceed immediately with the negotiations.

N° 15. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, September 9th, 1903. Received, September 10th, 1903.

(Telegram.)

I saw Count Lamsdorff to-day. He said Baron Rosen and Admiral Alexieff have already been instructed by telegraph, by order to the Emperor, to prepare the Counter-Proposals as quickly as possible and to commence negotiations at the earliest date, and he does not think it necessary to repeat the same instruction.

N° 16. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, September 24th, 1903.

(Telegram.)

Baron Rosen left Tokio on the 22nd instant for Port Arthur. Previously to his departure, he called on me and told me that he had been

japonais consent à transférer les négociations à Tokio ; vous ajouterez que le gouvernement japonais est persuadé que les instructions données au ministre de Russie à Tokio sont de nature à lui permettre de présenter, sans délai, les contre-propositions russes, et d'en arriver immédiatement aux négociations.

N° 15. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 9 septembre 1903, reçue le 10 septembre 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff aujourd'hui. Il m'a dit que le baron Rosen et l'amiral Alexieff ont déjà reçu, par ordre de l'Empereur, des instructions télégraphiques à l'effet de préparer les contre-propositions aussi promptement que possible et de commencer au plus tôt les négociations ; il ne croit pas nécessaire de répéter les mêmes instructions.

N° 16. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 24 septembre 1903.

Le baron Rosen a quitté Tokio, le 22 courant, pour Port-Arthur. Avant son départ, il m'a rendu visite et il m'a dit qu'il a reçu, il y a quelque

instructed under Imperial order some time ago to hold himself ready to start at once for Port Arthur, whenever necessity might arise to do so, in order expedite the preparation of the Russian Counter-Proposals between Admiral Alexieff and himself, and that he had just received from the Admiral a request to repair to Port Arthur for personal consultation on the subject. He added that he expected to come back within about eleven days.

N° 17. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, October 5th, 1903.

(Telegram.)

Baron Rosen came back to Tokio on the 3rd instant. He called on me on the same day and handed to me the following as the Russian Counter-Proposals, which, he said, was sanctioned by the Emperor of Russia, upon, joint presentation by Admiral Alexieff and himself:—

1. Mutual engagement to respect the independence and territorial integrity of the Korean Empire.
2. Recognition by Russia of Japan's preponderating interests in Corea and of the right of Japan to give advice and assistance to Corea tending to

temps, par ordre impérial, des instructions à l'effet de se tenir prêt à partir immédiatement pour Port-Arthur, aussitôt que la nécessité s'en pourrait produire, afin de procéder avec l'amiral Alexieff à la préparation des contre-propositions russes, et qu'il vient de recevoir la demande que lui fait l'amiral de partir pour Port-Arthur, dans le but de s'y consulter avec lui à ce sujet. Il a ajouté qu'il espérait être de retour dans environ onze jours.

N° 17. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 5 octobre 1903.

Le baron Rosen est rentré à Tokio, le 3 courant. Il est venu me voir le même jour et m'a présenté ce qui suit comme contre-propositions russes qui, dit-il, ont été sanctionnées par l'empereur de Russie, sur présentation conjointe par l'amiral Alexieff et lui :

1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.
2. Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon de donner avis et assistance à la Corée,

improve the civil administration of the Empire without infringing the stipulations of Article I.

3. Engagement on the part of Russia not to impede the commercial and industrial undertakings of Japan in Corea, nor to oppose any measures taken for the purpose of protecting them so long as such measures do not infringe the stipulations of Article I.

4. Recognition of the right of Japan to send for the same purpose troops to Corea, with the knowledge of Russia, but their number not to exceed that actually required, and with the engagement on the part of Japan to recall such troops as soon as their mission is accomplished.

5. Mutual engagement not to use any part of the territory of Corea for strategical purposes nor to undertake on the coasts of Corea any military works capable of menacing the freedom of navigation in the Straits of Corea.

6. Mutual engagement to consider that part of the territory of Corea lying to the north of the 39th parallel as a neutral zone into which neither of the Contracting Parties shall introduce troops.

7. Recognition by Japan of Manchuria and its littoral as in all respects outside her sphere of interest.

8. This Agreement to supplant all previous Agreements between Russia and Japan respecting Corea.

tendant à améliorer l'administration civile de cet empire, sans enfreindre les stipulations de l'article 1^{er}.

3. Engagement de la part de la Russie de ne pas gêner les entreprises commerciales et industrielles du Japon en Corée, et de ne pas s'opposer à des mesures quelconques prises dans le but de les protéger, en tant que ces mesures n'enfreindront pas les stipulations de l'article 1^{er}.

4. Reconnaissance du droit pour le Japon d'envoyer, dans le même but, des troupes en Corée, à la connaissance de la Russie, mais leur nombre ne devant pas excéder celui effectivement nécessaire, et avec engagement, de la part du Japon, de rappeler ces troupes aussitôt que leur mission sera accomplie.

6. Engagement mutuel de ne se servir d'aucune partie du territoire de la Corée pour des buts stratégiques et de n'entreprendre sur les côtes de Corée aucuns travaux militaires capables de menacer la liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

6. Engagement mutuel de considérer la partie de la Corée située au nord du 39^e parallèle comme une zone neutre dans laquelle ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne devra introduire de troupes.

7. Reconnaissance, par le Japon, de la Mandchourie et de son littoral comme étant, à tous égards, en dehors de la sphère d'intérêts.

8. Le présent accord devra remplacer tous accords antérieurs entre la Russie et le Japon, au sujet de la Corée.

N° 18. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, October 8th, 1903.

Telegram .)

In reference to my telegram of the 5th instant, I have begun discussion with the Russian Minister to Japan taking our proposals and the Russian Counter-Proposals as the basis and with a view to secure, if possible, the recognition by Russia of the fundamental principles laid down in our proposals.

N° 19. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, October 16th, 1903.

Telegram)

In reference to my telegram of the 8th instant, negotiations are now going on between Baron Rosen and myself regarding the following proposals, which I had presented as amendment to the Russian Counter-Proposals :—

ARTICLE II. — Insert the phrase « including military assistance » between « assistance » and « to Corea ». Change the word « civil » into « internal ».

ARTICLE III. — Insert the phrase « the development of » between « impede » and « the commercial ». « Undertakings » to be changed into

N° 18. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 8 octobre 1903.

En référence à mon télégramme du 5 courant, j'ai commencé à discuter avec le ministre de Russie au Japon, en prenant pour base nos propositions et les contre-propositions russes, et en vue d'assurer, si c'est possible, la reconnaissance, par la Russie, des principes fondamentaux exposés dans nos propositions.

N° 19. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 16 octobre 1903.

En référence à mon télégramme du 8 courant, des négociations ont lieu maintenant, entre le baron Rosen et moi, au sujet des propositions suivantes, que j'avais présentées comme amendements aux contre-propositions russes :

ART. 2. — Insérer, entre les mots *assistance* et *à la Corée*, le membre de phrase: *y compris l'assistance militaire*. Remplacer le mot *civile* par le mot *intérieure*.

ART. 3. — Entre les mots *général* et *entreprises commerciales*, insérer les

« activities », and « taken » into « to be taken » and « them » into « those interests ».

ARTICLE IV. — Recognition of the right of Japan to send troops to Corea for the purpose mentioned in the preceding Article or for the purpose of suppressing insurrection or disorder calculated to create international complications.

ARTICLE VI. — Mutual engagement to establish a neutral zone on the Corea-Manchuria frontier extending..... kilometres on each side, into which neutral zone neither of the Contracting Parties shall introduce troops without the consent of the other.

ARTICLE VII. — To be struck out and replaced by the following three Articles :—

VII. Engagement on the part of Russia to respect China's sovereignty and territorial integrity in Manchuria and not to interfere with Japan's commercial freedom in Manchuria.

VIII. Recognition by Japan of Russia's special interests in Manchuria and of the right of Russia to take such measures as may be necessary for the protection of those interests so long as such measures do not infringe the stipulations of the preceding Article.

IX. Mutual engagement not to impede the connection of the Korean railway and the East China railway when those railways shall have been eventually extended to the Yalu.

Article VIII of the Russian Counter-Proposals to be numbered Article X.

mots le développement des. Remplacer entreprises par activités ; prises par à prendre, et les protéger par protéger ces intérêts.

ART. 4. — Reconnaissance du droit pour le Japon d'envoyer des troupes en Corée dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

ART. 6. — Engagement mutuel d'établir, sur la frontière coréo-mandchourienne une zone neutre s'étendant à kilomètres de chaque côté, dans laquelle zone neutre ni l'une ni l'autre des Parties Contractantes ne fera entrer de troupes sans le consentement de l'autre.

ART. 7. — A effacer et à remplacer par les trois articles suivants :

7. Engagement de la part de la Russie de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie et de ne pas contrarier la liberté commerciale du Japon en Mandchourie.

8. Reconnaissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie et du droit pour la Russie de prendre telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de ces intérêts, aussi longtemps que ces mesures n'enfreindront pas les stipulations de l'article précédent.

9. Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction du chemin de fer de Corée et du chemin de fer de l'Est chinois, lorsque ces chemins de fer auront été éventuellement prolongés jusqu'au Yalou.

Article 8 des contre-propositions russes, à être numéroté article 10.

N° 20. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, October 22nd, 1903.

(Telegram.)

The result of discussions between Baron Rosen and myself on our amendments to the Russian Counter-Proposals is as follows : —

Amendments to Articles II and VI accepted *ad referendum*, Article III accepted, and Article IV reserved for further discussion. It is in Article VII of our amendment to Article VII of the Russian Counter-Proposals that no agreement could be reached, each insisting on the impossibility of accepting the other's proposition. The contention of the Russian Minister is : — 1st, that the Russian Article VII is the only compensation to Russia for the concessions to be made by her in respect of Corea ; and 2nd, that admission of the Japanese amendments on this point would be contrary to the principle always insisted on by Russia that the question concerning Manchuria is one exclusively for Russia and China admitting of no interference on the part of any third Power.

Our contention is : — 1st, that Japan does not ask for any concession from Russia with respect to Manchuria, her proposal being simply to have confirmed in the Agreement the principle which has been voluntarily and repeatedly declared by Russia ; and 2nd, that Japan possesses in Manchuria her treaty rights and commercial interests, and she must obtain from Russia guarantee for the security of those rights and interests as well as of the independence of Corea which would be constantly menaced by Russia's definitive occupation of Manchuria.

N° 20. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 22 octobre 1903.

Le résultat des discussions entre le baron Rosen et moi sur nos amendements aux contre-propositions russes est le suivant :

Amendements aux articles 2 et 6 acceptés *ad referendum*, article 3 accepté et article 4 réservé pour discussion ultérieure. C'est pour l'article 7 de notre amendement à l'article 7 des contre-propositions russes qu'aucun accord n'a pu être atteint, chacun insistant sur l'impossibilité d'accepter la proposition de l'autre. Le ministre de Russie soutient : 1° que l'article 7 russe est la seule compensation, pour la Russie, des concessions par elles faites au sujet de la Corée et, 2° que l'admission des amendements japonais sur ce point serait contraire au principe sur lequel la Russie a toujours insisté, à savoir que la question concernant la Mandchourie est exclusive à la Russie et à la Chine et n'admet pas l'intervention d'une tierce puissance quelconque.

Nous soutenons : 1° que le Japon ne demande à la Russie aucune concession par rapport à la Mandchourie, vu qu'il propose simplement de voir confirmer, dans l'accord, le principe qui a été spontanément, et a plusieurs reprises, affirmé par la Russie ; 2° que le Japon possède, en Mandchourie, ses droits de traités et ses intérêts commerciaux, et qu'il faut qu'il obtienne de la Russie une garantie pour la sécurité de ces droits et intérêts, aussi bien que pour l'indépendance de la Corée, qui serait constamment menacée par une occupation définitive de la Mandchourie par la Russie.

N° 21. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, October 29th, 1903.

(Telegram

In reference to my telegram of the 22nd instant, as the result of further discussions, the amendment on Article IV was finally accepted *ad referendum*. Regarding Article VI, my proposal of fixing the extent of the neutral zone at 50 kilometres on each side of the frontier was accepted *ad referendum*. As to Article VII, no agreement could yet be reached.

N° 22. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, October 30th. 1903.

(Telegram.)

I presented to Baron Rosen on the 30th instant the following as definite amendments of the Imperial Government to the Russian Counter-Proposals : —

1. Mutual engagement to respect the independence and territorial integrity of the Chinese and Korean Empires.
 2. Recognition by Russia of Japan's preponderating interests in Corea and of the right of Japan to give to Corea advice and assistance, including
-

N° 21. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 29 octobre 1903.

En référence à mon télégramme du 22 courant, quant aux résultats des discussions qui ont suivi, l'amendement à l'article 4 a été définitivement accepté *ad referendum*. Concernant l'article 6, ma proposition de l'étendue de la zone neutre à 50 kilomètres de chaque côté de la frontière a été acceptée *ad referendum*. Quant à l'article 7, on n'a pu arriver à aucun accord.

N° 22. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 30 octobre 1903.

J'ai présenté au baron Rosen, le 30 courant, ce qui suit, comme amendements définitifs du Gouvernement impérial aux contre-propositions russes :

« 1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale des empires de Chine et de Corée.

» 2. Reconnaissance, par la Russie, des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon de donner à la Corée avis et assis-

military assistance, tending to improve the administration of the Korean Empire.

3. Engagement on the part of Russia not to impede the development of the commercial and industrial activities of Japan in Korea, nor to oppose any measures taken for the purpose of protecting those interests.

4. Recognition by Russia of the right of Japan to send troops to Korea for the purpose mentioned in the preceding Article or for the purpose of suppressing insurrection or disorder calculated to create international complications.

5. Engagement on the part of Japan not to undertake on the coasts of Korea any military works capable of menacing the freedom of navigation in the Straits of Korea.

6. Mutual engagement to establish a neutral zone on the Korea-Manchurian frontier extending 50 kilometres on each side, into which neutral zone neither of the Contracting Parties shall introduce troops without the consent of the other.

7. Recognition by Japan that Manchuria is outside her sphere of special interest and recognition by Russia that Korea is outside her sphere of special interest.

8. Recognition by Japan of Russia's special interests in Manchuria and of the right of Russia to take such measures as may be necessary for the protection of those interests.

tance, y compris assistance militaire, destinés à améliorer l'administration de l'empire de Corée.

» 3. Engagement de la part de la Russie de ne pas entraver le développement des activités commerciales et industrielles du Japon en Corée, et de ne pas s'opposer à des mesures quelconques prises dans le but de protéger ces intérêts.

» 4. Reconnaissance par la Russie du droit pour le Japon d'envoyer des troupes en Corée, dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

» 5. Engagement de la part du Japon de n'entreprendre, sur les côtes de la Corée, aucuns travaux militaires capables de menacer la liberté de la navigation dans le détroit de Corée.

» 6. Engagement mutuel d'établir, sur la frontière coréo-mandchourienne, une zone neutre s'étendant à 50 kilomètres de chaque côté, dans laquelle zone neutre ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'introduira de troupes sans le consentement de l'autre.

» 7. Reconnaissance par le Japon que la Mandchourie est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux, et reconnaissance par la Russie que la Corée est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux.

» 8. Reconnaissance par le Japon des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie, et du droit pour la Russie de prendre telles mesures qui pourront être nécessaires pour la protection de ces intérêts.

9. Engagement on the part of Japan not to interfere with the commercial and residential rights and immunities belonging to Russia in virtue of her treaty engagements with Corea, and engagement on the part of Russia not to interfere with the commercial and residential rights and immunities belonging to Japan in virtue of her treaty engagements with China.

10. Mutual engagement not to impede the connection of the Korean railway and the East-China railway when those railways shall have been eventually extended to the Yalu.

11. This Agreement to supplant all previous Agreements between Japan and Russia respecting Corea.

N° 23. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, November 1st. 1903.

(Telegram.)

Baron Rosen called on me October 31st and stated that the definite proposals which I presented to him as amendments to the Russian proposals as reported in my telegram of the 30th October were beyond his instructions and that he would, November 1st, telegraph the full text of the said proposals to his Government and ask for further instructions. Accordingly you are instructed to see as soon as possible the Acting

» 9. Engagement de la part du Japon, de ne pas contrarier les intérêts commerciaux et de résidence, et les immunités appartenant à la Russie, en vertu de ses engagements par traité avec la Corée, et engagement de la part de la Russie de ne pas contrarier les intérêts commerciaux et de résidence, et les immunités appartenant au Japon, en vertu de ses engagements par traité avec la Chine.

» 10. Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction du chemin de fer de Corée et du chemin de fer de la Chine orientale, lorsque ces chemins de fer auront été éventuellement prolongés jusqu'au Yalou.

» 11. Le présent accord abrogera tous arrangements antérieurs entre le Japon et la Russie, au sujet de la Corée. »

N° 23. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 1^{er} novembre 1903.

Le baron Rosen est venu me voir le 31 octobre, et a déclaré que les propositions définitives que je lui ai présentées, comme amendements aux propositions russes, telles qu'elles sont rapportées dans mon télégramme du 30 octobre, dépassaient ses instructions et que, le 1^{er} novembre, il télégraphierait à son Gouvernement le texte complet desdites propositions, et demanderait de nouvelles instructions. En conséquence, vous avez ins-

Minister for Foreign Affairs in the absence of Count Lamsdorff, and say to him that in preparing the proposals in question, the Japanese Government did not fail to take into full consideration the wishes of the Russian Government. You will inform him that in proposing a joint engagement to respect the independence and territorial integrity of China equally with Corea, the Japanese Government were merely asking a reaffirmation of declarations already spontaneously made by Russia, and when it is considered that Russia is prepared to make such an engagement respecting Corea, the reason for excluding China is not understood. The Japanese Government are prepared to admit that the Manchurian question, so far as it does not affect their rights and interests, is purely a Russo-Chinese question ; but Japan has extensive and important rights and interests in that region, and the Japanese Government think that in declaring that Manchuria is outside their sphere of special interest, they are at least entitled to ask for a correlative engagement on the part of Russia not to interfere with the commercial and residential rights and immunities belonging to Japan in virtue of her treaty engagements with China. You will in addition point out that the invitation of the Japanese Government which originated the present negotiations, had in view a definition of the special interest of Japan and Russia in those regions of the Far East where the interests of the two Powers meet. The Japanese Government could not have anticipated that the Russian Government, in accepting that invitation, would wish — as might be inferred from Article VII of their Counter-

truction de voir, aussitôt que possible, le ministre par intérim des affaires étrangères en l'absence du comte de Lamsdorff, et de lui dire qu'en préparant les propositions en question, le Gouvernement japonais n'a pas manqué de prendre en pleine considération les vœux du Gouvernement russe. Vous l'informerez qu'en proposant un engagement conjoint de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine aussi bien que de la Corée, le Gouvernement japonais demandait simplement une réaffirmation de déclarations déjà spontanément faites par la Russie et que, lorsqu'on voit que la Russie est disposée à faire un pareil engagement au sujet de la Corée, on ne comprend pas pourquoi la Chine serait exclue. Le Gouvernement japonais est disposé à admettre que la question mandchourienne, en tant qu'elle n'affecte pas ses droits et intérêts, est une question purement russo-chinoise ; mais le Japon a, dans cette région, des droits et intérêts étendus et importants, et le Gouvernement japonais pense qu'en déclarant que la Mandchourie est en dehors de sa sphère d'intérêts spéciaux, il est au moins autorisé à demander un engagement corrélatif, de la part de la Russie, de ne pas entraver les droits commerciaux et de résidence et les immunités appartenant au Japon, en vertu de ses engagements par traité avec la Chine.

Vous expliquerez, additionnellement, que l'invitation du Gouvernement japonais, qui a été le point de départ des négociations actuelles, avait en vue une définition des intérêts spéciaux du Japon et de la Russie, dans les régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux puissances entrent en contact. Le Gouvernement japonais ne pouvait supposer que le Gouvernement russe, en acceptant cette invitation, désirerait — comme on pourrait l'inférer de l'article 7 de ses contre-propositions — restreindre la

Proposals, — to restrict the proposed definition exclusively to the region in which Japan possesses special interests.

N° 24. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, November 3rd, 1903. Received, November 3rd, 1903.

(Telegram.)

I saw the Acting Minister for Foreign Affairs on the 2nd November. He said, as his personal opinion, that Japan is making the same demands only in different form and that those demands are too great. I asked in what respects the Japanese Government are considered to be demanding too much, and I added that we do not ask anything more than the recognition of existing treaty rights and immunities of Japan in Manchuria. He then stated that Baron Rosen had said nothing on the subject. The only difficulty, he said, is the connection of the Corean and Manchurian railways. To my question whether there are no other difficulties, he answered that the railway question is the only difficulty, although it had been accepted *ad referendum* ; and in conclusion I asked him to use his best influence for the satisfactory solution of the question, as the Japanese Government are fully animated by the spirit of conciliation, and I urged him to advise Count Lamsdorff in the same sense and if possible, to approach the Emperor of Russia on the question. He said that he is willing to do so, and added that Count Lamsdorff will return at the end of this week.

définition proposée exclusivement à la région dans laquelle le Japon possède des intérêts spéciaux.

N° 24. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, 3 novembre 1903. Reçue le 3 novembre 1903.

J'ai vu, le 2 novembre, le ministre par intérim des affaires étrangères. Il m'a dit, comme son opinion personnelle, que le Japon faisait les mêmes demandes sous une forme différente seulement, et que ces demandes sont trop grandes. J'ai demandé à quel point de vue le Gouvernement japonais était considéré comme demandant trop ; et j'ai ajouté que nous ne demandions rien de plus que la reconnaissance des droits de traité et d'immunités existants du Japon, en Mandchourie. Il m'a déclaré alors que le baron Rosen n'avait rien dit à ce sujet. La seule difficulté dit-il, est la jonction des chemins de fer de Corée et de Mandchourie. A cette question de ma part, s'il n'y avait pas d'autres difficultés, il répondit que la question du chemin de fer était la seule difficulté, bien qu'elle eût été acceptée *ad referendum* ; et, en conclusion, je lui demandai d'user de sa meilleure influence pour la solution satisfaisante de la question, vu que le Gouvernement japonais est pleinement animé d'un esprit de conciliation ; je le pressai de conseiller le comte Lamsdorff dans le même sens et, si possible, de parler à l'Empereur de cette question. Il me dit qu'il était disposé à agir ainsi, et ajouta que le comte Lamsdorff serait de retour à la fin de cette semaine.

N° 25. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, November 13th, 1903. Received, November 13th, 1903.

(Telegram.)

I saw Count Lamsdorff November 12th, and asked whether he had received a copy of the telegram which I had handed to Prince Obolensky and whether any action had been taken in the matter. He answered that he had submitted the telegram to the Emperor, and that before his departure from Darmstadt, he sent under an Imperial order instructions to Baron Rosen to continue negotiations with the Japanese Government. I asked him whether it is on the basis of our last proposal that Baron Rosen was instructed to go on negotiating. Count Lamsdorff said that Baron Rosen had been ordered by the Emperor to examine our last proposal with Admiral Alexieff and to make modification if necessary, and added that at this moment Baron Rosen and Admiral Alexieff must be engaged in the preparation of Counter-Proposals. I remarked to Count Lamsdorff that according to the view of Prince Obolensky, the connection of Korean and Manchurian railways is the question that divides the two Governments ; but the Japanese Government having subsequently modified the article relating to the question, I cannot believe that it is the principal point on which an agreement can not be established. Count Lamsdorff replied that he thinks for his part that it is the Manchurian question

N° 25. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, 13 novembre 1903. Reçue le 13 novembre 1903.

J'ai vu, le 12 novembre, le comte Lamsdorff et lui ai demandé s'il avait reçu copie du télégramme que j'avais remis au prince Obolensky et si des démarches avaient été faites à ce sujet. Il répondit qu'il avait soumis le télégramme à l'Empereur, et qu'avant son départ de Darmstadt, il avait, par ordre impérial, envoyé au baron Rosen instruction de continuer les négociations avec le Gouvernement japonais. Je lui demandai si c'était sur la base de notre dernière proposition que le baron Rosen avait instruction de continuer à négocier. Le comte Lamsdorff dit que le baron Rosen avait reçu de l'Empereur l'ordre d'examiner, avec l'amiral Alexieff, notre dernière proposition, et d'y apporter des modifications, si c'était nécessaire ; il ajouta qu'en ce moment même le baron Rosen et l'amiral Alexieff devaient être occupés à préparer les contre-propositions. Je fis remarquer au comte Lamsdorff que, selon les vues du prince Obolensky, la jonction des chemins de fer de Corée et de Mandchourie était la question qui divisait les deux Gouvernements ; mais que, le Gouvernement japonais ayant, subséquemment, modifié l'article relatif à cette question, je ne pouvais croire que ce fût le point principal sur lequel un accord ne pouvait s'établir. Le comte Lamsdorff répondit qu'il pensait, pour sa part,

which divides the two parties, as he had said from the very beginning the Russian Government consider always that this question is a question exclusively between Russia and China, and it must be reserved to his Government to take all proper measures to safeguard their very considerable interests in Manchuria by means of an arrangement with China. I explained to him that Japan is ever ready to recognize the special and considerable interests which Russia has in Manchuria, and that she has no intention whatever of trespassing upon them, but that Japan has a perfect right to demand that the independence and territorial integrity of China shall be respected and the rights and the interests of Japan in that region shall be formally guaranteed. Count Lamsdorff answered that the objection relates to the form rather than the substance of the proposal. In Manchuria other Powers also have rights and interests, and Russia cannot enter into special arrangement with each of those Powers regarding Manchuria. I observed that should the Russian Government be in accord with Japan in principle, it is deeply to be regretted that an understanding cannot be reached, merely because of failure to find a suitable formula by which to bring the two Governments to an arrangement, and that I could not but ardently ask him to use his influence to bring about a satisfactory solution according to the principles already admitted by Russia.

que c'était la question de Mandchourie qui divisait les deux parties, vu qu'il avait dit, dès le début, que le Gouvernement russe considère toujours cette question comme exclusivement une question entre la Russie et la Chine, et qu'il devait être réservé à son Gouvernement de prendre toutes les mesures propres à sauvegarder ses très considérables intérêts en Mandchourie, au moyen d'un arrangement avec la Chine. Je lui expliquai que le Japon était toujours prêt à reconnaître les intérêts spéciaux et considérables que la Russie possède en Mandchourie et qu'il n'a aucune intention d'y porter atteinte ; mais que le Japon a le droit absolu de demander que l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine soient respectées, et les droits et intérêts du Japon dans cette région formellement garantis. Le comte Lamsdorff répliqua que l'objection se rapportait à la forme plutôt qu'à la substance de la proposition. En Mandchourie, d'autres puissances aussi ont des droits et des intérêts, et la Russie ne peut entrer dans un arrangement spécial avec chacune de ces puissances, au sujet de la Mandchourie. Je fis observer que, si le Gouvernement russe était, en principe, d'accord avec le Japon, on devait profondément regretter qu'il ne fût pas possible d'arriver à une entente, uniquement faute de trouver une formule convenable qui amènerait les deux Gouvernements à un arrangement ; et que je ne pouvais que lui demander ardemment d'user de son influence pour amener une solution satisfaisante, en conformité avec les principes déjà admis par la Russie.

N° 26. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, November 21st, 1903.

(Telegram.)

Baron Rosen informed me November 20th, that he received a telegram November 14th from Admiral Alexieff to the effect that Admiral Alexieff had already forwarded the Counter-Proposals to St. Petersburg. Baron Rosen added that he had not yet received any instructions on the subject of the Counter-Proposals. Consequently you are instructed to see Count Lamsdorff as soon as possible, and after explaining to him Baron Rosen's statements as above, you will say that the Japanese Government are anxious to proceed with the negotiations with all possible expedition; and you will urge him to exert his influence to secure the early dispatch of instructions to Baron Rosen in order that the negotiations may be resumed and concluded without delay.

N° 27. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, November 22nd, 1903. Received, November 23rd, 1903.

(Telegram.)

I saw Count Lamsdorff on the 22nd November. He said that the modifications are already in the hands of the Emperor; but on account of the illness of the Empress, the former does not attend to any business affairs;

N° 26. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 21 novembre 1903.

Le baron Rosen m'a informé, le 20 novembre, qu'il avait reçu le 14 novembre, de l'amiral Alexeieff, un télégramme à cet effet : que l'amiral Alexeieff avait déjà transmis les contre-propositions à Saint-Petersbourg. Le baron Rosen ajouta qu'il n'avait reçu encore aucune instruction au sujet des contre-propositions. En conséquence, vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff aussitôt que possible, et, après lui avoir exposé les déclarations du baron Rosen comme ci-dessus, vous direz que le Gouvernement japonais a hâte de procéder aux négociations avec la plus grande rapidité possible, et vous le presserez d'exercer son influence pour assurer le prompt envoi d'instructions au baron Rosen, afin que les négociations puissent être reprises et conclues sans délai.

N° 27. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 22 novembre 1903. Reçue le 23 novembre 1903.

J'ai vu le comte Lamsdorff le 22 novembre. Il m'a dit que les modifications étaient déjà aux mains de l'Empereur; mais ce dernier, en raison de la maladie de l'Impératrice, ne s'occupe d'aucune affaire; de là, le retard.

hence the delay. I asked him to use his best endeavours to obtain the earliest possible Imperial order on the question. He said in reply that it will be better for me to write him a note giving the purport of instructions I have received from you ; then he will immediately send it to the Emperor. At the end of the conversation I asked whether it is not possible for me to get some information about the modifications proposed by Admiral Alexieff. He seemed rather puzzled to give a direct answer ; but he said that the Russian Government are ready to enter into immediate agreement with Japan regarding Corea, even making large concessions, but as to Manchuria, Russia once took possession of the country by right of conquest ; nevertheless, she is willing to restore it to China, but with certain guarantees assuring security to the enormous interests which Russia has in Manchuria. While China is still insisting upon her refusal to give such guarantees, it is not possible for Russia to come to any arrangement with a third Power respecting Manchuria, as the question is exclusively between the two countries concerned. Then I said that if I accurately judge the nature of our proposition, it is not the intention of the Japanese Government to interfere with direct negotiations between the two Governments concerned as may be seen from the first part of Article VII of our last proposition ; but we only wish the independence and integrity of China as repeatedly declared on the part of Russia and security for our important interests in that province. This is not for the purpose of interfering with the affairs of the two Powers concerned, but

Je lui ai demandé de faire ses meilleurs efforts pour obtenir le plus tôt possible un ordre impérial sur cette question. Il me dit, en réponse, qu'il vaudrait mieux que je lui écrivisse une note donnant le sens des instructions que j'avais reçues de vous ; alors, il l'enverra immédiatement à l'Empereur. A la fin de la conversation, je demandai si je ne pourrais obtenir quelque information au sujet des modifications proposées par l'amiral Alexieff. Il sembla assez embarrassé pour me répondre directement ; mais il me dit que le Gouvernement russe était prêt à entrer en arrangement immédiat avec le Japon au sujet de la Corée, même en faisant de larges concessions ; mais, quant à la Mandchourie, la Russie avait une fois pris possession de ce pays par droit de conquête ; néanmoins elle était disposée à la rendre à la Chine, mais avec certaines garanties assurant la sécurité des intérêts énormes que la Russie a en Mandchourie. La Chine insistant toujours sur son refus de donner telles garanties, il n'est pas possible pour la Russie, d'arriver à un arrangement quelconque avec une tierce puissance concernant la Mandchourie, vu que la question existe exclusivement entre les deux pays concernés. Je dis alors que, si j'appréciais exactement la nature de notre proposition, ce n'était pas l'intention du Gouvernement japonais de s'immiscer dans les négociations directes entre les deux Gouvernements concernés, comme on peut le voir par la première partie de l'article 7 de notre dernière proposition ; mais nous ne désirons que l'indépendance et l'intégrité de la Chine, telles qu'elles ont été à plusieurs reprises affirmées de la part de la Russie, et la sécurité pour nos importants intérêts dans cette province. Ce n'est pas dans le but de nous mêler des affaires des deux puissances concernées, mais uniquement pour prévenir des malentendus entre la Russie et le Japon au sujet de la province où ces deux

only to prevent misunderstanding between Russia and Japan regarding the province where both Powers have some interest ; and I added that if in principle such an *entente* could in some form or other be arrived at, perhaps even negotiations between Russia and China might be more easily carried out. He thereupon repeated his request for me to write him a note as above mentioned, and that I should add my own opinion in it, and that he would immediately send it to the Emperor. He told me that he expects to have audience on the 25th November at Skernevice and that the note could be sent to him towards this evening. I judge from the tone of Count Lamsdorff's conversation that the modifications proposed by Admiral Alexieff will not be favourable to our proposition regarding China and Manchuria.

N° 28. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio November 28th, 1903.

Telegram.)

You report in your telegram of November 22nd that Count Lamsdorff expected to have audience of the Emperor on the 25th instant. Accordingly you are instructed to see Count Lamsdorff as soon as possible and ask him what action has been taken regarding further instructions to Baron Rosen.

puissances ont quelques intérêts, et j'ajoutai que, si en principe, on pouvait arriver, sous une forme ou sous une autre, à une telle entente, peut-être même des négociations entre la Russie et la Chine pourraient-elles être plus facilement menées à bonne fin. Là-dessus, il répéta la demande qu'il m'avait faite de lui écrire une note comme mentionnée ci-dessus, en me disant d'y ajouter mon opinion personnelle, et qu'il l'enverrait immédiatement à l'Empereur. Il me dit qu'il s'attendait à avoir une audience le 25 novembre à Skernevice et que la note pourrait lui être envoyée vers ce soir. Je juge, d'après le ton de la conversation du comte Lamsdorff, que les modifications proposées par l'amiral Alexieff ne seront pas favorables à notre proposition concernant la Chine et la Mandchourie.

N° 28. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 28 novembre 1903.

Vous annoncez, dans votre télégramme du 22 novembre, que le comte Lamsdorff s'attendait à avoir une audience de l'Empereur le 25 courant. En conséquence, vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff aussitôt que possible et de lui demander quelles mesures ont été prises au sujet d'instructions ultérieures à adresser au baron Rosen.

N° 29. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, November 27th, 1903. Received, November 28th, 1903.

(Telegram.)

Count Lamsdorff told me he did not see the Emperor November 25th, on account of the sickness of the Empress. Interior inflammation of her right ear has necessitated an operation. He said that he immediately despatched to the Emperor my note mentioned in my telegram of November 22nd.

N° 30. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, Décembre 1st, 1903.

Telegram.)

The Japanese Government have from the first attached the highest importance to a speedy solution of the questions which form at this time the subject of negotiations between Japan and Russia. It seemed to them that in a matter of such vital moment as that which engages the attention of the Cabinets of Tokio and St. Petersburg, a quick conclusion was only second in importance to a satisfactory conclusion. Consistently with that view the Japanese Government have at all times during the progress of the negotiations made it a special point to give prompt answers to all propositions of the Russian Government. The negotiations have now been pen-

N° 29. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 27 novembre 1903. Reçue le 28 novembre 1903.

Le comte Lamsdorff m'a dit qu'il n'a pas vu l'Empereur le 25 novembre, à cause de la maladie de l'Impératrice. Une inflammation intérieure de son oreille droite a nécessité une opération. Il m'a dit avoir immédiatement envoyé à l'Empereur ma note mentionnée dans mon télégramme du 22 novembre.

N° 30. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 1^{er} décembre 1903.

Le Gouvernement japonais a, dès le début, attaché la plus haute importance à une solution rapide des questions qui forment, en ce moment, le sujet de négociations entre le Japon et la Russie. Il lui semblait que, dans une affaire d'importance aussi vitale que celle qui occupe l'attention des cabinets de Tokio et de Saint-Petersbourg, une conclusion prompte n'était inférieure en importance qu'à une conclusion satisfaisante. Logiquement, avec cette manière de voir, le Gouvernement japonais, en tout temps, pendant la marche des négociations, s'est fait un devoir spécial de donner de promptes réponses à toutes propositions du Gouvernement russe.

ding for no less than four months, and they have not yet reached a stage where the final issue can with certainty be predicted. In these circumstances the Japanese Government cannot but regard with grave concern the situation for which the delays in negotiations are largely responsible. You are instructed to see Count Lamsdorff as soon as possible and place the foregoing considerations before him in such form and manner as to make your representations as impressive as possible. You will add that the Japanese Government believe they are rendering service to the general interest in thus frankly explaining to the Russian Government the actual state of things.

N° 31. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, December 2nd, 1903. Received, December 3rd, 1903.

(Telegram.)

I heard that the Russian Government are still repeatedly communicating with Admiral Alexieff.

N° 32. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, December 4th, 1903. Received, December 4th, 1903.

(Telegram.)

Count Lamsdorff received me on the night of December 3rd. I handed

Les négociations, maintenant, n'ont pas duré moins de quatre mois, et elles ne sont pas encore arrivées à un stade où l'issue finale puisse être prédite avec certitude. Dans ces circonstances, le Gouvernement japonais ne peut qu'envisager avec de graves réflexions la situation, dont les retards dans les négociations sont grandement responsables. Vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff aussitôt que possible, et de lui exposer les considérations précédentes, dans telle forme et de telle manière que vos représentations en deviennent aussi impressionnantes que possible. Vous ajouterez que le Gouvernement japonais croit rendre service à l'intérêt général, en exposant au Gouvernement russe, avec une pareille franchise, l'état actuel des choses.

N° 31. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 2 décembre 1903. Reçue le 3 décembre 1903.

J'ai appris que le Gouvernement russe communiquait toujours fréquemment avec l'amiral Alexieff.

N° 32. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 4 décembre 1903. Reçue le 4 décembre 1903.

Le comte Lamsdorff m'a reçu dans la nuit du 3 décembre. Je lui ai

him a French translation of your telegram of December 1st together with a letter which I addressed to him expressing fully the pressing situation under which the Japanese Government are now labouring. He said that the question requires consideration still, and he is in communication with Admiral Alexieff ; but the Emperor is to return December 5th, and he said that he will fully explain the urgency of the matter on the occasion of his audience on the following Tuesday. He thinks he will then be able to send instructions to Baron Rosen. To my question whether it is not possible for him to have audience at an earlier date, he said that Saturday is the fête of Crown Prince, no business is transacted on Sunday, and he will be occupied with other affairs on Monday. He promised to let me know the result of his audience next Wednesday.

N° 33. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, December 9th, 1903. Received, December 10th, 1903.

(Telegram.)

Count Lamsdorff told me December 9th that an Imperial order had been sent yesterday to Admiral Alexieff and Baron Rosen to continue the negotiations in accordance with Counter-Proposals of Admiral Alexieff, but that the Japanese propositions have been fully considered. I asked whether he could inform me of the nature of the propositions on which

remis une traduction française de votre télégramme du 1^{er} décembre, en même temps qu'une lettre que je lui adressais, en lui exprimant pleinement la situation pressante qui pèse actuellement sur le Gouvernement japonais. Il me dit que la question exigeait toujours de l'étude, et qu'il était en communication avec l'amiral Alexieff ; mais l'Empereur doit revenir le 5 décembre et il me dit qu'il lui exposerait pleinement l'urgence de l'affaire, à l'occasion de son audience du mardi suivant. Il croit qu'il pourra, alors, envoyer des instructions au baron Rosen. Je lui demandai s'il ne lui serait pas possible d'avoir une audience à une date plus rapprochée ; il me dit que, samedi, c'était la fête du prince impérial ; que, le dimanche, on ne traitait aucune affaire ; et que, lundi, il serait occupé d'autres affaires. Il me promit de me faire connaître, mercredi prochain, le résultat de son audience.

N° 33. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 9 décembre 1903. Reçue le 10 décembre 1903.

Le comte Lamsdorff m'a dit, le 9 décembre, qu'hier a été envoyé à l'amiral Alexieff et au baron Rosen, un ordre impérial à l'effet de continuer les négociations en conformité avec les contre-propositions de l'amiral Alexieff, mais que les propositions japonaises avaient été étudiées avec soin. Je lui demandai s'il pouvait m'informer de la nature des propositions

Baron Rosen is authorized to continue the negotiations. He said that they will be officially communicated within two or three days through Baron Rosen to the Japanese Government.

N° 34. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, December 12th, 1903.

(Telegram.)

Baron Rosen called on me December 11th and under instructions of his Government, officially presented to me the following Counter-Proposals of the Russian Government in reply to our definitive amendments as stated in my telegram of October 30th : —

1. Mutual engagement to respect the independence and territorial integrity of the Korean Empire.

2. Recognition by Russia of Japan's preponderating interests in Korea and of the right of Japan to assist Korea with advice tending to improve the civil administration.

3. Engagement on the part of Russia not to oppose the development of the industrial and commercial activities of Japan in Korea, nor the adoption of measures for the protection of those interests.

4. Recognition by Russia of the right of Japan to send troops to Korea for the purpose mentioned in the preceding Article, or for the purpose of

sur lesquelles le baron Rosen est autorisé à continuer les négociations. Il me dit qu'elles seraient officiellement communiquées au Gouvernement japonais, dans deux ou trois jours, par le baron Rosen.

N° 34. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 12 décembre 1903.

Le baron Rosen est venu me voir le 11 décembre et, suivant instructions de son Gouvernement, m'a présenté officiellement les contre-propositions suivantes du Gouvernement russe, en réponse à nos amendements définitifs, tels qu'ils sont établis dans mon télégramme du 30 octobre :

1. Engagement mutuel de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée.

2. Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée et du droit pour le Japon d'assister la Corée de ses avis, dans le but d'améliorer l'administration civile.

3. Engagement de la part de la Russie de ne pas s'opposer au développement des activités industrielles et commerciales du Japon en Corée, ni à l'adoption de mesures pour la protection de ces intérêts.

4. Reconnaissance par la Russie du droit du Japon d'envoyer des troupes en Corée, dans le but mentionné au précédent article, ou dans le but

Suppressing insurrections or disorders capable of creating international complications.

5. Mutual engagement not to make use of any part of the Korean territory for strategical purposes and not to undertake on the Korean coast any military works capable of menacing the freedom of navigation in the Straits of Corea.

6. Mutual engagement to consider the territory of Corea to the north of the 39th parallel as a neutral zone, within the limits of which neither of the Contracting Parties shall introduce troops.

7. Mutual engagement not to impede the connection of the Korean and East China Railways, when those railways shall have been extended to the Yalu.

8. Abrogation of all previous Agreements between Russia and Japan respecting Corea.

N° 35. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, December 21st 1903.

Telegram.)

In an interview with the Russian Minister, December 21st, I pointed out the fundamental difference in territorial compass between Japan's original proposals and Russia's new Counter-Proposals, and after fully

d'étouffer des insurrections ou des désordres susceptibles de créer des complications internationales.

5. Engagement mutuel de ne se servir d'aucune partie du territoire coréen pour des buts stratégiques et de n'entreprendre sur le littéral coréen aucuns travaux militaires de nature à menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée.

6. Engagement mutuel de considérer le territoire coréen au nord du 39^e parallèle comme zone neutre, dans les limites de laquelle ni l'une ni l'autre des parties contractantes n'introduira de troupes.

7. Engagement mutuel de ne pas empêcher la jonction des chemins de fer de Corée et de la Chine orientale, lorsque ces chemins de fer seront prolongés jusqu'au Yalou.

8. Abrogation de tous accords antérieurs entre la Russie et le Japon au sujet de la Corée.

N° 35. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 21 décembre 1903.

Dans une entrevue avec le ministre de Russie, le 21 décembre, j'ai relevé la différence fondamentale, en fait de portée territoriale, entre les propositions premières du Japon et les nouvelles contre-propositions russes,

explaining the reasons which induced the Japanese Government to believe it to be desirable in the general interest to include in the proposed understanding all regions in the Extreme East where the interests of the two Empires meet, I expressed the hope that the Russian Government would reconsider their position regarding that branch of the question. I also informed him fully respecting the amendments which Japanese Government consider it necessary to introduce into Russia's new Counter-Proposals. Accordingly, in order to remove every possibility of misunderstanding on the part of Russia respecting the attitude of the Japanese Government, you are instructed to deliver to Count Lamsdorff a Note Verbale to the following effect :

« The Imperial Government have examined with great care and attention the new Russian Counter-Proposals of the 11th instant. They regret to find that the Imperial Russian Government did not see their way in those proposals to give to the compass of the suggested understanding the same territorial extension as was deemed essential by Japan. The Imperial Government, in their original invitation to the Imperial Russian Government in August last, endeavoured to make it entirely clear that they desired, with a view to remove from their relations with the Imperial Russian Government every cause for future misunderstanding, to bring within the purview of the proposed arrangement all those regions in the Extreme East where the interests of the two Empires meet, and they cannot bring themselves to the conviction that a full realization of that desire can be expected if a large and important portion of those regions is wholly

et, après avoir pleinement expliqué les raisons qui ont conduit le Gouvernement japonais à croire qu'il est désirable, dans l'intérêt général, de comprendre dans l'entente proposée, toutes les régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux empires sont en contact, j'exprimai l'espoir que le Gouvernement russe reviendrait sur son attitude dans cette partie de la question. Je lui donnai aussi pleine information au sujet des amendements que le Gouvernement japonais juge nécessaire d'introduire dans les nouvelles contre-propositions de la Russie. En conséquence, dans le but d'écarter toute possibilité de malentendu, de la part de la Russie, au sujet de l'attitude du Gouvernement japonais, vous avez instruction de remettre au comte Lamsdorff une Note verbale à l'effet suivant :

« Le Gouvernement impérial a examiné avec grand soin et attention les contre-propositions russes du 11 courant. Il regrette de reconnaître que le Gouvernement impérial russe n'ait pas trouvé le moyen, dans ces propositions, de donner à la portée de l'entente suggérée, la même extension territoriale que celle qui était regardée comme essentielle par le Japon. Le gouvernement impérial, dans son invitation première, adressée au Gouvernement impérial russe en août dernier, s'est efforcé de rendre parfaitement clair qu'il désirait, en vue d'écarter de ses relations avec le Gouvernement impérial russe, toute cause de malentendu futur, faire entrer dans le domaine de l'arrangement proposé toutes ces régions de l'Extrême-Orient où les intérêts des deux empires sont en contact ; et il ne saurait se convaincre qu'une pleine réalisation de ce désir puisse être espérée, si une grande et importante partie de ces régions est totalement exclue de la dé-

excluded from consideration. Accordingly, the Imperial Government feel constrained to ask the Imperial Russian Government to reconsider their position on the subject, and they hope that the Russian Government will be able to see their way to arrive at a satisfactory solution of the question. The Imperial Government also find it necessary to ask for the following amendments to the new Russian Counter-Proposals :

» *a.* Article II to read : « Recognition by Russia of Japan's preponderating interests in Corea and of the right of Japan to give Corea advice and assistance tending to improve the administration of the Korean Empire. »

» *b.* Article V to read : « Mutual engagement not to undertake on the Korean coast any military works capable of menacing the freedom of navigation in the Straits of Corea » ; and

» *c.* Article VI to be suppressed.

» As the principal part of these amendments cannot be said to be in excess of the modifications which were agreed to *ad referendum* at Tokio and as the Imperial Government consider those changes indispensable, it is hoped that they will receive the ready agreement of the Imperial Russian Government. »

In presenting the foregoing note to Count Lamsdorff, you will say that I have spoken to Baron Rosen in a similar sense, and you will also express the desire for an early response.

libération. En conséquence, le Gouvernement impérial se sent forcé de demander au Gouvernement impérial russe de revenir sur son attitude à ce sujet ; et il espère que le Gouvernement russe pourra trouver la voie nécessaire pour arriver à une solution satisfaisante de la question. Le Gouvernement impérial trouve aussi nécessaire de demander les amendements suivants aux nouvelles contre-propositions russes :

» *a.* Lire ainsi l'article 2 : Reconnaissance par la Russie des intérêts prépondérants du Japon en Corée, et du droit pour le Japon de donner à la Corée avis et assistance dans le but d'améliorer l'administration de l'empire de Corée.

» *b.* Lire ainsi l'article 5 : Engagement mutuel de n'entreprendre, sur le littoral coréen, aucuns travaux militaires susceptibles de menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée ; et

» *c.* Suppression de l'article 6.

» Comme l'on ne saurait dire que la partie principale de ces amendements excède les modifications qui avaient été agréées *ad referendum* à Tokio, et comme le Gouvernement impérial considère ces changements comme indispensables, on espère qu'ils trouveront le Gouvernement impérial russe prêt à les agréer. »

En présentant la note précédente au comte Lamsdorff, vous direz que j'ai parlé dans le même sens au baron Rosen et vous exprimerez aussi le désir d'une réponse prochaine.

N° 36. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, December 23rd, 1903. Received, December 24th, 1903.

(Telegram.)

Upon receipt of your telegraphic instructions, I saw Count Lamsdorff December 23rd at 2 p. m. He told me he had received a telegram from Baron Rosen, stating that the latter had had an interview with you, and that particulars would follow, but such particulars had not been received yet by him. When I handed him the Note Verbale, he said that he would study it together with report from Baron Rosen, and that he would do his best to send the Russian answer at the earliest possible date ; but he added that he would have to communicate with Admiral Alexieff. In conclusion, I stated to him that under the present circumstances it might cause serious difficulties, even complications, if we failed to come to an *entente* and I hoped he would exercise his best influence so as to enable us to reach the desired end.

N° 37. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, January, 1st, 1904. Received, January, 2nd, 1904.

(Telegram.)

I saw Count Lamsdorff January 1st, and asked whether any action had been taken regarding our last propositions. He said they had been

N° 36. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, 23 décembre 1903. Reçue le 24 décembre 1903.

Au reçu de vos instructions télégraphiques, j'ai vu le comte Lamsdorff, le 23 décembre, à 2 heures de l'après-midi. Il me dit qu'il avait reçu du baron Rosen un télégramme établissant que ce dernier avait eu une entrevue avec vous et que les détails suivraient, mais qu'il n'avait pas encore reçu ces détails. Lorsque je lui remis la Note verbale, il dit qu'il l'étudierait ensemble avec le rapport du baron Rosen, et qu'il ferait de son mieux pour envoyer la réponse russe à la date la plus rapprochée possible ; mais il ajoute qu'il aurait à communiquer avec l'amiral Alexieff. En concluant, je lui déclarai que, dans les circonstances actuelles, il pourrait y avoir lieu à de sérieuses difficultés, même à des complications, si nous manquions d'arriver à une entente, et que j'espérais qu'il userait de toute son influence pour atteindre la fin désirée.

N° 37. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, 1^{er} janvier 1904. Reçue le 2 janvier 1904.

J'ai vu le comte Lamsdorff le 1^{er} janvier, et lui ai demandé si l'on avait fait quelque chose au sujet de nos dernières propositions. Il m'a dit

fully considered ; and he asked me to assure you that Baron Rosen will soon be instructed to proceed with the negotiations in a friendly and conciliatory spirit, and he added that he saw no reason why we could not arrive at an *entente*.

N° 38. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, January 7th, 1904.

(Telegram.)

Baron Rosen handed to me January 6th the following reply of the Russian Government to our last propositions of December 21st last : —

“ Having no objection to the amendments to Article II of the Russian Counter-Proposals as proposed by the Imperial Japanese Government, the Imperial Government considers it necessary :

“ 1. To maintain the original wording of Article V which had already been agreed to by the Imperial Japanese Government, that is to say, ‘ mutual engagement not to use any part of the territory of Corea for strategical purposes, nor to undertake on the coasts of Corea any military works capable of menacing the freedom of navigation in the Straits of Corea.’

“ 2. To maintain Article VI concerning a neutral zone (this for the very purpose which the Imperial Japanese Government has likewise in view,

qu’elles avaient été pleinement examinées ; et il me demanda de vous assurer que le baron Rosen recevra bientôt des instructions à l’effet de continuer les négociations dans un esprit amical et de conciliation ; il ajouta aussi qu’il ne voyait pas de raison pour laquelle nous ne pourrions pas arriver à une entente.

N° 38. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 7 janvier 1904.

Le baron Rosen m’a remis, le 6 janvier, la réponse suivante du Gouvernement russe à nos dernières propositions du 21 décembre dernier :

« N’ayant pas d’objections aux amendements à l’article 2 des contre-propositions russes, tels qu’ils ont été proposés par le Gouvernement impérial japonais, le Gouvernement impérial russe regarde comme nécessaire :

» 1° De maintenir le texte principal de l’article 5, qui avait déjà été agréé par le Gouvernement impérial japonais, c’est-à-dire « engagement mutuel de ne se servir d’aucune partie du territoire de la Corée dans des buts stratégiques et de n’entreprendre sur les côtes de Corée aucuns travaux militaires susceptibles de menacer la liberté de navigation dans le détroit de Corée.

» 2. De maintenir l’article 6 concernant une zone neutre (cela dans le but même que le Gouvernement impérial japonais a également en vue,

that is to say, to eliminate everything that might lead to misunderstandings in the future ; a similar zone, for example, exists between the Russian and British possessions in Central Asia).

“ In case the above conditions are agreed to, the Imperial Government would be prepared to include in the projected agreement an Article of the following tenor :

“ ‘ Recognition by Japan of Manchuria and her littoral as being outside her sphere of interests, whilst Russia, within the limits of that province, will not impede Japan, nor other Powers in the enjoyment of rights and privileges acquired by them under existing treaties with China, exclusive of the establishment of settlements. ’ ”

N° 39. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, January, 13th, 1904.

(Telegram.)

You are instructed to deliver to Count Lamsdorff a Note Verbale to the following effect which, you will say, is intended to confirm to him the views of the Imperial Government communicated by me to Baron Rosen on the 13th January : —

The Imperial Government, in order to arrive at a pacific solution of the pending questions and to firmly establish the basis of good relation bet-

c'est-à-dire pour éliminer tout ce qui pourrait conduire à des malentendus dans l'avenir ; une zone semblable, par exemple, existe entre les possessions russes et britanniques, dans l'Asie centrale).

» Dans le cas où les conditions susmentionnées seraient agréées, le Gouvernement impérial serait disposé à comprendre dans l'accord projeté un article de la teneur suivante :

» Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral
 » comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts, tandis que la Russie, dans
 » les limites de cette province, ne gênera pas le Japon, ni d'autres puissances
 » dans la jouissance des droits et privilèges par eux acquis en vertu de
 » traités existants avec la Chine, à l'exclusion de l'établissement de résidences.
 » ces. »

N° 39. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 13 janvier 1904.

Vous avez instruction de remettre au comte Lamsdorff une Note verbale à l'effet suivant, qui, direz-vous, a pour but de lui confirmer les vues du Gouvernement impérial par moi communiquées au baron Rosen, le 13 janvier :

Le Gouvernement impérial, dans le but d'arriver à une solution pacifique des questions pendantes, et d'établir fermement la base de bonnes

ween Japan and Russia, and in addition with a view to protect the rights and interests of Japan, have given most careful and serious consideration to the reply of the Imperial Russian Government which was delivered by His Excellency Baron Rosen on the 6th instant. They have finally come to the conclusion that the following modifications are necessary, i. e. : —

1. Suppression of the first clause of Article V of the Russian Counter-Proposals (presented to the Japanese Government through Baron Rosen December 11th) that is to say, “ not to use any part of Corean territory for strategical purposes. ”

2. Suppression of the whole Article (VI) concerning establishment of a neutral zone.

3. The Russian proposal concerning Manchuria to be agreed to with the following modifications :

a. Recognition by Japan of Manchuria and its littoral as being outside her sphere of interest and an engagement on the part of Russia to respect the territorial integrity of China in Manchuria.

b. Russia within the limits of Manchuria will not impede Japan nor other Powers in the enjoyment of rights and privileges acquired by them under the existing treaties with China.

c. Recognition by Russia of Corea and its littoral as being outside her sphere of interest.

4. Addition of an article to the following effect : —

relations entre le Japon et la Russie et, additionnellement, en vue de protéger les droits et intérêts du Japon, a examiné avec le plus grand soin et de la façon la plus sérieuse, la réponse du Gouvernement impérial russe qui a été remise le 6 courant par Son Excellence le baron Rosen. Il est arrivé finalement à la conclusion que les modifications suivantes sont nécessaires, à savoir :

1. Suppression de la première clause de l'article 5 des contre-propositions russes (présentées au Gouvernement japonais, le 11 décembre, par le baron Rosen), c'est-à-dire « de ne se servir d'aucune partie du territoire coréen dans des buts stratégiques. »

2. Suppression de tout l'article (6) concernant l'établissement d'une zone neutre.

3. Acceptation de la proposition russe concernant la Mandchourie avec les modifications suivantes :

a. Reconnaissance par le Japon de la Mandchourie et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts, et engagement de la part de la Russie de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie.

b. La Russie, dans les limites de la Mandchourie, n'entravera pas le Japon, ni d'autres puissances, dans la jouissance de droits et privilèges par eux acquis en vertu des traités existants avec la Chine.

c. Reconnaissance par la Russie de la Corée et de son littoral comme étant en dehors de sa sphère d'intérêts.

4. Addition d'un article à l'effet suivant :

Recognition by Japan of Russia's special interests in Manchuria and of the right of Russia to take measures necessary for the protection of those interests.

The grounds for these amendments having been frequently and fully explained on previous occasions, the Imperial Government do not think it necessary to repeat the explanations. It is sufficient here to express their earnest hope for reconsideration by the Imperial Russian Government.

It should be further remarked that the suppression of the clause excluding the establishment of settlements in Manchuria is desired because it conflicts with stipulations of the new Commercial Treaty between Japan and China. In this respect, however, Japan will be satisfied if she receives equal treatment with another Power which has already acquired similar rights in regard to settlements in Manchuria. The statement in the Russian reply that the Japanese Government have agreed to the original wording of Article V of the Russian Counter-Proposals is erroneous, no such agreement ever having been expressed by the Imperial Government.

The above-mentioned amendments being proposed by the Imperial Government entirely in a spirit of conciliation, it is expected that they will be received with the same spirit at the hands of the Imperial Russian Government; and the Imperial Government further hope for an early reply from the Imperial Russian Government since further delay in the solution of the question will be extremely disadvantageous to the two countries.

Reconnaissance par le Japon, des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie et du droit pour la Russie de prendre des mesures nécessaires pour la protection de ces intérêts.

Les motifs de ces amendements ayant été fréquemment et pleinement exposés dans des occasions antérieures, le Gouvernement impérial ne croit pas nécessaire de répéter ces explications. Il lui suffit ici d'exprimer sa sérieuse espérance d'un nouvel examen de la part du Gouvernement impérial russe.

De plus, il devait être remarqué que la suppression de la clause excluant l'établissement de résidences en Mandchourie est désirée, parce qu'elle est en contradiction avec les stipulations du nouveau traité de commerce entre le Japon et la Chine. A cet égard, néanmoins, le Japon sera satisfait s'il reçoit traitement égal à celui d'une autre puissance qui a déjà acquis des droits semblables par rapport à des résidences en Mandchourie. La déclaration de la réponse russe que le Gouvernement japonais a accepté le texte primitif de l'article 5 des contre-propositions russes est erronée, aucune acceptation de ce genre n'ayant jamais été exprimée par le Gouvernement impérial.

Les amendements susmentionnés étant proposés par le Gouvernement impérial tout à fait dans un esprit de conciliation, on s'attend à ce qu'ils soient accueillis dans le même esprit par le Gouvernement impérial russe; et le Gouvernement impérial, de plus, espère une prompte réponse du Gouvernement impérial russe, attendu qu'un nouveau retard dans la solution de la question sera extrêmement désavantageux pour les deux pays.

N° 40. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, January, 23th, 1904.

(Telegram.)

You are instructed to sound Count Lamsdorff respecting the probable nature of Russia's reply to our last note and when the reply will be delivered.

N° 41. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, January 25th, 1904. Received, January 25th, 1904.

(Telegram.)

In reference to your telegram of 23rd instant, I saw Count Lamsdorff January 24th and asked his views in regard to our last proposals and also how soon the Russian answer could be given. He was not inclined to enter into details, but said that there are certain points to which he could not agree. He expects to lay his views before the Emperor next Tuesday, January 26th, and he hopes to be able to send an answer before long.

M. de Hartwig whom I saw this afternoon, told me that the Department of Foreign Affairs is yet in communication with Admiral Alexieff, and he cannot say how soon an answer can be sent to Japan.

N° 40. — Le baron Komura à M. Kurino,

Tokio, 23 janvier 1904.

Vous avez instruction de sonder le comte Lamsdorff au sujet de la nature probable de la réponse de la Russie à notre dernière Note et de la date à laquelle la réponse sera remise.

N° 41. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 25 janvier 1904. Reçue le 25 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 23 courant, j'ai vu le comte Lamsdorff le 24 janvier, et lui ai demandé ses vues par rapport à nos dernières propositions, et, aussi, à quelle époque la réponse russe serait remise. Il n'était pas disposé à entrer dans des détails, mais il me dit qu'il y avait certains points qu'il ne pouvait accepter. Il espère exposer ses vues devant l'Empereur mardi prochain, 26 janvier, et pense pouvoir envoyer une réponse avant longtemps.

M. de Hartwig, que j'ai vu cet après-midi, m'a dit que le département des Affaires étrangères est encore en communication avec l'amiral Alexieff, et il ne peut dire dans combien de temps une réponse pourra être envoyée au Japon.

N° 42. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, January 26th, 1904.

(Telegram.)

As the situation admits of no indefinite delay in the settlement of the questions involved, you will seek an interview with Count Lamsdorff at the earliest opportunity and state to him as an instruction from your Government that in the opinion of the Imperial Government a further prolongation of the present state of things being calculated to accentuate the gravity of the situation, it is their earnest hope that they will be honoured with an early reply, and that they wish to know at what time they may expect to receive the reply.

N° 43. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, January 26th, 1904. Received, January 27th, 1904.

(Telegram.)

In reference to your telegram of the 26th instant, the Russian Minister for Foreign Affairs said that the Ministers of War, Marine and other authorities concerned are to meet on the 28th January for the consideration of the question, and that their decision will be submitted to the Emperor for sanction, and he remarked that it had been the intention of Admiral Alexieff to come here ; but that that idea was now abandoned, and his

N° 42. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 26 janvier 1904.

Comme la situation n'admet pas de retard indéfini dans le règlement des questions impliquées, vous chercherez à avoir, à la première occasion, une entrevue avec le comte Lamsdorff, et vous lui déclarerez, comme instruction de votre Gouvernement, que, dans l'opinion du Gouvernement impérial, une prolongation ultérieure de l'état présent des choses étant destinée à accentuer la gravité de la situation, il espère sérieusement qu'il sera honoré d'une prompte réponse, et désire savoir à quel moment il peut s'attendre à recevoir cette réponse.

N° 43. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 26 janvier 1904. Reçue le 27 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 26 courant, le Ministre russe des Affaires Etrangères m'a dit que les Ministres de la Guerre, de la Marine et autres autorités concernées doivent se réunir le 28 janvier pour examiner la question, et que leur décision sera soumise à l'Empereur pour sanction ; il remarqua que l'amiral Alexieff avait eu l'intention de venir ici ; mais que cette idée était maintenant abandonnée, et que son opinion serait

opinion will soon be received by telegraph. Under these circumstances, he says, he is unable to give the exact date when the reply will be given ; but he can say it will not be much delayed. He said that he had received reports from official sources to the effect that Japan had sent a considerable number of troops, munitions and war materials to Corea, and asked me whether I could give him any explanation regarding it. I simply answered that I knew nothing of such facts, and regretted not being able to give him any explanation. He added that such action on the part of Japan causes a very bad impression, while the two Governments are engaged seriously in such important negotiations. Telegraph me for my information whether the reports are true, and if so, the details.

N° 44. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, January 28th, 1904.

(Telegram.)

In reference to your telegram of 26th instant, you will see Count Lamsdorff at an early opportunity and say to him that you have been authorized to deny positively the statement that Japan has sent to Corea a considerable number of troops, munitions and war materials. As a matter of fact, no troops have recently been sent to Corea nor any ammunitions have been sent beyond the amount required for the ordinary use of the

bientôt reçue par télégraphe. Dans ces circonstances, dit-il, il ne peut donner la date exacte à laquelle la réponse sera remise ; mais il peut dire qu'elle ne sera pas beaucoup retardée. Il me dit qu'il avait reçu des rapports de source officielle à cet effet, que le Japon avait envoyé une quantité considérable de troupes, de munitions et de matériel de guerre en Corée, et il me demanda si je pouvais lui donner une explication à ce sujet. Je répondis simplement que je ne connaissais aucun fait de ce genre et que je regrettais de ne pouvoir lui donner d'explications. Il ajouta qu'une pareille action de la part du Japon cause une très mauvaise impression, alors que les deux Gouvernements sont engagés sérieusement dans des négociations si importantes. Télégraphiez-moi pour mon information si ces rapports sont vrais, et, dans ce cas, les détails.

N° 44. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 28 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 26 courant, vous verrez le comte Lamsdorff à la première occasion et lui direz que vous avez été autorisé à démentir positivement le rapport disant que le Japon a envoyé en Corée une quantité considérable de troupes, de munitions et de matériel de guerre. En fait, il n'a pas été récemment envoyé de troupes en Corée, et il n'y a pas été envoyé de munitions, au delà de la quantité requise pour

Japanese troops stationed in Corea. You will then ask him whether the report that Russian troops are being concentrated on the Korean frontier is true, and if so, that such military movement is to be highly deprecated. Finally, you will ask him whether he is not able to acquaint you, for your own information, with the nature of the decision taken at the proposed conference of the Ministers on the 28th January, and whether he can indicate the approximate date on which the Russian reply is to be given.

N° 45. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, January 28th, 1904. Received, January 29th, 1904.

(Telegram.)

Count Lamsdorff is satisfied with the explanation contained in your telegram of to-day. As to the question regarding the concentration of Russian troops near the Yalu, he does not believe it to be true, and he remarked that such newspaper reports are very regrettable. I tried to obtain information about the decision of to-day's meeting. He said that it is not possible for him to say anything concerning it as it will not be sent to the Emperor, and that until the respective Ministers have been received by the Emperor respecting the question, nothing can be said definitely. He stated that the Grand Duke Alexis and the Minister of Marine are to be received in audience next Monday, and the Minister of War and himself

l'usage ordinaire des troupes japonaises stationnées en Corée. Vous lui demanderez ensuite si le rapport suivant lequel des troupes russes sont concentrées sur la frontière de Corée est vrai et, dans ce cas, vous lui direz qu'un pareil mouvement militaire doit être hautement désapprouvé. Enfin, vous lui demanderez s'il ne peut vous faire connaître, pour votre information personnelle, la nature de la décision prise à la conférence proposée des ministres, le 28 janvier, et s'il peut indiquer la date approximative à laquelle la réponse russe doit être donnée.

N° 45. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, 28 janvier 1904. Reçue le 29 janvier 1904.

Le comte Lamsdorff est satisfait de l'explication contenue dans votre télégramme de ce jour. Quant à la question concernant la concentration de troupes russes près du Yalou, il ne croit pas que ce soit vrai ; il a fait remarquer que de pareils rapports de journaux sont très regrettables. Je cherchai à obtenir des informations au sujet de la décision de la réunion de ce jour. Il me dit qu'il ne lui était pas possible de dire quoi que ce soit à ce sujet, vu que la décision ne sera pas envoyée à l'Empereur, et que, jusqu'à ce que les Ministres respectifs aient été reçus par l'Empereur au sujet de cette question, rien ne saurait être dit définitivement. Il déclara que le Grand-Duc Alexis et le Ministre de la Marine doivent être reçus en

on Tuesday ; and he thinks an answer will be sent to Admiral Alexieff on the latter day. I pointed out the urgent necessity to accelerate the despatch of an answer as much as possible, because further prolongation of the present condition is not only undesirable but rather dangerous. I added that all the while the world is loud with rumours and that I hoped he would take special steps so as to have an answer sent at an earlier date than mentioned. He replied that he knows the existing condition of things very well, but that the dates of audience being fixed as above-mentioned, it is not now possible to change them ; and he repeated that he will do his best to send the reply next Tuesday.

N° 46. — Baron Komura to Mr. Kurino.

Tokio, January 30th, 1904.

(Telegram.)

In reference to your telegram of January 28th, you are instructed to see Count Lamsdorff at the earliest opportunity and state to him substantially in the following sense :—

« Having reported to your Government that the Russian Government would probably give a reply on next Tuesday, you have been instructed to say to Count Lamsdorff that being fully convinced of the serious disadvantage to the two Powers concerned of the further prolongation of the

audience lundi prochain, et le Ministre de la guerre et lui-même, mardi ; il pense qu'une réponse sera envoyée à l'amiral Alexieff ce dernier jour. J'insistai sur l'urgente nécessité d'accélérer autant que possible l'envoi d'une réponse, attendu qu'une prolongation ultérieure de la situation actuelle était non seulement peu désirable, mais vraiment dangereuse. J'ajoutai que, pendant tout ce temps, le monde était plein de rumeurs et que j'espérais qu'il ferait des démarches spéciales, de manière qu'une réponse fût envoyée à une date plus rapprochée que celle mentionnée. Il répondit qu'il connaissait parfaitement la situation actuelle des choses, mais que, les dates d'audience étant fixées comme ci-dessus, il n'était pas possible maintenant de les changer ; et il répéta qu'il ferait de son mieux pour envoyer la réponse mardi prochain.

N° 46. — Le baron Komura à M. Kurino.

Tokio, 30 janvier 1904.

En référence à votre télégramme du 28 janvier, vous avez instruction de voir le comte Lamsdorff à la première occasion, et de lui déclarer en substance, dans le sens suivant :

« Ayant rapporté à votre Gouvernement que le Gouvernement russe donnerait probablement une réponse mardi prochain, vous avez reçu instruction de dire au comte Lamsdorff que, étant pleinement convaincu du sérieux désavantage de la prolongation ultérieure de la situation actuelle,

present situation, the Imperial Government hoped that they might be able to receive the reply of the Russian Government earlier than the date mentioned by Count Lamsdorff. As it, however, appears that the receipt of the reply at an earlier date is not possible, the Imperial Government wish to know whether they will be honoured with the reply at the date mentioned by Count Lamsdorff, namely, next Tuesday, or if it is not possible what will be the exact date on which the reply is to be given. »

If Count Lamsdorff specifies the day on which the reply is to be given, you will see him on that day and ask him to acquaint you with the exact nature of the reply.

N° 47. — Mr. Kurino to Baron Komura.

Petersburg, February 1st, 1904. Received, February 1st, 1904.

(Telegram.)

Regarding your telegram of the 30th January, I saw Count Lamsdorff in the evening January 31st. He says he appreciates fully the gravity of the present situation, and is certainly desirous to send an answer as quickly as possible; but the question is a very serious one and is not to be lightly dealt with. In addition, the opinions of the Ministers concerned and Admiral Alexieff had to be brought into harmony; hence the natural delay. As to the date of sending an answer, he says, it is not pos-

pour les deux puissances concernées, le Gouvernement impérial espérait pouvoir recevoir la réponse du Gouvernement russe plus tôt qu'à la date mentionnée par le comte Lamsdorff. Mais, comme il paraît cependant que la réception de la réponse à une date plus rapprochée n'est pas possible, le Gouvernement impérial désire savoir s'il sera honoré de cette réponse à la date mentionnée par le comte Lamsdorff, c'est-à-dire mardi prochain; ou, dans le cas où ce ne serait pas possible, quelle sera la date exacte à laquelle la réponse devra être donnée. »

Si le comte Lamsdorff spécifie le jour auquel la réponse devra être donnée, vous le verrez ce jour-là, et vous lui demanderez de vous faire connaître la nature exacte de la réponse.

N° 47. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Pétersbourg, 1^{er} février 1904. Reçue le 1^{er} février 1904.

Concernant votre télégramme du 30 janvier, j'ai vu le comte Lamsdorff dans la soirée du 31 janvier. Il me dit qu'il apprécie pleinement la gravité de la situation présente, et qu'il désire certainement envoyer une réponse aussi vite que possible; mais la question est très sérieuse et ne saurait être traitée légèrement. En addition, il faudra mettre en harmonie les opinions des Ministres et de l'amiral Alexieff; de là le retard naturel. Quant à la date de l'envoi d'une réponse, dit-il, il ne lui est pas possible

sible for him to give the exact date as it entirely depends upon the decision of the Emperor, though he will not fail to use his efforts to hurry the matter.

N° 48. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, February 5th, 1904. 2.15 P. M.

(Telegram.)

Further prolongation of the present situation being inadmissible, the Imperial Government have decided to terminate the pending negotiations and to take such independent action as they may deem necessary to defend their menaced position and to protect their rights and interests. Accordingly you are instructed to address to Count Lamsdorff, immediately upon receipt of this telegram, a signed note to the following effect: —

« The Undersigned, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the Emperor of Japan, has the honour, in pursuance of instructions from his Government, to address to His Excellency the Minister for Foreign Affairs of His Majesty the Emperor of all the Russias the following communication:

» The Government of His Majesty the Emperor of Japan regard the independence and territorial integrity of the Empire of Corea as essential to their own repose and safety, and they are consequently unable to view

de donner la date exacte, vu que cela dépend entièrement de la décision de l'Empereur ; néanmoins, il ne manquera pas de faire ses efforts pour hâter la chose.

N° 48. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 5 février 1904, 2 h. 15 de l'après-midi.

Une prolongation ultérieure de la situation présente étant inadmissible, le Gouvernement impérial a décidé de terminer les négociations pendantes et de prendre telle action indépendante qu'il pourra juger nécessaire pour défendre sa situation menacée et protéger ses droits et intérêts. En conséquence, vous avez instruction d'adresser au comte Lamsdorff, immédiatement après réception du présent télégramme, une note signée, à l'effet suivant :

« Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, a l'honneur, en exécution d'instructions de son Gouvernement, d'adresser à Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, la communication suivante :

» Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon regarde l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée comme essentielles à son propre repos et à sa propre sécurité. et, en conséquence, il ne sau-

with indifference any action tending to render the position of Corea insecure.

» The successive rejections by the Imperial Russian Government by means of inadmissible amendments, of Japan's proposals respecting Corea, the adoption of which the Imperial Government regarded as indispensable to assure the independence and territorial integrity of the Korean Empire and to safeguard Japan's preponderating interests in the Peninsula, coupled with the successive refusals of the Imperial Russian Government to enter into engagements to respect China's territorial integrity in Manchuria which is seriously menaced by their continued occupation of the province, notwithstanding their treaty engagements with China and their repeated assurances to other Powers possessing interests in those regions, have made it necessary for the Imperial Government seriously to consider what measures of self-defence they are called upon to take.

» In the presence of delays which remain largely unexplained and naval and military activities which it is difficult to reconcile with entirely pacific aims, the Imperial Government have exercised in the depending negotiations, a degree of forbearance which they believe affords abundant proof of their loyal desire to remove from their relations with the Imperial Russian Government every cause for future misunderstanding. But finding in their efforts no prospect of securing from the Imperial Russian Government an adhesion either to Japan's moderate and unselfish proposals or to any other proposals likely to establish a firm and enduring

rait voir avec indifférence aucune action tendant à rendre la situation de la Corée mal assurée.

» Les rejets successifs par le Gouvernement impérial russe, au moyen d'amendements inadmissibles, des propositions du Japon au sujet de la Corée, dont le Gouvernement impérial regardait l'adoption comme indispensable pour assurer l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire de Corée, et pour sauvegarder les intérêts prépondérants du Japon dans la Péninsule, combinés avec les refus successifs du Gouvernement impérial russe de prendre des engagements à l'effet de respecter l'intégrité territoriale de la Chine en Mandchourie, qui est sérieusement menacée par son occupation continue de cette province, malgré ses engagements de traités avec la Chine et ses assurances répétées à d'autres puissances possédant des intérêts dans ces régions, ont rendu nécessaire pour le Gouvernement impérial d'examiner sérieusement quelles mesures de légitime défense il est obligé de prendre.

» En présence de délais qui restent grandement inexplicables et d'activités militaires et navales qu'il est difficile de concilier avec des desseins entièrement pacifiques, le Gouvernement impérial a fait preuve, dans les négociations pendantes, d'un degré de patience qui, dans son opinion, fournit la preuve de son loyal désir d'écarter de ses relations avec le Gouvernement impérial russe, toute cause de malentendu futur. Mais, ne trouvant, dans ses efforts, aucune perspective de s'assurer, de la part du Gouvernement russe, une adhésion, soit aux propositions modérées et désintéressées du Japon, soit à toutes autres propositions susceptibles de rétablir en Extrême-Orient une paix ferme et durable, le Gouvernement

peace in the Extreme East, the Imperial Government have no other alternative than to terminate the present futile negotiations.

» In adopting that course the Imperial Government reserve to themselves the right to take such independent action as they may deem best to consolidate and defend their menaced position, as well as to protect their established rights and legitimate interests.

» The Undersigned, etc., etc. »

N° 49. — **Baron Komura to Mr. Kurino.**

Tokio, February 5th, 1904. 2.15 P. M.

(Telegram.)

You are instructed to address to Count Lamsdorff a signed note to the following effect simultaneously with the note mentioned in my previous telegram: —

“ The Undersigned, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the Emperor of Japan, has the honour, in pursuance of instructions from his Government, to acquaint His Excellency the Minister for Foreign Affairs of His Majesty the Emperor of all the Russias that the Imperial Government of Japan, having exhausted without effect every means of conciliation with a view to the removal from their relations with the Imperial Russian Government of every cause for future complications and finding that their just representations and moderate and un-

impérial n'a pas d'autre alternative que de terminer les futiles négociations actuelles.

» En adoptant cette mesure, le Gouvernement impérial se réserve le droit de recourir à telle action indépendante qu'il pourra estimer la meilleure pour consolider et défendre sa situation menacée, aussi bien que pour protéger ses droits établis et ses intérêts légitimes.

» Le soussigné, etc., etc. »

N° 49. — **Le baron Komura à M. Kurino.**

Tokio, 5 février 1904, à 2 h. 15 de l'après-midi.

Vous avez instruction d'adresser au comte Lamsdorff, en même temps que la note mentionnée dans mon précédent télégramme, une note signée, à l'effet suivant :

« Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon, a l'honneur, en exécution d'instructions de son Gouvernement, de faire connaître au Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, que le Gouvernement impérial du Japon, ayant épuisé sans résultat tous les moyens de conciliation, en vue d'écarter de ses relations avec le Gouvernement impérial russe toute cause de complications futures, et voyant que ses justes représentations et ses propositions modérées et désintéressées dans l'intérêt

selfish proposals in the interest of a firm and lasting peace in the Extreme East are not receiving the consideration which is their due, have resolved to sever their diplomatic relations with the Imperial Russian Government which for the reason named have ceased to possess any value.

“ In further fulfilment of the command of his Government, the Undersigned has also the honour to announce to His Excellency Count Lamsdorff that it is his intention to take his departure from St. Petersburg with the staff of the Imperial Legation on..... date.

“ The Undersigned, etc., etc. ”

N° 50. — **Mr. Kurino to baron Komura.**

Petersburg, February 5th, 1904. 5.5 A. M. Received, February 5th, 1904. 5.15 P. M.

(Telegram.)

In compliance with the request of Count Lamsdorff, I went to see him at 8 P. M. February 4th. He told me that the substance of the Russian answer had been just sent to Admiral Alexieff to be transmitted to Baron Rosen. He added that Admiral Alexieff may happen to introduce some changes so as to meet local circumstances ; but in all probability there will be no such changes. He then stated as his own opinion that Russia desires the principle of independence and integrity of Corea and also of necessity, the free passage of the Korean Straits. Though Russia is willing

d'une paix ferme et durable en Extrême-Orient, ne reçoivent pas la considération qui leur est due, a résolu de rompre ses relations diplomatiques avec le Gouvernement impérial russe qui, pour la raison exposée, ont cessé d'avoir aucune valeur.

» En exécution ultérieure de l'ordre de son Gouvernement, le soussigné a aussi l'honneur d'annoncer à Son Excellence le comte Lamsdorff que c'est son intention de quitter Saint-Pétersbourg, avec le personnel de la Légation impériale, à la date du...

» Le soussigné, etc., etc. »

N° 50. — **M. Kurino au baron Komura.**

Saint-Pétersbourg, 5 février 1904, 5 h. 5 du matin.

Reçue 5 février 1904 5 h. 15 de l'après-midi.

Me conformant à la requête du comte Lamsdorff, je suis allé le voir le 4 février, à 8 heures du soir. Il me dit que la substance de la réponse russe venait d'être envoyée à l'amiral Alexeieff, pour être transmise au baron Rosen. Il ajouta qu'il se pourrait que l'amiral Alexeieff introduisît quelques changements, de manière à correspondre à des circonstances locales ; mais, selon toute probabilité, il n'y aurait pas de ces changements. Il déclara ensuite, comme son opinion personnelle, que la Russie désirait le principe de l'indépendance et de l'intégrité de la Corée et,

to make every possible concession, she does not desire to see Corea utilized for strategic purposes against Russia and believes it useful for the consolidation of good relations with Japan to establish by common accord a buffer region between confines of direct influence and action of the two countries in the Far East. The above is expressed entirely as his personal opinion, and I cannot say whether the same is the substance of the above-mentioned answer, though it seems to be very probable.

N° 51. — Mr. Kurino to baron Komura.

Petersburg, February 6th, 1904. 5.57 P. M. Received, February 7th, 1904. 5.45 A. M.

(Telegram.)

In reference to your two telegrams of yesterday's date, I presented to Count Lamsdorff to-day at 4 P. M. the notes as instructed. I shall withdraw from here with my staff and students on the 10th instant.

aussi, nécessairement, le libre passage du détroit de Corée. Bien que la Russie soit disposée à faire toute concession possible, elle ne désire pas voir la Corée utilisée dans des desseins stratégiques contre la Russie et croit utile à la consolidation de bonnes relations avec le Japon d'établir, de commun accord, une région-tampon entre les limites d'influence et d'action directes des deux pays en Extrême-Orient. Ce qui est dit ci-dessus est exprimé absolument comme son opinion personnelle, et je ne puis dire si c'est, là aussi, la substance de la réponse susmentionnée, quoique cela paraisse très probable.

N° 51. — M. Kurino au baron Komura.

Saint-Petersbourg, 6 février 1904, 5 h. 57 de l'après-midi.
Reçue 7 février 1904. 5 h. 45 du matin.

En référence à vos deux télégrammes en date d'hier, j'ai présenté les notes aujourd'hui, à 4 heures de l'après-midi, au comte Lamsdorff, conformément à vos instructions. Je partirai d'ici, avec mon personnel et mes étudiants, le 10 courant.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Notes échangées entre le Marquis de Lansdowne et l'Ambassadeur de France à l'occasion des conventions du 8 avril 1904 (1).

N° 1. — Le Marquis de Lansdowne à M. Cambon.

Foreign Office, April 8, 1904.

Your Excellency,

With reference to the Convention which we have this day signed with regard to Newfoundland, I have the honour to remind you that it has been agreed between us, on behalf of our respective Governments, that, so soon as the Convention comes into force, and as a part of the arrangement thereby carried into effect, the Government of the French Republic will consent to the appointment of a British Consul to reside at St. Pierre, and His Britannic Majesty's Government will reciprocally consent to the appointment of a French Consul to reside at St. John's, Newfoundland.

I shall be obliged if, in acknowledging the receipt of this note, your Excellency will confirm the agreement thus come to between the two Governments.

I have, etc.
(Signed) LANSDOWNE.

Traduction

Ministère des Affaires étrangères,, le 8 avril 1904.

Excellence,

Me référant à la Convention que nous avons signée aujourd'hui concernant Terre-Neuve, j'ai l'honneur de vous rappeler qu'il a été convenu entre nous, au nom de nos Gouvernements respectifs, que, dès que la Convention sera entrée en vigueur, et pour mettre ainsi à exécution une partie de l'arrangement, le Gouvernement de la République française consentira à la nomination d'un Consul anglais en résidence à Saint-Pierre, et que le Gouvernement de Sa Majesté britannique, par réciprocité, consentira à la nomination d'un Consul français en résidence à Saint-Jean-de-Terre-Neuve.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien, en m'accusant réception de cette note, confirmer l'accord ainsi intervenu entre les deux Gouvernements.

Je suis, etc.,

(Signé) : LANSDOWNE.

(1) Documents publiés par le *Foreign Office*, livre blanc.

N° 2. — M. Cambon au Marquis de Lansdowne.

Ambassade de France, Londres, le 8 avril 1904.

M. le Marquis,

En vous accusant réception de votre note de ce jour, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Seigneurie que mon Gouvernement consent à admettre la nomination d'un Consul Britannique à Saint-Pierre, à condition que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique admettra la nomination d'un Consul de France à la résidence de Saint-Jean-de-Terre-Neuve.

Veillez, etc.

(Signé) Paul CAMBON.

N° 3. — M. Cambon au Marquis de Lansdowne.

Ambassade de France, Londres, le 8 avril 1904.

Voir *Archives Diplomatiques* 1904, p. 724, n° 7.

N° 4. — Le Marquis de Lansdowne à M. Cambon.

Foreign Office, April 8, 1904.

Voir *Archives Diplomatiques* 1904, p. 725, n° 8.

N° 5. — M. Cambon au Marquis de Lansdowne.

Ambassade de France, Londres, le 8 avril 1904.

Voir *Archives Diplomatiques* 1904, p. 723, n° 5.

N° 6. — Le Marquis de Lansdowne à M. Cambon.

Foreign Office, April 8, 1904.

Your Excellency,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 8th instant relative to the wording of that part of Article II of the Convention signed by us respecting Newfoundland which relates to the right of French fishermen to purchase bait on the portion of the Coast of Newfoundland which is comprised between Cape St. John and Cape Raye, passing by the north.

I have the honour to confirm to your Excellency the assurance which I have already given you verbally that the Article as worded precludes the suppression of the liberty hitherto enjoyed by the French fishermen of purchasing bait on the portion of the shore mentioned.

I have, etc.

(Signed) LANSDOWNE.

Traduction

Ministère des Affaires étrangères, le 8 avril 1904.

Excellence,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 8 courant relative à la rédaction de l'article II de la Convention que nous avons signée au sujet de Terre-Neuve, en ce qui touche le droit des pêcheurs français d'acheter de la boëtte sur la partie de la côte de Terre-Neuve comprise entre le cap Saint-Jean et le cap Raye, en passant par le nord.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence les assurances que je lui ai déjà données verbalement, à savoir que l'article, tel qu'il est rédigé, exclut la suppression de la faculté dont ont joui jusqu'ici les pêcheurs français, d'acheter de la boëtte sur la partie de la côte ci-dessus mentionnée.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : LANSDOWNE.

N° 7. — Le Marquis de Lansdowne à M. Cambon.

Foreign Office, April 8, 1904.

Your Excellency,

With reference to the Declaration which we have signed to-day relating to Egypt and Morocco, I have the honour to give to your Excellency, on behalf of His Majesty's Government, the following supplementary assurances, on which we have come to an agreement in the course of our discussions : —

1. Measures will be taken by the Egyptian Government, in concert with the Caisse de la Dette, in order to insure, in any eventuality resulting from the Khedivial Decree annexed to the Declaration, that the staff of the Caisse will be treated in a manner at least as favourable as that in which the staff of the Daira Sanieh was treated by the decisions of the 14th December, 1899, and the 20th March, 1900.

If within three years from the date of the Declaration any employés of the administration of the railways, telegraphs, and port of Alexandria are discharged in consequence of the application of these arrangements, they will have the right to be treated as provided in the preceding paragraph.

2. The rights of every description possessed by the " Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Egypte " at the date of the aforesaid Declaration in virtue of concessions of the Egyptian Government shall be maintained intact.

I shall be obliged if, in acknowledging the receipt of this communication, your Excellency will confirm the acceptance by the Government of the French Republic of the agreement thus established.

I have, etc.

(Signed) LANSDOWNE.

Traduction

Ministre des Affaires étrangères, le 8 Avril 1904.

Excellence,

Me référant à la Déclaration que nous avons signée aujourd'hui, au sujet de l'Egypte et du Maroc, j'ai l'honneur de donner à Votre Excellence, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, les assurances supplémen-

taires suivantes, sur lesquelles nous sommes tombés d'accord au cours de nos pourparlers :

1° Des mesures seront prises par le Gouvernement égyptien, d'accord avec la Caisse de la Dette, afin d'assurer au personnel de la Caisse, dans toute éventualité résultant du décret khédivial annexé à la déclaration, un traitement au moins aussi favorable que celui qui a été accordé au personnel de la Daïra Sanieh par les décisions du 14 décembre 1899 et du 20 mars 1900 ;

Si, dans les trois ans à partir de la date de la déclaration, des employés de l'administration des chemins de fer, télégraphes et port d'Alexandrie venaient à être licenciés par suite de l'application de ces arrangements, ils auraient droit au traitement stipulé au paragraphe précédent.

2° Les droits de toute nature possédés par la Société générale des sucreries et de la raffinerie d'Égypte, à la date de la déclaration susmentionnée, en vertu de concessions du Gouvernement égyptien, seront maintenus intacts.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien, en m'accusant réception de cette communication, confirmer l'acceptation, par le Gouvernement de la République française, de l'accord ainsi établi.

J'ai l'honneur, etc,

(Signé) LANSDOWNE.

N° 8. — M. Cambon au Marquis de Lansdowne.

Ambassade de France, Londres, le 8 avril 1904.

M. le Marquis,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Seigneurie de sa note de ce jour, contenant les assurances supplémentaires que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique veut bien donner à mon Gouvernement pour compléter la Déclaration échangée à la date d'aujourd'hui, au sujet de l'Égypte et du Maroc.

Ces assurances sont les suivantes :

1. Des dispositions seront prises par le Gouvernement Égyptien, d'accord avec la Commission de la Dette, afin d'assurer, dans toute éventualité résultant du Décret à intervenir, au personnel de la Caisse de la Dette, un traitement au moins aussi favorable que celui qui a été accordé au personnel de la Daïra Sanieh par les décisions du 14 décembre 1899 et du 20 mars 1900.

Si, dans les trois années à partir de la date de la Déclaration de ce jour, quelques employés de l'administration des chemins de fer, télégraphes, et port d'Alexandrie, venaient à être licenciés par suite de l'application de cet arrangement, ils auraient le bénéfice du traitement stipulé dans l'alinéa précédent.

2. Les droits de toute nature possédés par la Société Générale des Sucreries et de la Raffinerie d'Égypte, à la date de la Déclaration sus-mentionnée, en vertu des concessions du Gouvernement Égyptien, seront maintenus intacts.

Mon Gouvernement prend acte de ces assurances comme complément de la Déclaration de ce jour.

Veillez, etc.

(Signé) Paul CAMBON.

TROISIÈME PARTIE

ARBITRAGES INTERNATIONAUX

Tribunal Arbitral constitué en vertu de la Convention de Washington du 24 janvier 1903 ⁽³⁾, entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis au sujet du règlement des frontières de l'Alaska.

Séance du 20 octobre 1903. Prononcé de la sentence.

Texte Anglais

Texte original (1)

Whereas by a Convention signed at Washington on the 24 th day of January, 1903 ⁽³⁾, by Plenipotentiaries of and on behalf of His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and of and on behalf of the United States of America, it was agreed that a Tribunal should be appointed to consider and decide the questions hereinafter set forth, such Tribunal to consist of six impartial jurists of repute who should consider judicially the questions submitted to them each of whom, should first suscribe an oath that he would impartially consider the arguments and evidence presented to the said Tribunal and would decide thereupon according to his true judgment, and that three members of the said Tribunal should be appointed by His Britannic Majesty and three by the President of the United States.

And whereas it was further agreed by the said Convention that the said Tribunal should consider

Texte Français

Traduction (2)

Attendu que par une Convention signée à Washington, le 24 janvier 1903 ⁽³⁾, par les Plénipotentiaires et au nom de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques d'au delà des mers, Empereur des Indes, et au nom des Etats-Unis d'Amérique, il a été convenu qu'un Tribunal serait nommé pour examiner et résoudre les questions indiquées ci-après, ce tribunal devant se composer de six jurisconsultes impartiaux et de renom, lesquels devraient juridiquement examiner les questions à eux soumises, chacun d'eux devant d'abord prêter serment d'examiner impartialement les arguments et les preuves fournis audit Tribunal et de se décider en conséquence d'après sa vraie conviction, — et que trois membres dudit Tribunal seraient nommés par Sa Majesté Britannique et trois par le Président des Etats-Unis.

Et attendu qu'il a été en outre convenu par ladite Convention que ledit Tribunal devrait se référer dans

(1) Livre bleu anglais : *United States*, n° 1 (1904) ; p. 49.

(2) Traduit de l'anglais par M. MOYE, professeur à la Faculté de droit de Montpellier.

(3) V° *Archives Diplomatiques*, 1903, tome LXXXV, n° de mars, p. 268 et suiv.

in the settlement of the said questions submitted to its decision the treaties respectively concluded between His Britannic Majesty and the Emperor of All the Russias under date of the 28th (16th) February A. D. 1825, and between the United States of America and the Emperor of All the Russias, concluded under date of the 18th (30th) March 1867, and particularly the articles III, IV and V of the first mentioned treaty, and should also take in consideration any action of the several Governments or of their respective representatives, preliminary or subsequent to the conclusion of the said treaties so far as the same tended to show the original and effective understandings of the parties in respect to the limits of their several territorial jurisdictions under and by virtue of the provisions of the said treaties :

And whereas it was further agreed by the said Convention, referring to Article III, IV and V of the said treaty of 1825, that the said Tribunal should answer and decide the following questions :

1° What is intended as the point of commencement of the line ?

2° What Channel is the Portland channel ?

3° What course should the line take from the point of commencement to the entrance of Portland Channel ?

4° To what point of the 56th parallel is the line to be drawn from the head of the Portland channel and what course should it follow between these points ?

5° In extending the line of demarcation northward from said point on the parallel of the 56th degree of north latitude, following the crest of the mountain situated parallel to the coast until its inter-

le règlement desdites questions soumises à sa décision, aux traités respectivement conclus entre Sa Majesté Britannique et l'Empereur de toutes les Russies, à la date des 16/28 février 1825 et entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Empereur de toutes les Russies, à la date des 18/30 mars 1867, et particulièrement aux articles III, IV et V du premier de ces traités, et devrait aussi prendre en considération toute action des Gouvernements précédents ou de leurs agents respectifs, préliminaire ou ultérieure à la conclusion desdits traités, pour autant que celle-ci tendrait à montrer les interprétations primitives et réelles des parties en ce qui touche les limites de leurs juridictions territoriales respectives d'après et en vertu des dispositions desdits traités.

Et attendu qu'il a été en outre convenu par ladite Convention, en ce qui concerne les articles III, IV et V dudit traité de 1825, que ledit Tribunal aurait à résoudre et trancher les questions suivantes :

1° Qu'est-ce qui est considéré comme le point de départ de la ligne ?

2° Quel canal est le canal de Portland ?

3° Quel trajet doit suivre la ligne entre son point de départ et l'entrée du canal de Portland ?

4° A quel point du 56° parallèle la ligne doit-elle être tirée depuis l'extrémité du canal de Portland et quel trajet doit-elle suivre entre ces deux points ?

5° En étendant la ligne de démarcation vers le nord dudit point situé sur le parallèle du 56° degré de latitude nord, suivant la crête des montagnes parallèles à la mer, jusqu'à son intersection avec le 141° de-

section with the 141th degree of longitude west of Greenwich, subject to the condition that if such line should anywhere exceed the distance of 10 marine leagues from the Ocean, then the boundary between the British and the Russian territory should be formed by a line parallel to the sinuosities of the coast and distant therefrom not more than 10 marine leagues, was it the intention and meaning of the said Convention of 1825 that there should remain in the exclusive possession of Russia a continuous fringe, or strip, of coast on the mainland, not exceeding 10 marine leagues in width, separating the British possessions from the bays, ports, inlets, havens, and waters of the Ocean, and extending from the said point on the 56th degree of latitude north to a point where such line of demarcation should intersect the 141th degree of longitude west of the meridian of Greenwich ?

6. If the foregoing question should be answered in the negative, and in the event of the summit of such mountains proving to be in places more than 10 marine leagues from the coast, should the width of the *lisière*, which was to belong to Russia, be measured (1) from the mainland coast of the Ocean, strictly so-called, along a line perpendicular thereto, or (2) was it the intention and meaning of the said Convention that where the mainland coast is indented by deep inlets forming part of the territorial waters of Russia, the width of the *lisière* was to be measured (a) from the line of the general direction of the mainland coast, or (b) from the line separation the Ocean from the territorial waters of Russia, or (c) from the heads of the aforesaid inlets ?

7. What, if any exist, are the mountains referred to as situated

gré de longitude ouest de Greenwich, étant donnée la condition que, si une telle ligne dépassait en quelque endroit la distance de dix lieues marines de l'océan, la frontière entre les possessions britanniques et russes devait, dès lors être, formée par une ligne parallèle aux sinuosités de la côte et ne s'en éloignant pas à plus de dix lieues marines, était-il dans l'intention et la signification de ladite Convention de 1825, qu'il devrait rester en la possession exclusive de la Russie une frange continue, ou bande, de côte en terre ferme n'excédant pas dix lieues marines de largeur, séparant les possessions britanniques des baies, ports, passes, havres et eaux de l'océan, et s'étendant dudit point sur le 56° degré de latitude nord jusqu'au point où une telle ligne de démarcation rencontrerait le 141° degré de longitude ouest du méridien de Greenwich ?

6° Si la question précédente était résolue dans le sens de la négative et dans l'éventualité de sommets de montagnes reconnus situés à plus de 10 lieues marines de la côte, la largeur de la *lisière*, qui appartenait à la Russie, devrait-elle être mesurée (1) depuis la côte continentale de l'Océan proprement dit, suivant une ligne perpendiculaire, (2) ou était-il dans l'intention et la signification de ladite Convention que, lorsque la côte continentale est déchiquetée par des passes profondes faisant partie des eaux territoriales de la Russie, la largeur de la *lisière* devait être mesurée, (a) depuis la ligne de la direction générale de la côte continentale, (b) ou depuis la ligne séparant l'Océan des eaux territoriales de la Russie, (c) ou depuis les extrémités des passes susdites ?

7° Quelles sont, si elles existent, les montagnes indiquées comme si-

parallel to the coast, which mountains, when within 10 marine leagues from the coast are, declared to form the eastern boundary ?

And whereas His Britannic Majesty duly appointed Richard Everard, Baron Alverstone, G. C. M. G., Lord chief Justice of England, Sir Louis Amable Jetté, K. C. M. G., Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, and Allen Bristol Aylesworth, one of His Majesty's Counsel ; and the President of the United States of America duly appointed the Honourable Elihu Root, Secretary of War of the United States, the Honourable Henry Cabot Lodge, Senator of the United States from the State of Massachusetts, and the Honourable George Turner, of the State of Washington, to be members of the said Tribunal :

Now, therefore, we, the undersigned, having each of us subscribed an oath, as provided by the said Convention, and having taken in consideration the matters directed by the said Convention to be considered by us, and having judicially considered the said questions submitted to us, do hereby make answer and award as follows :

In answer to the 1st question. — The Tribunal unanimously agrees that the point of commencement of the line is Cape Muzon.

In answers to the 2nd question. — The Tribunal unanimously agrees that the Portland Channel is the Channel which runs from about 55°56' north latitude, and passes to the north of Pearse and Wales Islands.

A majority of the Tribunal, that is to say, lord Alverstone, Mr. Root, Mr. Lodge, and Mr. Turner, decides that the Portland Channel, after passing to the north of Wales Island, is the Channel between Wales Island and Sikklan Island, called

tuées parallèlement à la côte, lesquelles montagnes, lorsqu'elles sont à moins de 10 lieues marines de la côte, sont indiquées comme formant la frontière orientale ?

Et attendu que Sa Majesté Britannique a dûment nommé Richard Everard, baron Alverstone, G. C. M. G., *lord chief justice* d'Angleterre, Sir Louis Amable Jetté, K. C. M. G. lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et Allen Bristol Asleyworth, du Conseil de Sa Majesté ; et le Président des Etats-Unis a dûment nommé l'honorable Elihu Root, secrétaire pour la guerre des Etats-Unis, l'honorable Henry Cabot Lodge, sénateur des Etats-Unis pour l'Etat du Massachusetts, et l'honorable George Turner, de Washington, pour être membres dudit tribunal :

En conséquence, nous soussignés, ayant chacun prêté serment comme il a été prévu par ladite Convention et ayant pris en considération les matières indiquées par ladite Convention comme devant être examinées par nous, et ayant juridiquement examiné lesdites questions à nous soumises, déclarons par les présentes être notre réponse et sentence comme suit :

En réponse à la première question. — Le Tribunal est unanimement d'avis que le point de départ de la ligne est le cap Muzon.

En réponse à la deuxième question. — Le Tribunal est unanimement d'avis que le canal de Portland est le canal qui court depuis environ 55°56' de latitude nord et passe au nord des îles Pearse et Wales.

La majorité du Tribunal, c'est-à-dire lord Alverstone, M. Root, M. Lodge et M. Turner, décide que le canal de Portland, après avoir passé au nord de l'île Wales, est le canal entre l'île Wales et l'île Sikklan, appelé canal de Tongass. Le canal

Tongass Channel. The Portland Channel above mentioned is marked throughout its length by a dotted red line from the point B to the point marked C on the map signed in duplicate by the members of the Tribunal at the time of signing their decision.

In answer to the 3rd question. — A majority of the Tribunal, that is to say, lord Alverstone, Mr. Root, Mr. Lodge, and Mr. Turner, decides that the course of the line from the point of commencement to the entrance to Portland Channel is the line marked A B in red on the aforesaid map.

In answer to the 4th question. — A majority of the Tribunal, that is to say, lord Alverstone, Mr. Root, Mr. Lodge, and Mr. Turner, decides that the point to which the line is to be drawn from the head of the Portland Channel, is the point on the 56th parallel of latitude marked D on the aforesaid map, and the course which the line should follow is drawn from C to D on the aforesaid map.

In answer to the 5th question. — A majority of the Tribunal, that is to say, lord Alverstone, Mr. Root, Mr. Lodge et Mr. Turner, decides that the answer to the above question is in the affirmative.

Question 5 having been answered in the affirmative, question 6 requires no answer.

In answer to the 7th question. — A majority of the Tribunal, that is to say, lord Alverstone, Mr. Root, Mr. Lodge, and Mr. Turner, decides that the mountains marked S on the aforesaid map are the mountains referred as situated parallel to the coast on that part of the coast where such mountains marked S are situated, and that between the points marked P (mountains marked S, 8.000) on the north, and the point marked T

de Portland ci-dessus mentionné est marqué sur toute sa longueur par une ligne rouge pointillée du point B au point marqué C sur la carte signée en double par les membres du Tribunal au moment de la signature de leur décision.

En réponse à la troisième question. — La majorité du Tribunal, c'est-à-dire lord Alverstone, M. Root, M. Lodge et M. Turner, décide que le trajet de la ligne du point de départ à l'entrée du canal de Portland est la ligne marquée A B en rouge sur la carte susdite.

En réponse à la quatrième question. — La majorité du Tribunal, c'est-à-dire lord Alverstone, M. Root, M. Lodge et M. Turner, décide que le point de départ de la ligne à tirer de l'extrémité du canal de Portland est le point sur le 56^{me} parallèle de latitude marqué D sur la carte susdite, et que le trajet que la ligne doit suivre est indiqué de G à D sur la carte susdite.

En réponse à la cinquième question. — La majorité du Tribunal, c'est-à-dire lord Alverstone, M. Root, M. Lodge et M. Turner, décide que la réponse à cette question est l'affirmative.

La cinquième question ayant été résolue par l'affirmative, la sixième question ne demande pas de réponse.

En réponse à la septième question. — La majorité du Tribunal, c'est-à-dire lord Alverstone, M. Root, M. Lodge et M. Turner, décide que les montagnes marquées S sur la carte susdite sont les montagnes indiquées comme situées parallèlement à la côte dans la partie de la côte où ces montagnes marquées S sont situées, et qu'entre les points marqués P (montagne marquée S, 8.000) au nord, et le point marqué T (montagne marquée S, 7.950), en

(mountain marked S, 7.950) in the absence of further survey, the evidence is not sufficient to enable the Tribunal to say which are the mountains parallel to the coast within the meaning of the Treaty.

In witness whereof we have signed the above written decision upon the question submitted to us.

Signed in duplicate this 20th day of October 1903.

(Signed) : ALVERSTONE.
ELIHU ROOT.
HENRY CABOT LODGE.
GEORGE TURNER.

Witness :

(Signed) : REGINALD TOWER,
Secretary.

l'absence d'autre triangulation, la preuve n'est pas suffisante pour permettre au Tribunal de dire quelles sont les montagnes parallèles à la côte d'après la signification du Traité.

En foi de quoi nous avons signé la décision ci-dessus sur les questions à nous soumises.

Signé en double, ce 20 octobre 1903 :

(Signé) ALVERSTONE.
ELIHU ROOT.
HENRY CABOT LODGE.
GEORGE TURNER.

Certifié :

(Signé) REGINALD TOWER,
Secrétaire.

Note. — La décision précédente a été rendue dans les circonstances et à la suite d'une correspondance que nous résumerons brièvement d'après le livre bleu mentionné précédemment (*United States*, n° 1, 1904.) (1).

On sait que, depuis 1867, les Etats-Unis ont obtenu de la Russie la cession des territoires de l'Amérique russe ou de l'Alaska et ont ainsi, sur une vaste étendue de pays, augmenté leur frontière avec le Canada. Pendant longtemps, ces régions, peu connues et d'un climat particulièrement inhospitalier, furent parcourues seulement par quelques chasseurs de fourrures, et l'attention des gouvernements américain et canadien n'eut guère à s'y porter. Il en fut tout autrement du jour où furent exploités les champs d'or du Klondyke, et dès lors des questions douanières et économiques s'élevèrent. Où était la véritable frontière ? Le Canada atteignait-il la mer en quelque point ? C'étaient là des problèmes du plus haut intérêt pratique.

Les Etats-Unis ayant succédé sans changement aux droits et prérogatives de la Russie, il devenait nécessaire de rechercher quelle avait été la frontière autrefois déterminée entre la Russie et l'Angleterre. Il existait sur ce point un traité spécial conclu à la date des 16/28 février 1825 et dont les articles III, IV et V entendraient préciser la délimitation des territoires respectifs (Livre bleu précité, p. 23). Seulement la précision n'était qu'apparente, au moins sur une section la plus intéressante économiquement, celle allant du mont Saint-Elie au canal de Portland. Pour le surplus, la frontière étant fixée par le 141° méridien ouest de Greenwich du mont Saint-Elie à l'océan Glacial et au sud du canal de Portland par la côte jusqu'au 49° degré de latitude nord, ces délimitations ne prêtaient à aucune controverse.

Au contraire, depuis le mont Saint-Elie jusqu'au canal de Portland, le traité de 1825 se bornait à dire que la frontière suivrait la crête des mon-

(1) Voyez aussi : *Revue Générale de Droit international public*, 1904, p. 210.

tagnes parallèles à la côte ou, si celles-ci étaient éloignées de plus de 10 lieues marines de l'Océan, une ligne parallèle aux sinuosités de la côte à 10 lieues marines de ces dernières. C'est ce dernier tracé, qui, mal étudié sur le terrain, devenait très incertain en fait, la côte étant déchiquetée de passes profondes, à l'instar des fjords norvégiens, et en archipels côtiers. A qui appartiendraient ces îles et surtout la frontière devrait-elle suivre le tracé général de la côte ou se modeler sur les chenaux qui la prénètrent ? Le traité de 1825 était muet, sans compter que les montagnes qualifiées de parallèles à la côte ne se retrouvaient pas facilement sur le terrain.

Ce fut le signal d'une longue et assez acrimonieuse discussion entre les Etats-Unis et l'Angleterre, celle-ci poussée d'ailleurs par les intransigeances du Gouvernement canadien. Dès 1899, une tentative amiable de solution échoua ; les parties intéressées n'en retirèrent d'autre profit que de bien préciser leurs positions respectives (Livre bleu, pp. 2 et 9). Puis, après des lenteurs, en 1902, le Gouvernement anglais déclara se rallier à la proposition américaine de résoudre la question par voie d'arbitrage. Ici, on se trouva en présence de l'opposition du Gouvernement canadien, peu satisfait de l'idée avancée de composer le tribunal arbitral par moitié de citoyens américains et de sujets anglais ; il proposait, non sans raison, une composition plus impartiale ou un recours à la Cour de la Haye (Livre bleu précité, p. 38). Mais les Etats-Unis ne voulurent rien céder et on finit par signer, sur leurs propositions, le traité du 24 janvier 1903 (1). Il ne restait plus dès lors qu'à nommer les membres du tribunal. La Grande-Bretagne choisit deux Canadiens, Sir Louis Jetté et M. Aylesworth, et un Anglais, le *lord chief Justice* Alverstone. Quant aux Etats-Unis, ils ne trouvèrent d'autres jurisconsultes que le secrétaire à la guerre, M. Root, et deux sénateurs, MM. Lodge et Turner. Le Gouvernement canadien protesta en vain contre ces choix (Livre bleu précité, pp. 45 et 46).

Comme on a pu le voir par le texte de la sentence arbitrale, les deux membres canadiens ont en principe refusé de ratifier la décision du Tribunal, laquelle dans l'ensemble consacre pleinement les prétentions des Etats-Unis et écarte le Canada de la mer en décidant que la frontière restera à 10 lieues marines dans l'intérieur, à partir du littoral *réel*. La frontière suit donc tous les contours des passes compliquées des côtes de l'Alaska et, à aucun endroit du territoire contesté, le Canada n'a accès maritime, fût-ce au fond de longs canaux comme le canal de Lynn.

Le Canada a vivement protesté contre la sentence. Les deux représentants du tribunal ont longuement indiqué les motifs de leur dissidence (Livre bleu précité, pp. 57 et suivantes). Toutefois, si en droit international il est de règle que les baies, canaux, passes, etc., ne forment pas en général des fractions de la haute mer et restent incorporés au territoire côtier, il semble bien pourtant que l'intention du traité de 1825 était de faire suivre à la frontière les sinuosités *réelles* du littoral, précisément pour écarter du Pacifique le Canada et laisser à la Russie le monopole de la police et de la surveillance côtières.

Il n'y a donc pas lieu, en principe, de condamner trop ouvertement le fond même de la sentence arbitrale, et la protestation du Canada n'est peut-être pas basée sur des arguments très juridiques. Le Gouvernement cana-

(1) *Archives Diplomatiques*, 3^e série, t. LXXXV, p. 268.

dien, d'autre part, n'était pas mal fondé (Livre bleu précité p. 45) à s'étonner que l'on eût systématiquement dédaigné de recourir aux lumières des juges de la Cour Suprême des Etats-Unis et que l'on eût recours au secrétaire pour la guerre, singulier choix pour une réunion pacifique, et aussi à celles de deux hommes politiques dont l'opinion était faite à peu près d'avance. Le Gouvernement anglais, comme nous l'avons dit, a fini par souscrire à toutes les exigences américaines et, en dernière analyse, c'est son représentant autorisé, le *lord chief Justice* Alverstone, qui a permis au Tribunal de former une majorité. Au point de vue général de la cause de l'arbitrage international, il semble bien que le litige doit être débattu devant des arbitres impartiaux et désintéressés et non des citoyens des pays en conflit.

La défaveur avec laquelle l'opinion anglaise et surtout canadienne a accueilli l'arbitrage du 20 octobre 1903, n'est-elle pas enfin la justification même de l'œuvre de la conférence de la Haye et de l'utilité de la Cour organisée par elle sur des bases suffisamment larges pour rassurer les plus soupçonneux sur l'impartialité de ses membres ?

Marcel MOYE,
*professeur à la Faculté de Droit
de l'Université de Montpellier.*

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

RÉPUBLIQUE DE PANAMA

Droits d'exportation (décret N° 29, du 24 décembre 1903).

(Traduction) (1)

La Junte du Gouvernement provisoire de la République de Panama,
En vertu de ses attributions,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — A partir de cette date (2), les droits sur l'exportation seront payés de la manière suivante :

L'or, l'argent et le platine en barres essayés, 2 1/2 o/o de la valeur constatée par le certificat de fonte ou d'essai ;

L'or en poudre, le platine et l'argent non essayés, et l'or et le platine en bijoux, monnayés et sous toute autre forme non spécifiée, 2 1/2 o/o de la valeur de l'assurance.

A défaut de documents constatant l'essai ou l'assurance, l'or paiera par gramme 2 1/2 centavos, le platine paiera 2 centavos et l'argent 1 centavo ; le minerai d'or brut, 2 piastres 50 centavos par tonne.

ART. 2. — Les compagnies de navigation ne recevront pas pour l'exportation les articles auxquels se réfère ce décret, s'il n'est pas préalablement constaté qu'ils ont payé les droits correspondants.

ART. 3. — Les infractions au présent décret seront punies conformément à la loi.

Fait à Panama, le 24 décembre 1903.

(Signé) J.-A. ARANGO.
Tomas ARIAS.
Frederico BOYD.

(1) *Annales du commerce extérieur*, 1904. Législ. comm. n° 1.

(2) Ce décret a été promulgué dans la *Gazette officielle de Panama* du 14 janvier 1904.

ESPAGNE — PORTUGAL**Pêcheries dans le Minho (1).**

MINISTERIO DE ESTADO

Exposicion

Señor : El Ministerio de Marina, á instancia de los pescadores españoles interesados y previo informe de las Juntas de pesca y Autoridades marítimas competentes y de la Junta Consultiva de la Armada, indicó en Julio último al Ministerio de Estado la conveniencia de entablar cerca del Gobierno de S. M. Fidelísima las oportunas negociaciones para modificar el vigente Reglamento de pesca en el río Miño en el sentido de que la malla de la red denominada « varga de mugil » tuviera las mismas dimensiones que la llamada « sacade », ó sea cincuenta milímetros en vez de los setenta que al presente tiene.

Entabladas, en consecuencia, las gestiones, prestóse desde luego el Gabinete de Lisboa á deferir á tales deseos ; y habiéndose verificado al efecto en 20 del mes corriente un canje de Notas entre el Representante diplomático de España en la mencionada capital y el Ministro de Negocios Extranjeros del vecino Reino, el Ministro que suscribe, do acuerdo con el de

Traduction

MINISTÈRE D'ÉTAT

Exposé

Majesté,

Le Ministère de la Marine, sur les instances des pêcheurs espagnols intéressés et sur le rapport au préalable du tribunal de pêche et des autorités maritimes compétentes, ainsi que du comité consultatif de la Flotte, a signalé, en juillet dernier, au ministère des Affaires étrangères, l'utilité d'entamer, près du Gouvernement de S. M. Très Fidèle, les négociations opportunes afin de modifier le Règlement en vigueur de la pêche dans le fleuve Miño, dans le sens que la maille du filet dénommé « varga de mugil (2) » eût les mêmes dimensions que celui dénommé « socade (3) » c'est-à-dire cinquante millimètres, au lieu des soixante-dix qu'il a présentement.

Dès que les requêtes en conséquence lui furent soumises, le cabinet de Lisbonne se tint prêt à déférer à de tels désirs ; de sorte que, après échange de notes, à la date du 20 du mois courant, entre le représentant diplomatique d'Espagne en la dite capitale et le Ministre des Affaires étrangères du royaume voisin, le ministre soussigné, d'accord avec son

(1) *Gaceta de Madrid*, 1^{er} mars 1904.

(2) Mugil, poisson à belles nageoires, et ailes près des ouies.

(3) Détaché, sectionné.

Marina, tiene la honra de someter a la aprobación de V. M. el siguiente proyecto de Decreto.

Madrid, 29 de Febrero de 1904.

Señor : A. L. R. P. DE V. M.
FAUSTINO RODRIGUEZ SAN PEDRO.

REAL DECRETO

Por cuanto por Notas canjeadas en Lisboa el 20 del actual entre el Sr. D. Luis Polo de Bernabé, Mi Enviado extraordinario y Ministro plenipotenciario en aquella Corte, y el Sr. Wenceslao de Lima, Ministro de Negocios Extranjeros de S. M. Fidelísima, debidamente autorizado al efecto, se ha convenido modificar la redacción y contenido del párrafo séptimo, artículo único del capítulo II del Reglamento de pesca en el río Miño, de 19 de Mayo de 1897 ;

De conformidad con lo propuesto por Mi Ministro de Estado, de acuerdo con el de Marina ;

Vengo en aprobar la adjunta nueva redacción del citado párrafo del artículo único del capítulo II del referido Reglamento de pesca, ordenando se cumpla y observe puntualmente en cada una de sus partes.

Dado en Palacio a veintinueve de Febrero de mil novecientos cuatro.

ALFONSO.

El Ministro de Estado,
FAUSTINO RODRIGUEZ SAN PEDRO.

collègue de la Marine, a l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté, le projet de Décret suivant.

Madrid, 29 février 1904.

Le Ministre des Affaires étrangères,
FAUSTINO RODRIGUEZ SAN PEDRO.

DÉCRET ROYAL

Comme suite aux notes échangées à Lisbonne, le 20 du présent mois, entre D. Luis Polo de Barnabé, mon Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en la dite Cour, et S. Wenceslas de Lima, Ministre des Affaires étrangères de S. M. Très Fidèle, dûment autorisé, a été convenue la modification de la rédaction et du contenu du paragraphe sept, article unique du Chapitre II du Règlement de Pêche dans le fleuve Miño du 19 mai 1897 ;

En conformité avec la proposition de mon ministre des Affaires étrangères, d'accord avec son collègue de la Marine ;

J'approuve la nouvelle rédaction adjointe du dit paragraphe sept de l'article unique du chapitre II du présent Règlement de pêche, ordonnant qu'il s'accomplisse ainsi et s'observe ponctuellement en chacune de ses parties.

Rendu au Palais, le 29 février 1904.

ALPHONSE.

Le Ministre des Affaires étrangères,
FAUSTINO RODRIGUEZ SAN PEDRO.

Reglamento de pesca en el río Mino**CAPÍTULO II****ARTÍCULO ÚNICO***Párrafo 7.º*

Varga de mugil. — La malla de esta red no podrá ser menor de 25 milímetros de lado, ó sea 50 milímetros de malla estirada.

Madrid 29 de Febrero de 1904. = Aprobado por S. M. = FAUSTINO RODRIGUEZ SAN PEDRO.

Cange de Notas á que se refiere el precedente Real decreto modificando el párrafo 7, artículo único, del capítulo II del Reglamento de pesca en el Mino.

El Ministro Plenipotenciario de España al Excmo. Sr. Consejero Wenceslao de Lima, Ministro de Negocios Extranjeros de Su Majestad Fidelísima, etc., etc., etc.

Lisboa 20 de Febrero de 1904.

Excmo. Sr.: Manifestado por V. E. en su Nota de 8 de Octubre último la conformidad del Gobierno de S. M. Fidelísima en la modificación propuesta por el Gobierno de S. M. Católica al párrafo 7.º del artículo único, capítulo II del vigente Reglamento de pesca en el río Miño, he sido competentemente autorizado para formalizar este acuerdo por canje de Notas. En su virtud, el expresado párrafo 7.º quedara redactado en la siguiente forma:

« 7.º. *Varga de mugil.* — La malla de esta red no podrá ser menor de 25 milímetros de lado, ó sean 50 milímetros de malla estirada. »

Conforme hemos convenido verbalmente, los decretos insertando esta modificación deberán publicarse simultáneamente en la GACETA DE MADRID y en el *Diario de Governo* de Lisboa, el día 1.º de Marzo próximo. Aprovecho esta oportunidad para reiterar á V. E. las seguridades de mi más alta consideración. = Firmado. = *Luis Polo de Bernabé.*

Règlement de pêche dans le fleuve Mino.**CHAPITRE II****ARTICLE UNIQUE***Paragraphe 7*

Varga de murgil. — La maille de ce filet ne pourra être moindre de 25 millimètres de côté, soit de 50 millimètres de maille étirée.

Madrid, 29 février 1904.

Approuvé par S. M.
FAUSTINO RODRIGUEZ SAN PEDRO.

TRADUCCIÓN

El Ministro de Negocios Extranjeros de S. M. Fidelísima, al Excmo. Sr. D. Luis Polo de Bernabé, Enviado extraordinario y Ministro Plenipotenciario de España.

Lisboa 20 de Febrero de 1904.

Ilmo. Excmo. Sr. : Tengo a la vista la Nota que V. E. se ha servido dirigirme hoy 20 del corriente, proponiéndome que, dada la conformidad del Gobierno de S. M. Fidelísima y del de S. M. Católica en la modificación del Reglamento de pesca en el río Miño en la parte referente a las dimensiones de la malla de la red denominada « varga de mugil », quede ese acuerdo ultimado por medio de canje de Notas, y que los respectivos Decretos relativos al asunto sean publicados en el *Diario do Governo* y en la GACETA DE MADRID del día 1.º del mes próximo.

En respuesta, cábeme la honra de comunicar á V. E. que va a ser sometido á la Regia firma un Decreto alterando en la forma siguiente lo dispuesto en el párrafo 7.º del artículo único del capítulo II del Reglamento de pesca en el río Miño :

« *Varga de mugil.* — La malla de esta red no podrá tener menos de 25 milímetros de lado, ó sean 50 milímetros de malla extendida. »

Ese Decreto sera publicado en el *Diario de Governo* de 1.º de Marzo próximo, esto es, como V. E. propone, en la misma fecha en que igual Decreto deberá insertarse en la GACETA DE MADRID.

Con lo que queda declarado, en respuesta á la Nota de V. E., tengo la satisfacción de dar por concluído el acuerdo de que se trata, aprovechando la ocasión para reiterar á V. E. las seguridades de mi más alta consideración. = Firmado. = *Wenceslao de Lima.*

RUSSIE — BELGIQUE

Transferts d'argent. — Avis de la Direction générale des Postes

(25 avril 1904).

La direction générale des postes et télégraphes porte à la connaissance générale, par un avis publié le 25 avril par le *Messenger officiel* qu'à partir du 1^{er} (14) mai prochain, les transferts d'argent entre la Russie et la Belgique seront effectués aux mêmes conditions et prix existants pour la même opération entre la Russie et les autres Etats de l'Europe.

Les transferts d'argent sur la Belgique devront s'effectuer en francs au cours de 37,5 cop. pour un franc et la valeur du transfert ne devra pas dépasser la somme de 266 francs.

RUSSIE — FINLANDE**Naturalisation d'étrangers dans les limites du Grand-duché**

8 avril 1904 (1)

S. M. l'Empereur, sur le rapport du ministre-secrétaire d'Etat du grand-duché de Finlande, a consenti, le 8 avril, à autoriser le gouverneur-général de la Finlande, à décider personnellement, d'accord avec le sénat de Finlande, s'il y a lieu ou non d'autoriser les étrangers, qui en font la demande, à être admis comme sujets russes dans les limites du Grand-duché.

(Gazette de Finlande.)

JAPON**Documents relatifs à la guerre russo-japonaise (2).**

Traduction de M. H. NAGOAKA, Attaché à la Légation Impériale du Japon à Paris.

Instructions du Ministère de l'Intérieur, n° 2.

(10 février 1904) (3)

Au Gouvernement général de Taï-wan, aux Tchô-fou et Ken.

» Obligé, à son grand regret, de déclarer la guerre à l'Empire de la Russie, le Gouvernement Impérial n'a nullement l'intention de se montrer hostile aux sujets de cette nation. Ceux d'entre eux qui se trouvent actuellement sur le territoire de l'Empire pourront donc continuer à y résider ; ceux qui y viendront n'en seront point expulsés et ceux qui voudront le quitter n'en seront point empêchés. Ils seront tous protégés dans leur vie, honneur et biens, d'après le texte de nos lois et ordonnances ; ils pourront vaquer tranquillement à leurs affaires et demander la protection des tribunaux impériaux. Toutefois cela doit être considéré comme une bonne grâce du Gouvernement Impérial. En conséquence, pour l'exécution des actes administratifs nécessaires, de la surveillance et des mesures prises par les autorités militaires ou navales dans des buts militaires, le Gouvernement Impérial n'admettra aucune restriction et pourra

(1) *Bulletin des Lois*, 23 avril/6 mai 1904, section I, N° 63, art. 744, p. 929.

(2) Documents communiqués aux *Archives Diplomatiques*, par la Légation Impériale du Japon à Paris.

(3) Les présentes instructions renouvellent des instructions précédentes envoyées par le Ministre de l'Intérieur, le 9 février 1904.

Le 9 février, en effet, le Ministre de l'Intérieur, envoyait à tous les préfets de de l'Empire, des instructions relatives à la protection des sujets russes, leur recommandant d'apporter tous leurs soins à la bonne exécution de ces instructions.

Les instructions du Ministre de l'Intérieur en ce qui concerne la protection des sujets russes, ressemblent fort à celles données en 1894, en faveur des sujets chinois, bien que l'ordonnance du 4 août 1894 soit, il est vrai, plus minutieusement rédigée que les instructions de février dernier, à cause, il est bon de le faire remarquer, du plus grand nombre de ressortissants chinois qu'il y avait au Japon. En 1894, on avait obligé les Célestes à demander aux autorités locales leur enregistrement. Sauf cette formalité, l'étendue de la protection et ses limites étaient les mêmes que celles formulées envers les sujets russes.

H. NAGOAKA.

limiter en partie la garantie relative aux personnes, à leurs vie et biens, et de plus, il pourra défendre ou limiter les changements de domicile ou les voyages, s'il le juge nécessaire. Ainsi ceux qui servent leur patrie en vue d'intérêts militaires, ou qui attentent à la sûreté, à l'ordre ou aux bonnes mœurs de l'Empire ou commettent tous autres actes nuisibles aux intérêts de l'Empire, en opposition ainsi avec la faveur accordée par le Gouvernement Impérial pourront être l'objet de mesures spéciales, d'après les lois et ordonnances, et même recevoir l'ordre de quitter immédiatement l'Empire. Ceux qui, n'ayant aucun moyen d'existence, doivent s'adresser à la charité publique, pourront aussi se voir interdire de résider sur le territoire de l'Empire. En un mot, à tout sujet de l'Empire russe se trouvant sur le territoire de l'Empire du Japon, il sera accordé le plus de protection possible dans les limites que comportent les intérêts de l'Empire. Il y aura donc lieu de traiter les sujets russes d'après cet esprit et d'avoir soin de ne pas laisser les sujets de l'Empire créer de malentendus sur ce point. »

Ordonnance du Ministre des voies et communications, n° 5 du 5 février 1904.

« Conformément à l'article 8 de la Convention télégraphique internationale (1), les télégrammes étrangers seront dorénavant soumis aux restrictions suivantes :

» 1° Les télégrammes étrangers privés expédiés du Japon, de Fousan, de Tchemoulpo et de Séoul en Corée devront être rédigés en Japonais, Anglais, ou Français au clair, et ne devront pas être chiffrés. Ceux qui seront présentés aux bureaux de poste de Tokio, de Yokohama et de Kôbé, pourront cependant être autorisés à l'emploi des chiffres ; dans ce cas, on devra présenter au bureau expéditeur, au moment de l'expédition, la traduction japonaise, anglaise ou française de ces télégrammes avec le cahier des chiffres.

» 2° Les télégrammes privés expédiés entre le Japon et les villes de Corée, où se trouvent des établissements télégraphiques japonais, ou entre l'une ou l'autre desdites villes de Corée, devront être écrits en Japonais, Anglais ou Français au clair et ne devront pas être chiffrés.

» 3° Les télégrammes expédiés d'un bureau télégraphique appartenant au Gouvernement coréen, à un bureau télégraphique du Japon se trouvant en Corée, ou expédiés à l'étranger par un bureau du Japon, ne seront pas transmis par des lignes appartenant au Japon, à moins qu'ils ne soient écrits en Japonais, Anglais ou Français au clair.

» 4° Tous les télégrammes passant par les lignes de l'intérieur du Japon et par les lignes appartenant au Japon entre Fousan, Séoul et Tchemoulpo, ne seront pas transmis, à moins que les expéditeurs n'acceptent les risques de retard, d'erreur ou de non-arrivée. »

(1) Chaque gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement sur certaines lignes et pour certaine nature de correspondances, à charge par lui d'en aviser immédiatement chacun des autres gouvernements contractants.

Ordonnance parue à la Gazette officielle, numéro exceptionnel du 9 février 1904.

« Article premier. — Les bateaux de commerce russes qui se trouvent dans les ports ou rades de l'Empire au moment où cette ordonnance sera mise en exécution pourront quitter l'Empire après y avoir débarqué ou chargé des marchandises, jusqu'au 16 février de la trente-septième année de Meiji (1904).

» Art. 2. — Les bateaux de commerce russes qui quitteront l'Empire en vertu du texte de l'article précédent ne seront pas saisissables s'ils peuvent prouver, par leurs papiers de bord certifiés par les autorités de l'Empire, qu'ils ont quitté les ports ou rades de l'Empire après y avoir débarqué ou chargé des marchandises avant l'expiration du délai de l'article précédent et qu'ils se dirigent vers le port le plus proche appartenant à leur pays ou pris à bail par leur pays, ou vers un port d'où ils sont précédemment partis. Ladite exemption ne serait pas applicable si le bateau a mouillé postérieurement dans un port russe ou pris à bail par la Russie.

» Art. 3. — Les bateaux de commerce russes ayant quitté des ports ou rades de pays étranger pour un port ou rade de l'Empire, avant le 16 février de la trente-septième année de Meiji pourront quitter l'Empire après y être entré et y avoir débarqué immédiatement leurs marchandises. Le texte de l'article précédent sera applicable par analogie aux bateaux de commerce russes qui quitteront l'Empire, suivant les termes de l'alinéa précédent.

» Art. 4. — Le texte de cette ordonnance ne sera pas applicable aux bateaux de commerce russes ayant à bord des objets dont l'exportation est interdite, ou des personnes, des objets ou des documents de contrebande.

» *Supplément.* — Cette ordonnance sera mise en exécution à partir du jour de sa promulgation. »

Règlement relatif au traitement des prisonniers de guerre.

Instructions du Ministre de la Marine en date du 19 février 1904.

« Article premier. — On procédera à la visite de tous les objets possédés par tout combattant ennemi fait prisonnier ou considéré comme tel en vertu des traités ou des coutumes.

» Art. 2. — Les armes, munitions et autres choses à l'usage de la guerre trouvées en la possession d'un prisonnier seront confisquées, mais tout autre objet pourra, suivant les circonstances, lui être laissé ou retiré.

» On pourra aussi, suivant les circonstances, laisser aux officiers et aux fonctionnaires civils assimilés à des officiers leurs sabres et autres armes, à condition toutefois que les armes à feu soient déchargées.

» Art. 3. — Après avoir procédé à l'exécution des deux articles précédents, on interrogera le prisonnier sur ses nom, âge, situation, rang et

nationalité, puis on dressera la liste des prisonniers et des objets confisqués et retirés.

» Art. 4. — Les prisonniers de guerre seront divisés en officiers et fonctionnaires civils assimilés aux officiers et aux sous-officiers et soldats, et on traitera chaque prisonnier suivant son rang. Il n'en sera toutefois pas de même de ceux qui altéreront la vérité lors de l'interrogatoire subi ou qui commettront d'autres violations des règlements.

» Art. 5. — Tout prisonnier de guerre se livrant à un acte d'indiscipline pourra être interné, emprisonné ou l'objet de toute autre mesure de rigueur.

» En cas où il tenterait une évasion, on pourra, si on le juge nécessaire, l'en empêcher par la force armée même.

» Art. 6. — Les autorités maritimes compétentes devront envoyer leurs prisonniers de guerre avec la liste, le journal tenu sur eux, les objets confisqués ou retirés et leur liste à la préfecture maritime ou au sous-arrondissement maritime, ou à la garnison de la base d'opération hors de l'Empire en cas de nécessité. Quand le sous-arrondissement maritime ou la garnison de la base d'opération aura reçu des prisonniers, ils devront les transmettre à la préfecture maritime.

» Art. 7. — Les autorités maritimes compétentes pourront, suivant les circonstances, remettre leurs prisonniers de guerre avec leur liste, le journal tenu sur eux, les objets confisqués ou retirés et leur liste aux autorités militaires ou aux autorités de l'étape ou des transports et communications. Elles devront, dans ce cas, adresser immédiatement leur rapport avec le nombre des prisonniers remis au Ministre de la Marine.

» Art. 8. — Le préfet maritime devra immédiatement adresser au Ministre de la Marine, son rapport sur le nombre des prisonniers qui viendront à lui être remis.

» Le Ministre de la Marine aura à informer le grand quartier général du nombre des prisonniers qui auront fait l'objet des rapports dont il est parlé à l'alinéa précédent et du lieu où ils se trouveront.

» Art. 9. — La préfecture maritime, le sous-arrondissement maritime ou la garnison de la base d'opération devront, jusqu'à leur transport ou leur remise, garder, d'après les circonstances, dans des casernes ou autres lieux, les prisonniers, de façon à éviter toute évasion.

» Art. 10. — L'endroit où seront retenus les prisonniers devra être gardé par des sentinelles, sous la surveillance d'un officier de marine.

» Art. 11. — Si le prisonnier demande à acheter à ses frais un objet de luxe ou usuel, on pourra, si le surveillant n'y voit aucun inconvénient, le lui permettre et, en ce cas, lui donner toutes les commodités de se le procurer.

» Art. 12. — Les prisonniers pourront recevoir ou expédier des lettres et des dépêches après examen de l'officier surveillant, toutes les communications suspectes ou chiffrées devront être confisquées ou interdites.

» Art. 13. — Tous les articles postaux destinés aux prisonniers ou

expédiés par eux jouissant, par les conventions, de la franchise postale, les autorités maritimes ayant reçu des prisonniers auront à prendre à ce sujet les mesures nécessaires avec l'administration locale des postes.

» Art. 14. — Les testaments des prisonniers seront soumis aux mêmes conditions que ceux des hommes de l'armée de mer.

Art. 15. — Le préfet maritime devra délivrer, dans un endroit désigné aux agents de l'armée de terre chargés de prendre livraison des prisonniers, les objets retirés à ces prisonniers et tous les documents, ainsi que les testaments et objets laissés par les prisonniers décédés avant leur remise. »

Règlement relatif à la poste en ce qui concerne les prisonniers de guerre.

Ordonnance du Ministre des voies et communications, n° 13, du 3 mars 1904.

» Art. 1^{er}. — Ce que l'on entend par articles postaux dans ce règlement, ce sont les articles postaux intérieurs et internationaux soit destinés au bureau de renseignements des prisonniers de guerre ou aux prisonniers de guerre, soit expédiés par eux.

» Art. 2. — Sauf ceux désignés par ce règlement, tous autres articles postaux concernant les prisonniers de guerre seront soumis aux règles générales du service des postes intérieur ou international.

» Art. 3. — Les expéditeurs doivent écrire sur la suscription des articles postaux des prisonniers de guerre l'indication : « Service des prisonniers de guerre. »

» Art. 4. — Les articles postaux des prisonniers de guerre sont affranchis de toute taxe postale, conformément aux conventions.

» Art. 5. — Les récépissés des articles postaux recommandés ou des articles postaux ordinaires avec valeur déclarée ou des colis postaux destinés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux seront délivrés par l'intendant de l'établissement de l'internement des prisonniers de guerre ou remis à ce dit intendant ».

Règlement relatif aux mandats de poste des prisonniers de guerre.

Ordonnance du ministre des voies et communications, n° 14, du 3 mars 1904.

« Art. 1^{er}. — Ce qu'on entend par mandat de poste dans ce règlement, c'est le mandat de poste ordinaire intérieur ou international destiné aux prisonniers de guerre ou expédié par eux.

» Art. 2. — Sauf ceux désignés par ce règlement, tout autre mandat de

poste concernant les prisonniers de guerre sera soumis aux règles générales des mandats de poste intérieurs ou internationaux.

» Art. 3. — Les mandats de poste concernant les prisonniers de guerre seront affranchis de toute taxe, conformément aux conventions.

» Art. 4. — L'expéditeur d'un mandat de poste à un prisonnier de guerre devra demander au bureau de poste expéditeur l'inscription de cette mention : « Mandat de poste pour prisonnier de guerre. »

» Art. 5. — L'argent du mandat, le récépissé et les autres pièces le concernant seront remis à l'intendant de l'établissement de l'internement des prisonniers de guerre, sans être soumis à la procédure de la procuration.

» Art. 6. — L'intendant de l'établissement pourra adresser toutes les demandes touchant les mandats de poste au bureau de poste au nom des prisonniers de guerre, sans être soumis à la procédure de la procuration ».

Ordonnance concernant l'entretien des prisonniers de guerre, n° 50 du 27 février 1904.

« Les prisonniers de guerre au pouvoir de l'Empire, les équipages des bâtiments capturés ou toute personne assimilée à ceux-ci recevront soit en nature, soit en argent, leur nourriture, leur habillement et le nécessaire pour leurs autres besoins. La nature et la quantité des choses à allouer d'après la disposition précédente, seront fixés par les ministres de la guerre et de la marine ».

Bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre. Ordonnance impériale, n° 44, promulguée le 21 février 1904.

« Art. 1^{er}. — Le bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre sera établi à Tokio et on y traite les affaires suivantes :

» 1° Examen des internements, mutations, entrées dans les hôpitaux et décès, et établissement des fiches individuelles des prisonniers.

» 2° Correspondance touchant l'état des prisonniers.

» 3° Traitement des dons faits aux prisonniers et des objets et argent expédiés par eux.

» 4° Conservation des testaments et des objets laissés par les prisonniers décédés, et renvoi de ces articles aux familles ou autres intéressés.

» 5° Traitement d'après les règlements appliqués aux prisonniers des renseignements obtenus sur les morts ennemis recueillis sur le champ de bataille par l'armée de terre ou de mer, et de leurs testaments et objets trouvés sur eux.

» Art. 2. — Le bureau de renseignements est composé d'un président et de deux commissaires.

» Le président sera pris parmi les généraux ou les colonels de l'armée de terre ; les commissaires parmi les officiers supérieurs ou subalternes de l'armée de terre ou de mer ou encore des fonctionnaires civils du grade de « sônin ».

» Sont adjoints à ce bureau sept secrétaires du grade de « hannin ».

» Le nombre des commissaires et des secrétaires pourra être augmenté si on le juge nécessaire.

» Art. 3. — Le président dirige toutes les affaires du bureau sous les ordres du ministre de la guerre.

» Art. 4. — Le président pourra demander toute communication nécessaire sur les affaires du bureau aux autorités militaires ou maritimes et aux hôpitaux ou ambulances.

» Art. 5. — Les commissaires administrent les affaires sous les ordres du président.

» Art. 6. — Les secrétaires travaillent sous la direction des susdits fonctionnaires supérieurs ».

CHINE

Décret Impérial du 13 février 1904 (1).

Traduit par M. H. NAGAOKA, Attaché à la Légation Impériale du Japon à Paris.

« Le Japon et la Russie, qui sont en guerre, sont également nos pays voisins et amis ; aussi la Cour a-t-elle décidé d'observer une stricte neutralité à l'égard des deux belligérants. Des ordres ont été donnés dans ce sens aux autorités de toutes les provinces ; le maintien de l'ordre et la protection du commerce et des chrétiens ont été aussi sévèrement prescrits.

» A Moukden et à Shingking où se trouvent les palais et les tombeaux impériaux, le Maréchal tartare est chargé de leur surveillance et de leur protection. Nous tenons particulièrement à ce que les deux belligérants ne causent aucun préjudice aux villes, aux édifices publics, aux personnes et aux propriétés privées en Mandchourie ; que leurs troupes résidant actuellement en Chine s'abstiennent respectivement de toute provocation belliqueuse entre elles. Le vice-roi de Tchili est invité à envoyer des troupes pour garder la partie ouest du Liao-Ho évacuée par les Russes. Nous observerons scrupuleusement les lois de la neutralité dans toutes les provinces ainsi que dans toute la Mongolie le long de la frontière, neutralité qui doit être aussi respectée par les belligérants. Seulement, en ce qui concerne la Mandchourie, dans les endroits où l'évacuation n'a pas encore été effectuée par le corps d'occupation étranger, nous ne serons probablement guère en état, par le seul fait de sa présence, d'y faire observer effectivement les lois de la neutralité. Vu nos droits de souveraineté sur tout le territoire de la Mandchourie, nous déclarons formellement que l'occupation de ce territoire ne pourra être maintenue par aucune des parties belligérantes, quelles que soient les chances finales de leur guerre ».

(1) Cf. Déclaration de neutralité dans *Archives Diplomatiques*, 1904, n° 3, p. 315.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

JAPON

La réglementation en matière de prises maritimes au Japon.

Par M. H. NAGAOKA, attaché à la Légation Impériale du Japon à Paris.

Ce fut lors de la guerre sino-japonaise que pour la première fois au Japon, s'éleva et fut traitée comme elle devait l'être, la question des prises maritimes. Aussi sommes-nous plutôt pauvres en précédents de cette nature. Nous nous bornerons donc ici à présenter quelques rapides observations sur les lois japonaises relatives aux prises maritimes qui ont été promulguées au moment de notre lutte avec la Chine et qui seront de nouveau en vigueur cette fois.

Les instructions données par le Ministre de la Marine le 7 septembre 1894 se rapportent à l'exercice du droit de visite, à la capture, à la contrebande de guerre, aux prises, ainsi qu'au blocus. Ces instructions sont beaucoup trop longues pour être citées ici textuellement (1), nous nous contenterons d'examiner brièvement les règles principales, sans toutefois entrer dans les détails.

D'après ces instructions, les navires de guerre seuls peuvent exercer le droit de visite (art. 1^{er}). En effet, depuis l'adhésion du Japon (1886) à la déclaration de Paris de 1856, le Gouvernement japonais ne reconnaît plus les corsaires et se conforme à cet égard aux règles admises par les nations européennes qui ont adhéré à la convention.

En ce qui concerne les objets susceptibles de capture, les instructions s'expriment ainsi :

« Art. 2. — Les navires suivants seront saisissables au même titre que les navires ennemis :

» 1° Navires engagés au service du Gouvernement ennemi comme transports, alors même qu'ils y auraient été contraints ;

» 2° Navires qui naviguent sous le pavillon et avec des passeports émanés du Gouvernement ennemi ;

» 3° Navires qui naviguent avec une licence du Gouvernement ennemi ;

(1) On les trouvera reproduites *in extenso*, en anglais, dans l'ouvrage ci-dessous : *Cases on International Law during the Chino-Japanese War* by Sakuyé Takahashi. Cambridge, 1899.

» 4° Navires qui, quelle que soit leur nationalité, naviguent sous convoi d'un ennemi ;

» 4° Navires appartenant en tout ou en partie à un ennemi, bien que leurs papiers de bord tendent à les faire considérer comme navires japonais, alliés ou neutres ;

» 6° Navires paraissant appartenir à des sujets japonais, alliés ou neutres, si leurs propriétaires les ont acquis par cession d'un ennemi, cession postérieure au départ de ces navires pour le voyage pendant lequel ils sont trouvés, sans qu'il y ait eu encore prise réelle de possession par le nouvel acquéreur ;

» 7° Navires paraissant appartenir à des sujets japonais, alliés ou neutres, s'ils ont été acquis par cession d'un ennemi faite à un moment quelconque de la guerre, ou avant la guerre, mais en vue de cette guerre, à moins qu'il n'y ait preuve satisfaisante que la cession ait été faite de bonne foi et complète. »

« Art. 5. — Les navires suivants, quelle que soit leur nationalité, seront saisissables :

» 1° Navires qui ont à bord des articles de contrebande de guerre, si leur destination est hostile. La destination est considérée comme hostile s'ils se dirigent vers un port ennemi ou s'ils doivent, au cours de leur voyage, aborder à un port ennemi, ou si enfin ils doivent soit au terme, soit au cours de leur voyage, communiquer avec l'armée ou avec la flotte ennemie ;

» 2° Navires qui résistent par la force. »

« Art. 6. — Seront saisissables, quelle que soit leur nationalité, les navires qui se seront rendus suspects pour l'un des motifs suivants :

» 1° S'ils possèdent des papiers de bord faux ou doubles ;

» 2° S'ils ne possèdent aucun papier de bord, ou s'ils ont caché ou détruit ceux qu'ils possèdent ;

» 3° S'ils ne se sont pas arrêtés dans leur marche, bien qu'en ayant reçu l'ordre d'un navire de guerre et s'ils ont cherché à échapper à la visite ;

» 4° S'ils ont tenté de résister à la visite par la force ;

» 5° S'ils ne peuvent présenter des papiers destinés à établir leur nationalité. »

La loi énumère, d'autre part, les bâtiments qui ne sont pas saisissables. Ce sont : 1° les bateaux qui se livrent à la pêche côtière ; 2° les navires employés à des missions scientifiques ou religieuses ou philanthropiques ; 3° les bateaux appartenant à un phare, et enfin 4° les navires appartenant à un pays ou un sujet neutre, sauf les cas prévus aux articles 5 et 6 (art. 3 et 4). En outre, dans le cas où des vaisseaux neutres sont escortés par un navire neutre de guerre, si le commandant du navire de guerre déclare qu'il n'y a aucune contrebande à bord des vaisseaux convoyés et que tous les papiers de bord sont en règle sur ces vaisseaux, on ne pourra les visiter (art. 23). Quant à l'exercice du droit de visite, il est bien entendu qu'il est expressément interdit d'exercer ce droit de visite et de capture dans les eaux territoriales d'un pays neutre (art. 11). Sauf cette restriction,

le commandant doit observer la règle suivante pour exercer les droits de visite (art. 12) :

1° Le commandant ne pourra exercer le droit de visite que s'il y a lieu de soupçonner que le navire est saisissable ;

2° L'ordre de s'arrêter doit être donné par des signaux ou des coups de sifflet. S'il est impossible de communiquer l'ordre en question par des signaux à cause du mauvais temps ou si le navire averti ne met pas en panne, le commandant donnera le signal pour stopper par deux coups de canon à poudre. Si le navire refuse encore de stopper, le commandant pourra lui envoyer quelques boulets ;

3° L'officier chargé de la visite examinera tout d'abord les papiers de bord. S'il n'y a aucun doute soit sur les papiers de bord, soit à tous autres égards, il devra immédiatement mettre en liberté ce navire ;

4° S'il y a lieu de concevoir des doutes, un officier devra faire la visite du navire ; et s'il affirme qu'il n'y a rien de suspect, il devra immédiatement mettre celui-ci en liberté ;

5° Pendant la visite, l'officier visiteur sera accompagné par le capitaine du navire visité ou son délégué.

Et si, par suite de la visite opérée sur un navire, le commandant a quelques raisons de concevoir des soupçons, il donnera au capitaine dudit navire le moyen de fournir des explications. Si de ces explications résultent les preuves qu'il y a lieu à saisie, il devra le capturer. Les preuves seront fournies par : 1° le caractère du navire, son équipement et sa cargaison ; 2° les papiers à bord ; 3° le témoignage de son capitaine et de l'équipage (art. 13).

Après la capture, le commandant conduira le plus tôt possible le navire dans un port où se trouve un tribunal des prises ou au port le plus proche du lieu de résidence de ce tribunal. Cependant, le cas échéant, le commandant peut ordonner à un de ses officiers d'embarquer sur ledit navire et de le conduire au port sus-mentionné (art. 18).

Si le commandant estime que le navire capturé ne peut être envoyé jusqu'audit port, ou qu'il n'est pas possible de fournir un équipage de matelots suffisant pour l'y conduire, ou que la cargaison ne peut y être envoyée, il pourra le conduire au port le plus proche de la capture et agir comme le lui permettra l'état des choses. Si le navire n'appartient pas à l'ennemi, le commandant lui laissera la liberté après avoir confisqué les marchandises de contrebande (art. 20). Si la vente des marchandises ou si d'autres mesures doivent avoir lieu dans un port neutre, le commandant devra obtenir préalablement la permission des autorités locales (art. 21).

Si le commandant ne peut conduire le navire ennemi dans aucun port, il le détruira après avoir pris à son bord l'équipage, les papiers de bord et la cargaison s'il est possible (art. 22).

Peuvent être légitimement saisis et considérés comme de bonne prise, les navires et les marchandises ci-dessous (art. 7) :

1° Les navires appartenant à l'ennemi et les marchandises qui se trouvaient à bord de ces navires. Toutefois, les marchandises neutres à bord de ces navires ne peuvent être saisies, à l'exception de la contrebande de guerre ;

2° Les objets de contrebande de guerre ;

3° Les navires qui transportent des dépêches ou des personnes de contrebande ;

4° Les navires qui ont résisté par la force à l'exercice du droit de visite ;

5° Les navires qui ont été arrêtés comme soupçonnés et qui n'ont pu se justifier en fournissant des explications suffisantes ;

6° Ceux qui ont violé le blocus.

Les articles 8 et 9 développent le sens du § 3 de l'article 7. Sont considérés comme personnes de contrebande : les soldats, matelots et toutes personnes employées au service militaire de l'ennemi. Sont considérées comme dépêches de contrebande tous les documents officiels échangés entre fonctionnaires du gouvernement ennemi, sauf les communications officielles échangées entre le gouvernement ennemi et ses ambassadeurs ou consuls.

Les objets constituant la contrebande de guerre sont énumérés à l'article 10 qui est ainsi conçu :

1° Les armes de toutes sortes, munitions, substances explosives, salpêtre, soufre et tous objets exclusivement réservés aux usages de la guerre.

Les objets susmentionnés sont considérés comme contrebande de guerre quand ils se trouvent à bord d'un navire destiné à un port ennemi ou à l'armée ennemie ;

2° Les vivres et les boissons, la monnaie, le matériel pour les installations télégraphiques comme les fils de métal, le platine, l'acide sulfurique, le zinc et les vases poreux ; le matériel pour la construction des chemins de fer comme les barres de fer, traverses, etc. ; le charbon, les bois de construction, etc.

Ces objets constituent contrebande de guerre dans le cas seulement où ils sont destinés à l'armée ennemie ou lorsque le navire qui les porte se dirige vers un port ennemi et qu'on peut présumer qu'ils sont destinés à être utilisés pour la guerre, par l'armée ennemie.

Lorsqu'il est certain que les objets susmentionnés, trouvés à bord d'un navire, sont simplement destinés à l'usage de ce navire, ils ne pourront être considérés comme objets de contrebande.

Pour appuyer sur la définition de la contrebande, nous voyons au supplément de la *Gazette Officielle* du 10 février 1904, les instructions du Ministre de la Marine par lesquelles il explique de nouveau les objets qui sont taxés contrebande de guerre au Japon, complétant ainsi les instructions de 1894.

1° Seront considérés comme contrebande de guerre les objets ci-dessous dans le cas où ils passeront par un territoire ennemi ou devront y arriver, ou seront destinés à l'armée de terre ou de mer ennemie : les armes, munitions, substances explosives, ainsi que leurs matières premières comme plomb, salpêtre, soufre, etc., et les machines servant à leur fabrication ; ciment, uniformes, objets d'équipement, et en général, tous objets exclusivement réservés aux usages de la guerre ;

2° Seront également considérés comme contrebande de guerre dans le cas seulement où ils seront destinés à l'armée de terre ou de mer ennemie : les vivres, boissons, chevaux, harnachements, fourrages, voitures, charbon, bois, monnaies, or et argent non monnayés, matériel pour les

installations télégraphiques et téléphoniques ou pour la construction de voies ferrées ;

3° Lorsqu'il est certain que les objets susmentionnés trouvés à bord d'un navire sont simplement destinés à l'usage de ce navire, ils ne pourront être considérés comme objets de contrebande.

« Le blocus est effectif, déclare l'article 27, lorsqu'il est établi par un ou plusieurs navires de guerre, suffisants soit pour interdire réellement l'accès de la côte à l'ennemi, soit pour créer un danger évident aux vaisseaux qui tentent d'entrer ou de sortir du lieu bloqué. » Ce n'est qu'une application de l'article 4 de la déclaration de Paris.

Au point de vue de la notoriété du blocus, les instructions ont admis la doctrine anglaise comme sur la plupart des autres questions. Un commandant autorisé à établir un blocus doit communiquer immédiatement la déclaration de blocus à tous les consuls qui résident dans le port bloqué. En même temps, il doit notifier à tous les navires se trouvant dans ledit port, qu'ils aient à se retirer dans le délai qu'il détermine (art. 28).

La connaissance du blocus est réelle ou présumée (art. 30). Elle est réelle pour le capitaine d'un navire lorsqu'il a connu le blocus par la notification du navire de guerre qui l'établit ou par toute autre source d'information. Le capitaine d'un navire est présumé connaître le blocus, si celui-ci a été notifié aux autorités de son pays, et s'il s'est écoulé un temps suffisant pour que ces autorités aient pu communiquer la notification à leurs nationaux quand bien même ladite notification réellement n'aurait pas eu lieu en fait.

Si le commandant peut présumer qu'un navire qui tente d'entrer dans un port ignore le blocus établi, il devra le lui notifier et l'inviter à retourner dans son pays ou à changer de route. En revanche, peut être saisi tout navire, quelle que soit sa nationalité, qui tente de violer le blocus après en avoir reçu la notification ou malgré la connaissance qu'il en a (art. 29). Dans ce cas, le navire est considéré comme régulièrement pris.

Nous avons ainsi envisagé avec les Japonais, la question des prises sous ses diverses formes. Mais il reste encore un point à voir. La prise a-t-elle été justement et régulièrement faite ? Le capteur n'a-t-il pas outrepassé ses droits ? En effet, ce n'est pas le fait de saisir un bateau qui doit constituer le titre de saisie ; c'est le prononcé d'un jugement. *L'occupatio bellica* n'est plus que la *causa remota* de l'acquisition ; la *causa proxima* se trouve dans le jugement. Alors se pose la question : comment doivent être organisés les tribunaux des prises. Quelle procédure suivront-ils ? Au Japon, c'est une ordonnance du 20 août 1894, qui les a organisés lors de notre campagne contre la Chine et le gouvernement y ayant trouvé quelques lacunes, y apporta certaines modifications par une ordonnance en date du 1^{er} mars 1904. Cette organisation des tribunaux des prises nous semble si intéressante à connaître qu'il nous paraît indispensable pour l'étude que nous avons entreprise ici, de donner in extenso cette réglementation.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DES PRISES ET DU TRIBUNAL SUPÉRIEUR DES PRISES

« ART. 1^{er}. — Les tribunaux des prises, en première instance, et le tri-

bunal supérieur des prises, en deuxième instance, connaîtront des affaires de prises. »

« ART. 2. — Chaque tribunal des prises sera composé d'un juge président et de huit juges assesseurs.

» Le juge-président sera choisi parmi les juges ayant grade de « tcho-kounin ».

» Les juges-asseesseurs seront pris parmi les personnes appartenant aux corps suivants : 1° juges ; 2° officiers de marine ; 3° conseillers et juges au ministère de la marine ; 4° conseillers au bureau de législation ; 5° conseillers ou secrétaires au ministère des affaires étrangères, agents diplomatiques ou consulaires. »

« ART. 3. — Le tribunal supérieur des prises sera composé d'un juge-président et de huit juges-asseesseurs.

» Le juge-président sera un conseiller privé.

» Les juges-asseesseurs se composeront d'un conseiller privé, de deux amiraux, de trois juges à la Cour de cassation, du directeur du bureau de législation et du directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères. »

« ART. 4. — Les juges-présidents des tribunaux des prises et du tribunal supérieur des prises seront chargés de la direction générale des affaires, chacun dans leur ressort respectif. En cas d'empêchement à remplir leurs fonctions, les juges-présidents nommeront pour les remplacer, chacun dans leur fonction respective, un juge-asseesseur du tribunal des prises. »

« ART. 5. — Trois procureurs seront nommés à chaque tribunal des prises et deux procureurs au tribunal supérieur des prises.

» Les procureurs seront choisis parmi les juges au ministère de la marine, les procureurs impériaux et les fonctionnaires administratifs supérieurs. »

« ART. 5 bis. — Un commissaire sera nommé au tribunal supérieur des prises ; il sera choisi parmi les fonctionnaires administratifs supérieurs. »

« ART. 6. — Les juges-présidents, les juges-asseesseurs, les procureurs des tribunaux des prises et du tribunal supérieur des prises, ainsi que le commissaire de ce dernier tribunal, seront nommés par décret impérial sur la présentation du président du conseil des ministres. »

« ART. 7. — Des secrétaires seront nommés à chaque tribunal des prises et au tribunal supérieur des prises.

» Les présidents de chaque tribunal prendront les secrétaires parmi les fonctionnaires ayant grade de « hannin ».

« ART. 8. — A chaque tribunal des prises, les décisions devront être prises par cinq membres, au moins, se composant d'un président et de juges-asseesseurs parmi lesquels deux doivent appartenir à la magistrature.

» Au tribunal supérieur des prises, les décisions devront être prises par sept membres, au moins, comprenant un président et des juges-asseesseurs. »

« ART. 9. — Une ordonnance impériale spéciale déterminera l'époque de l'ouverture et de la clôture des tribunaux des prises et du tribunal supérieur des prises.

» Le tribunal supérieur des prises siègera à Tokio.

» Les tribunaux des prises siègeront dans les lieux qui leur seront désignés par ordonnance impériale. »

CHAPITRE II

PROCÉDURE DES TRIBUNAUX DES PRISES

« ART. 10. — Le commandant du navire de guerre qui aura opéré une prise, se rendra avec le bateau capturé au port où se trouvera un tribunal des prises, ou bien il délèguera un de ses officiers qui, s'embarquant sur le bateau capturé, le conduira à ce port. Dès l'arrivée, l'officier conducteur de la prise remettra ce bateau au tribunal des prises avec un rapport relatant les faits. Il pourra cependant ne lui adresser que le rapport seul, s'il y a des raisons de n'avoir pu lui amener le bateau.

» Dans ce rapport seront mentionnés les causes de la prise et tous les faits qui peuvent justifier la légalité de la capture, et il devra y être joint les papiers de bord et autres documents et pièces qui auront été reçus du capitaine et de l'équipage du bâtiment capturé ou qui auront été trouvés. »

« ART. 11. — Dès que le juge-président du tribunal des prises aura reçu le rapport circonstancié mentionné dans l'article 10, il désignera un juge-asseesseur qui aura la charge de l'affaire.

» Le juge-asseesseur chargé de l'affaire aura à procéder immédiatement en présence du commandant conducteur du bâtiment capturé ou de son délégué et du capitaine dudit bâtiment, à l'ouverture des documents et à en faire inventaire.

» Lorsque le juge-asseesseur chargé de l'affaire aura fini la procédure de l'alinéa précédent, il devra visiter le bâtiment capturé et les objets y chargés, et en dresser un inventaire minutieux, en présence du capitaine dudit bâtiment.

» Ces procédures ne pourront, naturellement, se faire pour le cas prévu dans la dernière partie du premier alinéa de l'article précédent.

« ART. 12. — Le juge-asseesseur chargé de l'affaire procédera à l'interrogatoire du capitaine ou de l'équipage du bâtiment capturé et, s'il le juge nécessaire, à l'interrogatoire de l'équipage du bâtiment capturé et à celui des passagers qui se trouvaient dans le bâtiment capturé. Des secrétaires seront chargés de recueillir ces interrogatoires. »

« ART. 12 bis. — Si le juge-asseesseur chargé de l'affaire le juge nécessaire, il pourra désigner un expert pour faire expertiser les faits déterminés. »

« ART. 13. — Lorsque le juge-asseesseur chargé de l'affaire aura terminé l'examen des faits qu'il juge nécessaires pour décider s'il faut saisir tout ou partie de la prise, ou si la prise doit être renvoyée, il aura à dresser un mémoire justificatif de sa décision et à le transmettre aux procureurs auprès du tribunal des prises, en y joignant le rapport circonstancié mentionné dans l'article 10 et les documents divers se rapportant audit rapport.

« ART. 14. — Les procureurs rédigeront un rapport contenant leur opinion relativement à la décision proposée et ils le transmettront au tribunal des prises en y joignant tous les documents qui leur seront parvenus.

» Si les procureurs le jugent nécessaire pour établir leur rapport, ils pourront demander au juge-asseesseur chargé de l'affaire, une enquête supplémentaire sur des points qu'ils lui désigneront. »

« ART. 15. — Lorsque les procureurs déclareront dans le rapport contenant leur opinion que les bâtiments capturés doivent être immédiatement remis en liberté, et dans le cas où cette déclaration sera jugée légitime par le tribunal des prises, ledit tribunal aura à préparer un rapport concluant à la remise en liberté immédiate et à le transmettre aux procureurs. »

« ART. 16. — Dans le cas où le rapport contenant l'opinion des procureurs, conclura à la validité de la prise et dans le cas aussi où le tribunal des prises aura jugé qu'il n'y a pas lieu de conclure à la libération immédiate du bâtiment capturé, telle qu'elle a été demandée dans le rapport contenant l'opinion des procureurs, le tribunal des prises adoptera la procédure de l'avertissement public.

» Cet avertissement, informant quiconque jugera ses intérêts lésés par la décision concluant à la validité de la prise qu'il peut adresser une pétition écrite dans un délai de trente jours à compter du jour qui suivra l'insertion de l'avertissement public, sera inséré dans la *Gazette officielle* et deux journaux en langue étrangère publiés dans l'empire.

» Si, dans le délai prescrit dans l'alinéa précédent, aucune réclamation n'a été formulée, le tribunal des prises commencera immédiatement la procédure du jugement et de l'examen des prises. Toutefois, à la requête des procureurs, le tribunal des prises peut, passant outre à la procédure spéciale d'enquête, rendre immédiatement son jugement qui devra être transmis aux procureurs. »

« ART. 17. — La pétition écrite contiendra tous les points nécessaires, en y joignant tout ce qui pourra servir de documents ou de preuves.

» Le pétitionnaire ne pourra se faire représenter que par un avocat de l'Empire. »

« ART. 17 bis. — Si le pétitionnaire ou son représentant n'a pas son domicile dans le lieu où siège le tribunal des prises, il devra y élire domicile provisoire pour recevoir communication des pièces.

» Dans le cas où il ne fera pas la notification susmentionnée, la communication des pièces lui sera faite par la poste et dans ce cas le délai fixé dans cette ordonnance sera à compter du jour où les pièces seront mises à la poste. »

« ART. 18. — Lorsqu'une pétition écrite aura été présentée, il sera procédé à une enquête verbale dont le jour et l'heure seront fixés. Les procureurs et le pétitionnaire y seront respectivement entendus. Si le pétitionnaire fait défaut sans en avoir l'autorisation, on pourra procéder à l'enquête par défaut.

» L'enquête verbale terminée, on passera au jugement que l'on prononcera soit immédiatement, soit à une époque désignée. Dans ce cas, la présence du pétitionnaire ne sera pas nécessaire. »

« ART. 19. — Lorsque le tribunal des prises, dans l'intervalle qui précède le jugement, juge nécessaire de faire un nouvel examen des témoignages, il pourra charger de cette examen le juge-asseesseur chargé de l'affaire.

» Les procureurs et le pétitionnaire pourront, dans l'intervalle qui précède le jugement, présenter de nouveaux renseignements ou témoignages.

» Dans le cas prévu dans les deux alinéas précédents, le tribunal des prises pourra procéder à une nouvelle enquête verbale s'il le juge nécessaire. »

« ART. 20. — En outre de ce qui est spécifié dans les articles précédents, le tribunal des prises pourra établir des règles relativement à la procédure d'examen et de jugement du tribunal des prises. »

« ART. 21. — Les procureurs et le pétitionnaire peuvent appeler au tribunal supérieur des prises, des jugements rendus par le tribunal des prises. »

« ART. 22. — Le délai d'appel sera limité à vingt jours à compter du jour qui suivra le prononcé du jugement. »

« ART. 23. — L'appel se fera en transmettant les documents d'appel au tribunal des prises.

» Dans ces documents d'appel, les points principaux relatifs à l'appel et les raisons qui le motivent seront mentionnés en détail.

» La signature d'un avocat de l'Empire sera exigée sur les documents d'appel du pétitionnaire. »

« ART. 23 bis. — Le tribunal des prises devra rejeter tout appel non conforme aux formalités ou dont le délai sera expiré.

» Dans le cas où l'appel est non conforme aux formalités, s'il s'agit de la date, du nom ou d'autres faits moins importants, le tribunal des prises pourra en ordonner la correction. »

« ART. 24. — Sauf en cas de rejet de l'appel prévu par l'article précédent, le tribunal des prises enverra au pétitionnaire une copie du document d'appel du procureur, et montrera au procureur le document d'appel du pétitionnaire. Les échanges respectifs des réponses écrites se feront dans un délai de dix jours.

» La réponse écrite du pétitionnaire nécessitera la signature d'un avocat de l'Empire. »

« ART. 24 bis. — Le tribunal des prises pourra prolonger le délai prévu dans les articles 16, 22, et 24 s'il le juge nécessaire. »

« ART. 25. — Après l'expiration du délai fixé pour les échanges des réponses écrites, le tribunal des prises transmettra les documents d'appel au tribunal supérieur des prises.

» En cas où le tribunal supérieur des prises jugera nécessaire de procéder à un nouvel examen des témoignages ou des faits, il renverra au tribunal des prises les documents désignés dans la clause précédente, en le chargeant de procéder à nouveau audit examen.

» Le tribunal des prises chargera le juge-asseesseur chargé de l'affaire dudit examen ; et les divers documents de l'enquête nouvelle seront montrés aux procureurs et au pétitionnaire avant d'être transmis au tribunal supérieur des prises. »

« ART. 26. a). — Le tribunal supérieur des prises rendra, d'après les documents, son jugement dont copie sera envoyée aux procureurs du tribunal des prises où aura eu lieu le premier jugement et au pétitionnaire. »

« ART. 26. b). — Quand le jugement du tribunal des prises ou du tribunal supérieur des prises sera rendu, le résumé en sera inséré dans la *Gazette officielle*. »

« ART. 26. c). — Au tribunal des prises et au tribunal supérieur des prises on se servira de la langue japonaise. »

» On pourra recourir à un interprète pour interroger toute personne ne pouvant parler japonais. »

« ART. 27. — Les règles relatives à la procédure d'examen et de jugement du tribunal supérieur des prises seront déterminées par ledit tribunal. »

« ART. 28. — Les articles déclarés prises appartiendront à l'Etat. »

« ART. 29. — Le tribunal des prises devra confier les bâtiments et les objets capturés aux soins des autorités maritimes jusqu'à l'exécution du jugement.

» Les autorités maritimes devront garder lesdits bâtiments et objets d'après l'ordre du ministre de la marine. »

« ART. 30. — Les procureurs au tribunal des prises sont chargés de l'exécution des jugements.

» Lesdits procureurs, pour assurer cette exécution, pourront avoir recours à l'aide des autorités maritimes et des officiers de police. »

« ART. 31. — Dans les cas même où, par suite de circonstances spéciales, le bâtiment ne sera pas amené dans l'Empire, les règles mentionnées dans ce chapitre seront applicables par analogie dans toutes les limites où elles pourront être exécutées. »

« ART. 32. — La présente ordonnance est applicable à partir du jour de sa promulgation. »

Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.

Châteauroux. — Imprimerie LANGLOIS.